

programme communiste

Revue théorique
du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (programme communiste)

SOMMAIRE

	Pages
	—
Bilan de foillite du « socialisme au détail »	1
Le mouvement social en Chine (IV)	8
Hegel, Staline et ... les machines à coudre	30
Organisation et discipline communistes	37
Histoire de la Gauche Communiste	43
Enseignements de la scission de Tours	58

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

RÉUNION PUBLIQUE

A PARIS

Le vendredi 23 avril, à 21 heures

SALLE LANCRY

10, Rue de Lancry (X^e)

Autopsie du Trotskysme

Lecteurs et sympathisants sont cordialement invités.



Nous organiserons une autre réunion publique courant juin à Paris.

Le thème et la date précis seront publiés dans « **Le Prolétaire** » de ce mois.

Bilan de faillite du "socialisme au détail"

En face d'une classe ouvrière impuissante, gangrénée par la décomposition d'une société sénile, devons-nous conclure que le socialisme est impossible ? Nous faudra-t-il subir jusqu'au bout la putréfaction d'un monde que guette une destruction apocalyptique ? C'est à ces questions qu'a voulu répondre Louzon, dans le numéro de janvier de la Révolution Proletarienne, lorsqu'il a établi son « bilan des transformations sociales accomplies depuis le début du siècle ». La réponse ne peut être sybilline. D'elle dépendent, non seulement l'engagement ou l'indifférence politiques, mais même la simple volonté de vivre et de lutter.

Or le paradoxe de l'article de Louzon c'est précisément d'être l'éditorial d'une revue qui se veut militante, tout en concluant implicitement qu'il n'y a plus de raison de militer ; c'est de supputer consciencieusement ce que le socialisme a pu gagner au cours des cinquante dernières années, tout en rejetant le socialisme dans un lointain hypothétique et nébuleux. C'est parce que cette contradiction exprime en définitive le désarroi présent de la classe ouvrière que nous avons voulu en relever et analyser les termes ; non pas pour reprendre ici le procès que nous avons déjà fait de l'idéologie syndicaliste, mais pour déterminer les véritables causes d'un défaitisme qui consiste à prétendre combattre l'exploitation capitaliste tout en renonçant à l'espoir d'en finir avec elle dans un avenir prévisible.

Louzon se réjouit de victoires socialistes qui ne le sont pas en réalité. Il déplore des défaites qui ne sont que des défaites pour l'idéalisme petit-bourgeois ; de l'importance des secondes par rapport aux premières il déduit que les chances du socialisme sont bien compromises, sinon irrémédiablement perdues. Nous voudrions rétablir ici la signification respective des unes et des autres en replaçant la question sur son terrain véritable, qui n'est pas celui des progrès plus ou moins grands des idées socialistes, mais celui de l'évolution du rapport de force entre bourgeoisie et prolétariat et des éléments qui le déterminent en ses phases successives.

Le bilan est un instrument typique de l'économie bourgeoise. Encore convient-il de l'utiliser de la façon la plus rigoureuse. Mais la comptabilité de Louzon est du type le plus simpliste. Il tient les comptes de la classe qui vend sa force de travail, et non pas les comptes de celle qui la lui achète. Il porte à l'actif du prolétariat les revendications partielles qui ont été satisfaites, mais il néglige de s'occuper du prix auquel elles ont été payées. Dans cette « comptabilité » historique entre prolétariat et capital, c'est pourtant la chose primordiale, tout au moins aussi longtemps que la classe ouvrière n'aura pas la force de jeter par la fenêtre et son « client » et ses livres de comptabilité ! En attendant, ce qui est au crédit de l'un doit forcément se trouver au débit de l'autre. Ce que le prolétariat a prétendument gagné, le capital doit obligatoirement l'avoir perdu. Or, il n'en est rien. De toutes les concessions faites à la classe ouvrière, il n'en est aucune dont la bourgeoisie n'ait retiré un avantage exorbitant ; il n'en est aucune qui n'ait été négociée par les valets opportunistes contre le renoncement à la lutte révolutionnaire.

Mais ce n'est pas là le seul défaut de l'opération Louzon. Les termes qu'il utilise sont impropres et ne correspondent pas à des catégories réelles. « Victoire des idées socialistes » pourrait à la rigueur se traduire par succès des revendica-

tions ouvrières. Mais il faut alors préciser tout de suite que, si des revendications ouvrières peuvent être satisfaites dans le cadre des rapports de production capitalistes, ce sont peut-être des succès du mouvement pour le socialisme, mais en aucun cas des victoires du socialisme. Le socialisme c'est la conquête totale des grands moyens de production par la classe exploitée ; c'est le monopole du prolétariat érigé en classe dominante sur toutes les activités de la société. Aussi longtemps que les avantages conquis par la classe ouvrière ne portent que sur une partie du produit ; aussi longtemps que les transformations sociales dont elle peut bénéficier laissent intacte la dictature du capital, aucun de ces résultats ne saurait être apprécié en lui-même, isolément du but final de la lutte prolétarienne : c'est seulement en fonction de ses incidences sur cette lutte qu'une revendication ouvrière peut ou non être mise à l'actif du mouvement pour le socialisme. On n'a pas le droit, par exemple, de se réjouir des « avantages sociaux » qui n'ont été obtenus qu'à la faveur de la division ouvrière et du renoncement à la révolution. Comme les quelques succès comptabilisés par Louzon ont été, d'une façon ou d'une autre, payés à ce prix, on ne peut les considérer ni comme socialistes, ni comme ouvriers. A en croire le vétéran de la Révolution Proletarienne, l'émancipation de la femme et celle des peuples coloniaux seraient des victoires certaines, l'évolution supra-nationale du nationalisme et la démocratisation religieuse des résultats discutables, l'effacement du syndicalisme révolutionnaire au profit du réformisme et du capitalisme d'Etat une défaite évidente. Avant même de refaire les comptes nous disons tout net que rien de cela ne peut être mis à l'actif du socialisme et de son mouvement : c'est un pur et simple zéro qu'il conviendrait de placer dans cette colonne tant est criante la défaite de l'un et de l'autre.

Mais "actif", "passif", "bilan" ne sont que les termes méprisables de la mesure des valeurs bourgeoises, et si le prolétariat, seule classe révolutionnaire de l'histoire ne sait pas encore se servir d'une énergie sociale qui défie tous ces éléments mercantiles de mesure, c'est précisément parce qu'il a commis la lourde faute de se laisser enfermer dans cette comptabilisation des conquêtes partielles qui est la négation même du socialisme.



Socialiste ou non, "l'émancipation de la femme" est une conquête dont on a vite fait le tour. D'abord elle est bien davantage l'œuvre du capitalisme que celle de la lutte des classes : la dynamique même du mode de production capitaliste qui, sans cesse, détruit ou nivelle tous les cloisonnements hérités des sociétés antérieures, y fut pour beaucoup plus que l'agitation des suffragettes. Ensuite, bien que cette évolution ait disloqué les fondements de la famille traditionnelle, elle n'en a nullement brisé les chaînes. En appelant la femme à la production industrielle, le capital a mis fin à la supériorité sociale du mâle et, par là, à la tyrannie souvent sottise et brutale de l'époux. Mais la femme devenue "égale de l'homme" n'a guère rien gagné d'autre que d'ajouter à son esclavage domestique d'antan son nouvel esclavage, l'esclavage salarié. Le capitalisme travaille toujours pour le socialisme futur. Il laboure, tourne et retourne le terrain social ; il détruit les règles et modes de vie auquel il doit d'être né, il prépare une société plus rationnelle, il en réunit les matériaux, il développe les conditions économiques du socialisme, mais du socialisme il ne peut bien entendu réaliser la moindre parcelle.

L'émancipation de la femme, dit Louzon, était ardemment souhaitée par les "socialistes de 1900". Par les beaux esprits se disant tels ? Les libéraux, les démocrates ? Sans aucun doute. Par les syndicalistes révolutionnaires ? Probablement. Mais sûrement pas par les marxistes, tout au moins dans le sens que Louzon donne à cette revendication. Ils savaient depuis longtemps que l'entrée de la femme dans l'enfer de la production capitaliste signifiait avant tout l'élargissement de la sphère d'influence du capital, l'accroissement de l'exploitation du proléta-

riat, l'accentuation de la concurrence entre donneurs de force de travail. Ils n'ignoraient pas davantage que ce phénomène indiquait une nouvelle extension du champ d'action des lois mercantiles et que, ces lois qui déjà maîtrisaient la conscience des magistrats et — selon le trait malicieux du Manifeste Communiste — compromettaient dangereusement la vertu des femmes honnêtes, allaient désormais investir le dernier domaine où le critère crapuleux du "donnant-donnant" n'avait pas encore totalement triomphé : le domaine des rapports conjugaux. Sur ce dernier point le lyrisme de Louzon appelle d'urgence une bonne douche froide. La femme, dit-il en substance, a cessé, "depuis qu'elle est l'égal de l'homme, d'être un animal de luxe". Ce n'est pas vrai du tout. Certes elle n'est plus seulement cela, puisque de nos jours elle apporte le plus souvent un salaire au foyer. Mais, dans les rapports de sexe à sexe, son caractère essentiel n'en demeure pas moins celui d'un instrument de plaisir pour l'homme. Engels soulignait autrefois que c'était seulement dans les classes bourgeoises que le commerce des charmes s'enrobait dans le formalisme pudique du mariage. Chez les ouvriers, disait-il, c'est l'amour passionnel, cette grande conquête des temps modernes sur le moyen-âge, qui détermine l'union des sexes, officialisée ou non. Mais aujourd'hui, l'amour le cède à l'érotisme, le désir s'alimente à la pornographie commercialisée ; l'émancipation de la femme, dans la forme où le capitalisme l'a réalisée, nous a valu de voir disparaître cette grande supériorité morale du prolétariat sur la bourgeoisie. Il n'est pas de dactylo qui ne veuille égaler les charmes sophistiqués des grandes vedettes ; il n'est guère de donzelles qui, dès ses quinze ans sonnées, ne songe à faire valoir ses attraits. Le capitalisme ne pouvait émanciper la femme que pour en faire une concurrente de la force de travail masculine dans la production et pour transformer quasi toutes les femmes en animaux de luxe s'offrant à vil prix sur le marché des rapports sexuels.

**

L'émancipation des peuples coloniaux est, elle aussi, avant tout, un produit de l'évolution du capitalisme. Il est vrai que c'est le produit d'une crise et qu'elle a donc engendré de grandes luttes sociales qui, dans certaines conditions, auraient pu favoriser l'assaut révolutionnaire du prolétariat à la société bourgeoise. Ces luttes, dans de nombreux cas, se sont soldées par des succès, mais qui ne suffisent pas, pour autant, à en faire des victoires des "idées socialistes". D'abord les idées, socialistes ou non, ne remportent pas de victoires. Les classes, oui. Toute la question est là. Quelle classe a bénéficié de la lutte héroïque des peuples coloniaux ? La classe exploitée, la classe qui a combattu ? Louzon nous dit très justement que "les révolutionnaires d'occident n'avaient jamais séparé la cause de l'émancipation des peuples asservis de celle de l'émancipation des classes exploitées". Si le but était commun, les résultats et les effets doivent l'être aussi. Il serait aberrant d'admettre que les "peuples asservis" aient pu se libérer de leur maître, le grand capital mondial, alors que ses esclaves directs n'ont cessé de pâtir sous son joug. Il est inconcevable que le capitalisme international soit battu à la périphérie de sa domination alors qu'il demeure le vainqueur incontesté en son centre. Il est impensable que l'impérialisme puisse être mis en déroute par des mouvements qui n'étaient pas dirigés par son seul adversaire historique et social : le prolétariat. Il est surtout extravagant d'affirmer que le socialisme a remporté une victoire alors que le prolétariat purge la défaite la plus terrible de son histoire.

La transformation des ex-colonies en Etats indépendants ne serait-elle donc pas un fait positif, un appoint pour la victoire future du prolétariat ? Elle l'est incontestablement, ne serait-ce que parce qu'elle accroît le nombre des exploités directs du capital. Est-ce une victoire du socialisme ? Non, cent fois non. Il suffit d'en examiner les résultats. En d'autres circonstances historiques, si le prolétariat n'avait pas été divisé, désorienté, impuissant, une secousse aussi considérable que celle qui a soulevé l'Asie et l'Afrique aurait rendu la révolte ouvrière invincible. Mais cette secousse, pour des raisons maintes fois exposées ici, s'est produi-

te au moment où le prolétariat international se trouvait battu, indifférent, prostré. L'inévitable s'est donc produit. Les peuples asservis se dressaient contre l'exploitation économique du capital mondial et c'était là une base possible de la lutte pour le socialisme, pour la victoire universelle du prolétariat. Mais l'indépendance nationale n'est pas un objectif prolétarien, c'est un objectif bourgeois. Ce ne sont pas les masses affamées qui ont bénéficié de la victoire remportée sur le colonialisme ; c'est la bourgeoisie et la petite bourgeoisie nationales des pays d'Asie et d'Afrique qui en a tiré profit. Monnayant le sang de dizaines de milliers de martyrs, elles se sont érigées en classes dominantes locales et, fortes des résultats de combats qu'elles n'ont pas livrés — que quelquefois elles ont délibérément trahis — elles vendent aujourd'hui aux enchères du capital international la sueur, les souffrances, la vie même des populations auxquelles elles n'ont octroyé que l'infâme drapeau d'une patrie.

Dans la "question coloniale", le prolétariat international a été doublement battu. D'abord parce que, faillissant à sa tâche d'appui aux peuples en révolte, il a consacré sa propre défaite et son impuissance. Ensuite parce que le sacrifice de ces peuples n'a servi, en définitive qu'à la victoire de la classe ennemie, qu'à la constitution de nouveaux Etats nationaux, de nouveaux Etats que la révolution communiste devra abattre. Ainsi la "victoire socialiste" comptabilisée par Louzon se réduit à une crise du capitalisme que le capitalisme a surmontée, à une étape cruciale de l'histoire de la société bourgeoise que cette société a traversée inébranne, à une occasion révolutionnaire que le prolétariat a laissé passer.

**

La meilleure arme de la bourgeoisie contre le prolétariat c'est toujours, en définitive, l'idéologie progressiste selon laquelle l'histoire se développe par conquêtes sociales ininterrompues et non par les bonds révolutionnaires de la lutte de classe.

Pour les marxistes il est établi depuis longtemps que la constitution des Etats nationaux est le maximum d'unification politique que la bourgeoisie est capable de réaliser et que le développement et l'extension du capital au-delà des frontières de ces Etats est l'une des contradictions fondamentales et insolubles du mode capitaliste de production. Plus le capital étend ses tentacules sur la planète, plus la domination politique est le privilège d'un nombre réduit de grandes puissances. Plus ces puissances s'assujettissent des Etats mineurs, plus ils suscitent chez ces derniers des contradictions explosives qui sont à l'origine de toutes les révoltes ou de toutes les guerres. L'impérialisme est une réalité du monde moderne ; une réalité terrible. La suppression des frontières en régime bourgeois, une utopie.

Pourtant Louzon, qu'on disait autrefois marxiste, n'est pas de cet avis. Tout en relevant que le marché commun et l'abaissement des barrières douanières ne constituent guère un progrès d'unification économique par rapport au capitalisme libéral du XIXe siècle, il s'avoue très impressionné par le fait que les Etats occidentaux "se resserrent de plus en plus étroitement au sein d'une unité politique qui s'appellera empire ou non mais qui, en fait, en sera un". L'unité politique de l'Europe ? Dans notre époque disgraciée il faut s'attendre à tout. Il est tout de même un peu fort de voir un vétéran du syndicalisme révolutionnaire prendre au sérieux les billevesées européennes du M.R.P. ou du gaullisme ! On doit être ici très sévère. Toutes ces supputations pour décider si cette "évolution des nationalismes" est ou non une "victoire des idées socialistes", révèlent l'oubli définitif des rudiments du socialisme et, en particulier, de la dialectique fondamentale du mode capitaliste de production qui détruit la propriété privée sur la base de l'appropriation privée des moyens de production, qui abolit le monopole féodal au nom de la libre concurrence pour ériger le monopole bourgeois, qui projette les

capitiaux au-delà des frontières nationales, mais emprisonne dans ces mêmes frontières toutes les classes de la société.

Ceci rappelé, faut-il ou non se réjouir des proportions monstrueuses prises par l'impérialisme ? Si on se tourne vers le passé, le degré actuel du phénomène est indéniablement lié à une défaite du socialisme puisqu'il est le fruit de la défaite de la révolution communiste européenne et de la trahison de la III^e Internationale qui, rendant possible la seconde guerre mondiale, a donné au capitalisme impérialiste une nouvelle longévité. Si, par contre, on considère l'avenir, on peut avancer tout de suite que plus la concentration économique et politique en cours sera grande, plus terrible sera la crise qui en résultera. A ce moment-là, victoire ou défaite pour le prolétariat ? Une nouvelle fois cela dépendra de l'alternative déjà posée en 1917 par Lénine. Ou le prolétariat sera capable de se lancer à l'assaut du pouvoir bourgeois à la faveur de la crise, ou la guerre impérialiste se déchainera à nouveau, offrant un second sursis à la barbarie capitaliste.

**

Louzon est profondément perplexé en ce qui concerne le rôle positif ou négatif qu'il convient d'attribuer à l'évolution des idées religieuses. Ces idées ont indiscutablement gagné du terrain, ce qui n'est pas bon pour le socialisme. Pourtant, la hiérarchie catholique fait preuve d'une tolérance de plus en plus grande, ce qui dépouille l'idéologie religieuse de son aspect réactionnaire.

Nous ne nous arrêterons pas ici sur le second aspect de cette expectative puérile. L'Eglise est au service du capitalisme ; elle s'adapte à toutes ses exigences. Lorsque la domination bourgeoise s'exerce sous le masque humanitaire du « progrès », de la « promotion sociale » et de la « démocratie », la hiérarchie abandonne le dogme d'autorité et d'intransigeance pour ouvrir ses bras à tous les « hommes de bonne volonté ». Le premier point mérite par contre un commentaire, car l'incertitude pateline du vieux lutteur désabusé est un reflet tempéré mais fidèle du désarroi idéologique d'une armée de jeunes militants aussi avides d'aller de l'avant dans l'activité politique et syndicale que peu soucieux d'en posséder la boussole. Partagé entre l'amertume et l'étonnement, Louzon rappelle qu'à la fin du siècle dernier « on semblait s'acheminer vers la fin de l'obscurantisme, par la disparition prochaine de toute croyance au surnaturel ». Or, constate-t-il, il n'en a rien été : « la sorcellerie sous toutes ses formes, ses anciennes et ses nouvelles, n'a jamais été aussi répandue ; radiesthésistes, guérisseurs et diseurs de bonne aventure font fortune ».

Nous, dogmatistes invétérés comme chacun sait, nous ne voyons là aucun mystère. La pensée rationnelle et le progrès scientifique suivent une courbe parallèle à celle de l'évolution de l'idéologie bourgeoise qui, autrefois révolutionnaire, est devenue conservatrice. Une société qui, en matière d'économie et de politique, en est revenue aux méthodes de pensée les plus triviales doit forcément retomber, même dans le domaine de la « science pure », dans les pires superstitions. Il suffit de constater l'énorme bluff qu'a constitué la « conquête des espaces inter-planétaires » et sur lequel quelques savants commencent à peine à soulever le voile, pour comprendre que la science devenue « science-fiction » ne le cède en rien aux supercheries des astrologues d'autrefois. Dans un monde qui dissimule sous l'opium idéologique du progrès technique souverain l'utilisation meurtrière et crapuleuse des découvertes, les savants eux-mêmes sont intoxiqués. Pour expliquer la déchéance de la pensée scientifique et de la pensée tout court, nous n'avons donc pas besoin d'autre raison que celle que nous donne l'histoire même de notre classe meurtrie et battue. C'est la défaite du prolétariat qui, en prolongeant la vie du capitalisme décadent, a condamné notre siècle à vivre sous le signe d'une superstition qui les nourrit toutes, la superstition selon laquelle nareil monde sénile et infâme peut se survivre sans se détruire et se renier.

Ce qui est cocasse chez Louzon, c'est que l'explication qu'il donne de ce regain de superstition de la société moderne est tout ce qu'il y a de plus superstitieuse.

La soif de surnaturel d'un monde saturé de satisfactions matérielles, voilà ce qui, selon lui, serait la cause du retour offensif de la religion. Le phénomène, remarque-t-il, n'affecte pas seulement des « miséreux recherchant une consolation », mais aussi « un grand nombre de scientifiques, qu'ils soient mathématiciens ou biologistes », « qui sont croyants et pratiquants ». Des gens aussi cultivés et instruits ne sauraient évidemment être tout bonnement et tout bêtement affectés par la sottise, le vide intellectuel, la peur morale qui sont le lot de commun des mortels. A une superstition « d'hommes de science », il faut nécessairement une explication "savante". La voici donc : « la science a ses limitations, les jouissances matérielles également ; dans l'un et dans l'autre domaine, la satiété arrive vite ; alors, comme il est dans la nature de l'homme d'être insatiable, on se tourne vers d'autres horizons, des horizons qui sont sans limites, puisqu'ils ne sont que les fruits de l'imagination..., on se précipite donc dans le surnaturel ».

A Louzon, également, cette « soif de surnaturel » a dû sans doute se manifester ; mais dans son domaine propre, le domaine politique. Il n'a pas vu où et en quoi résidait le triomphe le plus profond de la contre-révolution. Pour lui la dictature du prolétariat, condition indispensable de la victoire du socialisme, n'en était qu'un aspect et un aspect dont le socialisme pouvait se passer. En bon petit comptable syndicaliste il a continué à totaliser « gains » et « pertes » de la classe ouvrière. Le « socialisme » au détail progresse-t-il ? Ne progresse-t-il pas ? Il ne le sait trop. Mais ce qu'il sait bien c'est que la société capitaliste, elle, « tourne toujours », nous offrant le spectacle d'une décomposition avancée. Voilà la clef de « l'explication » de Louzon. Puisqu'on ne veut et ne peut admettre la défaite armée du prolétariat et la corruption de son parti, la déroute dans l'esprit après la déroute dans la chair, il ne reste plus qu'à appeler le surnaturel à la rescousse ! Le malheureux ne s'est pas rendu compte que, parti d'un matérialisme vulgaire, celui qui ne s'attache qu'aux causes apparentes et superficielles des grands phénomènes politiques, il en est arrivé à l'idéalisme le plus éculé, reparcourant, pour son propre compte, le même chemin rétrograde qui fut celui de l'idéologie bourgeoise rationaliste qui, partie orgueilleusement à la conquête d'un âge d'or de l'humanité, a capitulé honteusement devant le monceau d'ignominies sociales auxquelles sa victoire passée avait donné libre cours.

* *

Après cela on peut au moins donner quitus à Louzon sur un point, celui de l'aveu de la défaite du syndicalisme révolutionnaire. C'est dans les phases de contre-révolution que se vérifient les théories révolutionnaires. C'est dans les périodes de défaites prolétariennes que les diverses écoles politiques du mouvement ouvrier sont mises à l'épreuve. Pour nous, le syndicalisme, comme doctrine et comme mouvement, a été éprouvé, jugé, éliminé, avec l'union sacrée de 1914, de même que le démocratisme embourgeoisé de la Seconde Internationale. Nous n'avons donc pas besoin de l'aveu de Louzon pour le porter au passif du mouvement prolétarien. Toutefois, même dans cette confession, les choses ne sont pas correctement formulées. Il n'est pas juste de dire que les syndicalistes révolutionnaires et les syndicalistes réformistes s'opposaient suivant « deux conceptions diamétralement opposées du devenir ouvrier ». Il est encore plus faux d'affirmer qu'au travers de l'évolution du capitalisme vers des formes étatiques ce soit le réformisme qui ait triomphé. D'abord syndicalistes révolutionnaires et réformistes s'opposaient sur les moyens et non sur le but ; les uns préconisaient la violence et la grève générale, les autres les réformes et les « voies parlementaires » du socialisme. Mais tous ensemble concevaient l'émancipation prolétarienne sans dictature du prolétariat, sans intervention despotique de la classe révolutionnaire sur les rapports de production. Ensuite ce n'est pas la « voie réformiste » du « devenir ouvrier » qui a triomphé, mais le capitalisme tout court. Il n'y a pas de voie réformiste de l'évolution de la société capitaliste, tout simplement parce que cette société a dépassé le stade où des réformes en son sein étaient encore possibles. Il n'y a pas de voie historique vers le capitalisme d'Etat parce que l'intervention étatique dans l'économie est un phénomène qui se vérifie à tous

les âges du capitalisme : l'U.R.S.S. n'a pas atteint le capitalisme d'Etat (économiquement souhaitable, selon Lénine, dans les conditions de l'époque) que, déjà, elle se précipite à bride abattue vers l'autonomie des entreprises et l'initiative privée. Au tournant actuel de l'histoire de la société il n'est que deux voies possibles : ou le prolétariat se ressaisit et détruit le capitalisme par sa révolution et sa dictature, ou le capitalisme sénile poursuit sa route, intensifiant ses tares congénitales jusqu'à la monstruosité.

*
**

En conclusion, notre bilan à nous, quoique plus sévère que celui de Louzon, est beaucoup plus optimiste. Louzon écrit que le « vieillissement de civilisation auquel nous assistons n'est pas le premier » et que « c'est précisément le crépuscule de la nôtre que les hommes de 1900 espéraient pouvoir éviter grâce à la révolution sociale ». « L'histoire — ajoute-t-il — vient de montrer que c'était là une tâche au-dessus des forces humaines ». Nous refusons quant à nous cette perspective désabusée. Non pas seulement en raison de notre conviction révolutionnaire, mais en faisant nôtre une conquête théorique de la bourgeoisie, une conquête qu'elle a faite alors qu'elle était encore juvénile et bien loin de tomber dans les préjugés et l'obscurantisme qu'elle avait primitivement combattus. Cette conquête c'est celle du déterminisme que Marx a transporté du domaine des sciences de la nature dans celui des sciences de la société. Il a établi que le développement de l'humanité était déterminé, qu'il résultait du conflit entre les modes de production et les forces productives qu'ils ont développées. Le mode de production capitaliste, aujourd'hui décadent et sénile, exploite, affame, opprime des masses de plus en plus grandes. Que ces masses doivent inéluctablement se révolter contre ce mode de production et l'Etat qui le protège, c'est une loi du devenir historique. Une fois, deux fois, trois fois, la révolte a eu lieu et a échoué. Ses chances prochaines de réussite sont d'autant plus grandes que l'adversaire du prolétariat sera plus corrompu, plus décrépît, en proie à la « superstition » et à la « sorcellerie ».

Le mouvement social en Chine (IV)

Nous avons vu dans l'article précédent la place qu'occupe la question nationale et coloniale dans la théorie marxiste. La constitution d'un Etat national, le développement d'une économie nationale ne peuvent en aucun cas représenter pour le prolétariat le but de ses luttes politiques, ni l'aboutissement de ses aspirations sociales. Le stalinisme a renié à tel point la révolution d'Octobre qu'il n'y voit plus aujourd'hui qu'un simple prologue à l'accumulation du capitalisme en Russie. Il rejoint en cela les socialistes de la Deuxième Internationale qui s'efforçaient de circonscrire l'explosion révolutionnaire de 1917 et de la réduire à une révolution bourgeoise. Mais les bolchéviks n'étaient pas des jacobins égarés. En fondant l'Internationale Communiste, en appelant la prolétariat mondial à la guerre de classe, ils ont su donner une autre résonance à l'effondrement de l'Empire des tsars. Comme Marx et Engels l'avaient prévu, la révolution à Saint-Petersbourg précipita l'Europe bourgeoise au bord de l'abîme.

Les fondateurs du marxisme avaient envisagé les mêmes « chocs en retour » de la révolution chinoise. Nous avons montré pourquoi cette attente a été déçue. Le prolétariat a combattu sans direction de classe ; l'Internationale de Moscou lui a imposé comme un carcan la stratégie nationale du Kuomintang. Mao Tsé-toung n'a pas « redressé » cette politique, il en est l'héritier. Suivant l'exemple de la Russie stalinienne, la Chine prône son modèle de construction économique comme le plus grand succès et l'unique perspective du « socialisme ». Dans les métropoles capitalistes, tout ce que « l'Internationale » de Pékin s'est contentée de créer se ramène à des « sociétés d'amis de la Chine » recrutant des bourgeois libéraux, amateurs de thé et de belles estampes. La nouvelle « patrie du socialisme » n'a même pas rafraîchi la formule moscovite du « socialisme des patries ! ».

On nous reproche souvent de nous retrancher dans les condamnations globales d'un dogmatisme borné. Nous sommes fiers de ces accusations ! On nous dit encore que nous demandons à l'Histoire de réaliser l'impossible et mille « réalistes » affirment avec Mao la nécessité d'un développement capitaliste avant tout « passage au socialisme » dans un pays isolé. On déclare notre position de la question nationale et coloniale « utopique », voire « dangereuse » : n'accusait-on pas les bolchéviks d'isoler la révolution russe et de favoriser le retour du tsarisme ? n'a-t-on pas invoqué les menaces de l'Angleterre pour persuader les ouvriers chinois de rendre leurs armes aux troupes de Tchang Kai-chek en 1927 ? Ces « arguments » sont au-dessous de toute critique. Mais si le socialisme est jamais sortie de l'utopie pour devenir la science de la révolution sociale, c'est en repoussant les illusions petites bourgeoises sur le « développement » du capitalisme.

Nous voulons montrer dans l'article suivant comment les positions stratégiques et tactiques du prolétariat dans la question nationale et coloniale reposent sur l'analyse et la prévision des antagonismes économiques déchainés par le Capital. C'est en créant le marché mondial que les métropoles capitalistes se sont constituées des colonies ; c'est dans le marché mondial que celles-ci ont trouvé les conditions de leur émancipation ; et c'est encore l'épreuve du marché mondial qui décide de leur « développement » capitaliste. Aucune forme d'indépendance, aucun rideau de fer ne peuvent affranchir une économie « nationale » de la dure loi du marché. S'il trouve dans l'Etat national son meilleur instrument de domination, le système capitaliste est mondial. Il est né et il vit du perpétuel bouleversement des rapports entre les hommes, les peuples, les continents. L'étude de ces rapports anarchiques et de leurs points de rupture, en même temps que le reflet de ces antagonismes sur les rapports entre les classes, sont à la base de toute position marxiste de la question nationale et coloniale.

Le marxisme est donc loin de l'histoire apologétique des Etats ou de la glorification de leur "développement" économique. La Chine prolétarienne aurait pu détenir l'une des clés de la révolution sociale en Occident. Mais la Chine bougeoise (pas plus qu'un autre pays, aussi "développé" soit-il) ne peut déterminer le sort du monde capitaliste, ni même son propre destin.

V

LE DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME CHINOIS ET LA DOMINATION IMPERIALISTE

Il s'est écoulé un siècle entre l'ouverture de la Chine au commerce mondial (ou plutôt à la piraterie anglaise) et la fondation de la "démocratie populaire" qui a consacré dans ce pays le triomphe sans partage du mode de production capitaliste. Nous n'avons pas l'intention ici de broser une histoire de cette période, ni même de relever toutes les falsifications de l'historiographie nationale. Nous ne sommes nullement étonnés de voir les manuels les plus sérieux de la Chine maoïste passer sous silence les pages les plus significatives de Marx, Engels ou Lénine : elles parlent de préoccupations qui ne sont pas celles des mandarins de la Chine nouvelle. Nous avons déjà dénoncé leur "réfutation" de la théorie marxiste du mode asiatique de production. Il s'agit maintenant d'illustrer le développement du capitalisme en Chine en repoussant l'interprétation qui fait de la victoire du Capital la fin dernière de tout le mouvement social et le gage de tout les "progrès".

Ce qu'on appelle "l'accumulation primitive"

Le Premier Livre du "Capital" part de l'étude de l'argent, du capital et de la plus-value, tels qu'ils se présentent dans une société capitaliste développée, l'Angleterre du XIXe siècle, pour en faire la genèse et remonter jusqu'aux secrets de "l'accumulation primitive".

« Nous avons vu comment l'argent devient capital, le capital source de plus-value, et la plus-value source de capital additionnel. Mais l'accumulation capitaliste présuppose la présence de la plus-value et celle-ci la production capitaliste qui, à son tour, n'entre en scène qu'au moment où des masses de capitaux et de forces ouvrières assez considérables se trouvent déjà accumulées entre les mains de producteurs marchands. Tout ce mouvement semble donc tourner dans un cercle vicieux, dont on ne saurait sortir sans admettre une accumulation primitive (previous accumulation, dit Adam Smith) antérieure à l'accumulation capitaliste et servant de point de départ à la production capitaliste, au lieu de venir d'elle.

Cette accumulation primitive joue dans l'économie politique à peu près le même rôle que le péché originel dans la théologie » (« Le Capital » L.I., Ch. XXVI. Ed. Soc. T. III, p. 153).

Après avoir percé le mystère de la forme argent et découvert l'origine de la plus-value, Marx remonte donc à ce "péché originel" de l'économie "nationale". Mais non pour l'en absoudre ! Il dénonce au contraire la facilité avec laquelle le capitalisme mûr oublie ses péchés de jeunesse, comme Khrouchtchev "oublie" Staline et Kossyguine "oublie" Khrouchtchev dans leurs hymnes à une société de "Bien-Etre" et de profit. Marx fait ainsi l'histoire de la colonialisation pour rafraîchir la mémoire aux bourgeois anglais. Pouvait-il penser que les colonies de la vieille Albion, un siècle plus tard, brandiraient le drapeau du socialisme, non pour le planter sur la Tour de Londres, mais pour camoufler les misères de leur propre accumulation primitive ? Aujourd'hui, le "péché originel" des capitalismes russe ou chinois, yougoslave ou indien, s'appelle "construction du socialisme".

Et Marx en démasque d'abord le caractère soi-disant "pacifique" et "harmonieux" :

« Dans les annales de l'histoire réelle, c'est la conquête, l'asservissement, la rapine à main armée, le règne de la force brutale, qui l'a toujours emporté. Dans les manuels béats de l'économie politique, c'est l'idylle au contraire qui a de tout temps régné. A leur dire, il n'y eut jamais, l'année courante exceptée, d'autres moyens d'enrichissement que le travail et le droit. En fait, les méthodes de l'accumulation primitive sont tout ce qu'on voudra, hormis matière à idylle » (Ibid. p. 154).

Marx consacre de nombreuses pages du "Capital" à décrire l'expropriation des paysans, la législation contre le "vagabondage", prélude indispensable à l'asservissement salarié. Mais il ne fait pas seulement œuvre d'historien. Ce qui pouvait paraître un passé éloigné pour l'Angleterre du XIX^e siècle, il en montre la sanglante réalité dans ses colonies. Marx n'est pas obnubilé par la "patrie du capitalisme", par les mirages de "l'économie nationale" et de son "développement". Il nous présente comme un phénomène mondial et contradictoire la révolution opérée par le Capital. Et c'est le pillage de l'univers par l'Angleterre bourgeoise qui se dresse sur les ruines de l'Inde, qui s'enrichit de la traite des Noirs, de l'exploitation de l'Amérique et de l'effondrement des empires rivaux :

« Aussitôt après, éclate la guerre mercantile ; elle a le globe entier pour théâtre. S'ouvrant par la révolte de la Hollande contre l'Espagne, elle prend des proportions gigantesques dans la croisade de l'Angleterre contre

la Révolution française et se prolonge, jusqu'à nos jours, en expéditions de pirates, comme les fameuses guerres d'opium contre la Chine.

Les différentes méthodes d'accumulation primitive que l'ère capitaliste jait éclore se partagent d'abord, par ordre plus ou moins chronologique, le Portugal, l'Espagne, la Hollande, la France et l'Angleterre, jusqu'à ce que celle-ci les combine toutes, au dernier tiers du XVII^e siècle, dans un ensemble systématique, embrassant à la fois le régime colonial, le crédit public, la finance moderne et le système protectionniste. Quelques-unes de ces méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale, mais toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'Etat, la force concentrée et organisée de la société, afin de précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abrèger les phases de transition. Et, en effet, la force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. La force est un agent économique » (Ibid. p. 193).

Il n'est pas, aujourd'hui encore, d'ancienne colonie d'Afrique ou d'Asie dont la bourgeoisie ne prêche l'enrichissement par le "travail" et par le "droit" dans le respect et l'idolâtrie de l'Etat national tout-puissant. C'est l'A.B.C. du stalinisme. Derrière les formules du "droit au travail" ou de "la terre à ceux qui la travaillent !" se cachent les expropriations en masse, la transformation de centaines de millions d'hommes en prolétaires : de l'Afrique à l'Asie, de la Russie à la Chine. Et même si ces méthodes de "développement" ne reposent pas toutes sur l'emploi direct de la force, comme dit Marx, "toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'Etat" afin de "précipiter violemment" le passage à la domination du capital. De même que l'Angleterre réussit à combiner les différentes méthodes de ses prédécesseurs, les nouveaux concurrents du XX^e siècle se sont efforcés de combiner toutes les méthodes du capitalisme à son déclin : la coopération avec la propriété paysanne, le marché mondial avec le système protectionniste, le "socialisme" avec... l'exploitation du travail salarié.

Dans son entreprise de démystification de l'économie politique, Marx aborde les théories de la colonisation et en particulier celle de Wakefield, dite "colonisation systématique" (cf "Le Capital" Livre I, ch XXXIII). Il s'agit là de montrer combien la réalité de l'accumulation capitaliste correspond peu à l'enseigne apologétique que la société bourgeoise s'est donnée en inscrivant sur ses drapeaux les "droits de l'homme et du citoyen". Mais en y regardant de plus près, nous ne serons pas étonnés de découvrir dans les idées de la "colonisation systématique", visant à la "fabrication de salariés dans les colonies", l'embryon de tous les "systèmes socialistes" de nos modernes décolonisateurs.

« A la société capitaliste déjà faite, l'économie applique les notions de droit et de propriété léguées par une société précapitaliste, avec d'autant plus de zèle et d'onction que les faits protestent plus haut contre son idéologie. Dans les colonies, il en est tout autrement

Là le mode de production et d'appropriation capitaliste se heurte partout contre la propriété, corollaire du travail personnel, contre le producteur qui, disposant des conditions extérieures du travail, s'enrichit lui-même au lieu d'enrichir le capitaliste. L'antithèse de ces deux modes d'appropriation diamétralement opposés s'affirme ici d'une façon concrète, par la lutte ». (Ibid. p. 206).

Marx dégage ici une donnée très importante dans la question natio-

nale et coloniale : la possibilité pour les masses d'exploités dans les colonies de prendre conscience des contradictions de l'idéologie bourgeoise et de la rejeter, comme seule peut le faire l'avant-garde du prolétariat dans les métropoles capitalistes. C'est précisément la lutte ouverte et sans fard de la bourgeoisie "nationale" et de l'impérialisme mondial pour l'expropriation de ces masses paysannes qui peut favoriser leur prise de conscience et les placer momentanément sur le terrain du prolétariat. Ainsi, quelle différence entre la fin du *yeoman* anglais au XVII^e siècle et celle du *moujik* russe, soldat de la révolution d'octobre !

« *Le même intérêt qui pousse le sycophante du capital, l'économiste, à soutenir chez lui l'identité théorique de la propriété capitaliste et de son contraire, le détermine aux colonies à entrer dans la voie des aveux, à proclamer bien haut l'incompatibilité de ces deux ordres sociaux. Il se met donc à démontrer qu'il faut ou renoncer au développement des puissances collectives du travail, à la coopération, à la division manufacturière, à l'emploi en grand de machines, etc., ou trouver des expédients pour exproprier les travailleurs et transformer leurs moyens de production en capital. Dans l'intérêt de ce qu'il lui plaît d'appeler la richesse de la nation, il cherche des artifices pour assurer la pauvreté du peuple. Dès lors sa cuirasse de sophismes apologétiques se détache fragment par fragment, comme un bois pourri* » (Ibid. p. 206-207).

Nous sommes loin des éloges sino-russes du "développement industriel", des déclamations sur la "liberté", "l'indépendance économique" et la "propriété fondée sur le travail". Marx montre dans le pillage colonial la vérité de l'accumulation capitaliste et dans la théorie de la colonisation de Wakefield le *nec plus ultra* de nos modernes théories du "développement économique" et autres "constructions du socialisme". Précisons tout d'abord que les idées de Wakefield devaient s'appliquer aux Etats-Unis d'Amérique et y résoudre une contradiction apparemment insoluble qui freinait tout son développement : la nécessité que la terre reste propriété du peuple pour attirer de nouveaux colons et la nécessité non moins grande pour le Capital que la propriété de la terre soit arrachée au petit producteur libre. Nous reviendrons sur ces "difficultés" lorsque nous aurons étudié les recettes bourgeoises de Mao Tsé-toung. Relevons seulement que ce ne sont pas les "idées" de Wakefield qui ont résolu le problème du développement capitaliste aux Etats-Unis, mais des bouleversements d'une tout autre ampleur.

Ce qui intéresse seulement ici ce sont les prémisses, le point de départ, de la "colonisation systématique". Wakefield nous y donne une version originale du "contrat social" :

« *L'Humanité adopta une méthode bien simple pour activer l'accumulation du capital : elle se divisa en propriétaires de capital et en propriétaires de travail... Cette division fut le résultat d'une entente et d'une combinaison faites de bon gré et d'un commun accord* » (Cf « *Le Capital* » t. c. p. 208).

Pourquoi, dans les pays en voie de développement, ne pas renouveler un tel "contrat" en améliorant ses clauses ?

« *Après cela, commente Marx, ne serait-on pas fondé à croire que cet instinct d'abnégation fanatique dût se donner libre carrière précisément*

dans les colonies, le seul lieu où se rencontrent des hommes et des circonstances qui permettraient de faire passer le contrat social du pays des rêves dans celui de la réalité ! »

Et ce n'est pas que "l'idée" de l'honorable Wakefield. C'est aussi celle des Staline, Mao Tsé-toung, Ben Bella, et de tout le "socialisme national" à la mode voulant nous faire croire, comme dit Marx que

"la masse de l'humanité s'est expropriée elle-même en l'honneur de l'accumulation du capital !"

Des guerres de l'opium aux "grands bonds en avant" de la Chine maoïste, il n'en fut jamais ainsi.

"L'ouverture" de la Chine : commerce et opium

Afin de bien marquer la différence entre l'historiographie nationale et notre conception du développement historique, ouvrons un moment le manuel d'*Histoire générale de la Chine* publié en 1958 aux éditions de Pékin "sous le patronage de la Société chinoise d'Etudes historiques".

Les auteurs y ont choisi la date "républicaine" de 1911 pour diviser l'histoire moderne de la Chine. Avant le renversement de la dynastie mandchoue, ils placent "l'époque de la révolution démocratique de type ancien". Après 1911, c'est "l'époque de la révolution de démocratie nouvelle et le passage de la démocratie nouvelle au socialisme". Mais si, encore éblouis par ce tour de passe-passe, nous essayons de distinguer entre la démocratie de "type ancien" et la démocratie "nouvelle", nous découvrons aux démocrates bourgeois du type de Sun Yat-sen une paternité inattendue : celle du "socialisme" de Mao. La division même de l'histoire en "Ancien" et "Nouveau" Testaments ne laisse pas de nous surprendre. Nous y voyons la démocratie croître et se multiplier jusqu'à la révélation du "socialisme". Nous y voyons la courbe paradoxale d'une bourgeoisie "nationale" toujours plus "révolutionnaire" au fur et à mesure que s'affirme la domination du Capital. Et toute la différence entre la démocratie de "type ancien" et la démocratie "nouvelle" se résume en ceci : tandis que les bourgeois compradors trahissaient les intérêts de la patrie par leurs compromis avec l'impérialisme étranger, les bourgeois de la "démocratie nouvelle" sont enfin devenus des bourgeois "nationaux".

Mais laissons la chronologie dynastique et républicaine. L'histoire du développement capitaliste en Chine nous présente un tableau sensiblement différent. C'est tout d'abord "l'ouverture" de la Chine par les canonniers anglo-français, les trafiquants d'opium et les missionnaires en tout genre. Cet âge d'or du capitalisme européen débouche vite sur l'impérialisme et l'apparition de nouveaux concurrents en Chine : le Japon et les U.S.A. Le traité de Simonoseki, après la guerre sino-japonaise de 1895, marque le début de cette nouvelle phase de partage de la Chine en sphères d'influence pour l'exportation de capitaux. Et cette date, en même temps que celle de la révolte des Boxers, constitue un jalon beaucoup plus important dans les rapports entre l'impérialisme mondial et le mouvement national en Chine. Mais aux yeux de nos mandarins, elle doit trop

s'aligner sur "l'Impérialisme" de Lénine ; elle doit trop rendre compte des grands courants de l'histoire universelle et pas assez de celle des... Empereurs de Chine !

A la page 107 de l'*Histoire générale*, nous lisons encore ceci :

« A travers les deux guerres de l'opium, les forces féodales réactionnaires s'étaient peu à peu associées avec les capitalistes étrangers venus dépouiller la Chine, conjuguant avec eux leurs efforts pour étouffer le mouvement révolutionnaire du peuple chinois. Ils obstruèrent la voie du développement indépendant de la société féodale vers le capitalisme dans lequel la Chine devait s'engager, la vouant infailliblement au sort tragique de pays semi-colonial et semi-féodal » (C'est nous qui soulignons - NDR).

Ainsi, après les "voies nationales au socialisme", Pékin découvre les "voies nationales au capitalisme". Ces dernières paraissent moins "originales", car l'Etat national est typique du capitalisme. Mais une telle représentation n'en est pas moins fautive. L'historiographie nationale de Mao entre d'abord en contradiction avec elle-même, avec ses principes sacrosaints. Quel pouvait être, en effet, la "voie d'un développement indépendant de la société féodale vers le capitalisme" dans la Chine de la "démocratie de type ancien" ? Nous n'en voyons qu'une : celle de la bourgeoisie compradore liée aux intérêts de l'impérialisme mondial. Les historiens de la "démocratie nouvelle" l'ont toujours dénoncée comme "capitalisme bureaucratique". Par contre, il est une autre voie, ouverte par la victoire de Mao Tsé-toung, et qui prétend justement être "indépendante" : c'est celle qui porte le nom de "construction socialiste". Faut-il voir là un aveu ?

Mais l'idéologie nationale bourgeoise qui refait à sa manière l'histoire des Etats, tout comme elle imagine l'idylle d'un "contrat social" pour légitimer un pouvoir de classe, entre aussi en contradiction avec la réalité du développement capitaliste. Marx nous l'a déjà montré pour l'Angleterre, "patrie du Capital", qui n'a pu asseoir sa domination que sur le bouleversement et l'exploitation de tout l'univers. Cette dépendance du marché mondial et de la politique mondiale n'en est que plus forte pour les pays coloniaux victimes de l'impérialisme et aspirant à leur tour à un "développement indépendant". L'histoire apologétique falsifie complètement le rôle joué par le capitalisme européen dans le réveil de l'Asie au siècle dernier. Loin d'avoir "obstrué" son développement, il l'a au contraire amorcé, portant un coup décisif au vieux mode asiatique de production.

Devenue "l'atelier du monde", l'Angleterre bourgeoise ne pouvait plus continuer à importer les cotonnades et les soieries du petit artisanat domestique chinois. Elle ne pouvait pas davantage se passer d'un marché aussi vaste pour sa production industrielle, alors que de nouveaux concurrents se présentaient en Europe. De son côté, la dynastie mandchoue défendait jalousement son pouvoir, se déliant à juste titre des commerçants occidentaux. En 1757, un décret interdit la pénétration des étrangers en Chine et les confina dans les "factoreries", sortes de quartiers réservés,

Longtemps le port de Canton demeura le seul port ouvert au commerce extérieur dont une guilde de marchands détenait le monopole.

En 1833, date qui marque la fin du monopole de l'*East India Company* sur le commerce avec la Chine, les résultats de la révolution industrielle anglaise ne s'étaient pas encore faits sentir sur les échanges sino-britanniques. Circonstance aggravante, le déficit de la balance commerciale anglaise allait croissant. Les importations du thé chinois, produit qui prit la place du lait dans le maigre breakfast de l'ouvrier, s'accrurent dans des proportions considérables. Et ce déficit devait être comblé en lingots d'or ou d'argent !

On sait ce que l'Angleterre inventa pour faire cesser cette hémorragie de métaux précieux. Jusqu'au XVIII^e siècle l'opium n'était utilisé que comme médicament. Mais en 1773, les dirigeants de l'*East India Company* eurent l'idée de développer la culture du pavot en Inde et de porter le trafic de la drogue en Chine. Vendu fort cher, l'opium compensa les achats de thé et la suppression du monopole commercial de la compagnie en facilita encore la contrebande. La résistance des autorités chinoises, la saisie et la destruction à Canton de milliers de caisses de stupéfiants déclenchèrent la première guerre de l'opium (1839-1842). Le traité de Nankin (1842), confirmé par celui de Tien-tsin (1858) lors de la seconde guerre de l'opium, inaugura la longue série des "traités inégaux" imposés à la Chine par les puissances impérialistes. La Chine dut ouvrir de nouveaux ports au commerce étranger, abandonner Hong-Kong à l'Angleterre et surtout renoncer à toute politique douanière indépendante : les droits d'entrée des marchandises ne devaient pas dépasser 5 pour cent de leur valeur, taux qui sera ramené à 3 pour cent à la fin du siècle. Les marchands anglais jubilaient, alléchés par la perspective de débouchés illimités. Ils furent vite déçus.

Dans un de ses premiers articles sur les événements en Chine, Marx montre le lien entre la guerre de l'opium et la révolte des Taïpings. La dégradation de l'autorité impériale, la ruine de l'artisanat domestique concurrencé par les produits de l'industrie anglaise, l'aggravation des taxes pesant sur la paysannerie, tous ces facteurs ont mis fin à la stabilité millénaire de la Chine : -

« La surpopulation en progrès lent, mais régulier, avait depuis longtemps rendu insupportable à la grande majorité de la nation les rapports sociaux existants. Vinrent les Anglais qui obtinrent par la force la liberté des échanges dans cinq ports chinois. Des milliers de navires partis d'Angleterre et d'Amérique voguèrent vers la Chine qui fut rapidement submergée par des produits industriels bon marché. L'industrie chinoise reposant sur le travail manuel succomba à la concurrence des machines. L'inébranlable Empire du Milieu subit une grave crise sociale. Les impôts n'entraient plus, l'Etat se trouva au bord de la faillite, la population tomba en masse dans le paupérisme, commença à se révolter, malmena et tua les mandarins et les bonzes. Le pays en pleine décomposition est menacé aujourd'hui d'une révolution violente... » (Marx : « Premier tour d'horizon international », Neue Rheinische Zeitung, février 1850).

Nous sommes loin de la manière maoïste d'écrire l'histoire ! Marx

considère l'entrée de la Chine dans le marché mondial, non du point de vue de son « développement indépendant », mais comme un résultat de l'expansion du Capital et un gage de nouvelles crises et de nouvelles révolutions. Sans ce faire d'illusions sur le « socialisme » chinois des Taïpings, il s'interroge sur les chances d'une révolution bourgeoise en Chine qui viendrait faire obstacle aux convoitises de l'impérialisme blanc et donnerait une autre secousse révolutionnaire à la vieille Europe :

« Le socialisme chinois n'a peut-être pas plus de rapport avec le socialisme européen que la philosophie chinoise avec la philosophie hégélienne. Mais il faut se réjouir qu'en huit ans les balles de coton de la bourgeoisie anglaise aient conduit l'empire le plus ancien et le plus solide du monde à la veille d'un bouleversement social dont les conséquences seront de toute manière extrêmement importantes pour la civilisation. Quand nos réactionnaires d'Europe, dans leur fuite imminente vers l'Asie, arriveront enfin à la Muraille de Chine, aux portes de la citadelle archiréactionnaire et archiconservatrice, qui sait s'ils n'y liront pas l'inscription »

« République chinoise

Liberté, Egalité, Fraternité ! »

Marx écrivait ces lignes en Février 1850, au moment où éclatait la révolte des Taïpings. Il aura fallu exactement un siècle avant que la Chine puisse afficher une telle inscription. Et, malgré un vernis de « socialisme », celle-ci n'a pas effarouché nos réactionnaires d'Europe et d'Amérique ; elle n'a pas entraîné leur faillite. Bien au contraire ! Le 6 Janvier 1950, le gouvernement de l'Angleterre archiconservatrice « reconnaissait » la République populaire chinoise et garde la place de Hong-Kong. Le 14 Février, c'était au tour de l'archiréactionnaire Vychinski de signer à Moscou un « traité d'alliance, d'amitié et d'aide mutuelle » avec la Chine.

Si Marx ne s'attendait pas au milieu du siècle dernier à une révolution prolétarienne en Chine, il espérait d'une révolution bourgeoise des conséquences aussi funestes pour l'Occident capitaliste : contraction du marché, crise commerciale et révolution sociale en Europe. Mais il ne rattachait pas cette perspective à celle d'un « développement indépendant » du capitalisme chinois et d'échanges « fructueux » avec l'étranger.

Marx et la Chine

Dans une série d'articles publiés par le « *New York Daily Tribune* » entre 1853 et 1860, Marx a étudié la situation chinoise après la première guerre de l'opium et pendant la seconde. L'article « Révolution en Chine et en Europe » (14 Juin 1853) présente comme les maillons d'une même chaîne l'expansion britannique en Asie, la révolte des Taïpings et les risques d'une nouvelle crise en Europe :

« Quelles que soient les causes des révoltes chroniques qui se sont succédées depuis près de dix ans pour se fondre aujourd'hui dans une révolution formidable, quelle qu'en soit la forme — religieuse, dynastique ou nationale — il est certain que cette explosion a été provoquée par les canons anglais qui imposèrent à la Chine la drogue soporifique nommée opium. Face aux armes britanniques, l'autorité de la dynastie mandchoue s'émietta ; la foi superstitieuse en l'éternité de l'Empire Céleste reçut un coup mortel ; l'iso-

tement barbare du monde civilisé fut rompu ; et l'on inaugura des rapports d'échange qui se sont depuis rapidement développés sous l'influence attrayante des mines d'or de Californie et d'Australie... »

« Un isolement complet était la condition première de tout conservatisme en Chine. Maintenant que l'Angleterre a mis fin par la force à cet isolement, la dissolution doit venir aussi fatalement que celle d'une momie soigneusement conservée dans un cercueil hermétique et mise au contact de l'air. Mais dès lors que l'Angleterre a déchaîné la révolution en Chine, une question se pose : quelle influence aura cette révolution sur l'Angleterre et, à travers elle, sur le continent européen ? »

Pour répondre à cette question Marx fait une étude minutieuse du commerce sino-anglais à partir de 1842. Et il conclut à une faillite inévitable des espoirs démesurés conçus par les industriels britanniques à « l'ouverture » du marché chinois. La conquête de la Chine, la découverte de l'or en Californie, dit Marx, ont ouvert une nouvelle phase de « prospérité » bourgeoise en Europe, mais on peut en prévoir la fin dans les limites mêmes de l'économie de marché :

« A la chute de Napoléon, après l'ouverture du continent européen, les exportations britanniques furent si disproportionnées aux capacités d'absorption du nouveau marché que le « passage de la guerre à la paix » représenta une catastrophe plus grande encore que le Blocus Continental. De la même manière, la reconnaissance de l'indépendance des colonies espagnoles par Canning contribua à déclencher la crise de 1825. Les marchandises destinées au méridien de Moscou avaient été envoyées au Mexique ou en Colombie. Enfin, de nos jours, l'Australie n'a pas évité davantage le sort commun à tous les nouveaux marchés et elle s'est trouvée encombrée de produits pour lesquels manquaient les consommateurs et des moyens de paiement disponibles. En Chine, la caractéristique du marché est que depuis son ouverture, à la suite du traité de 1842, l'exportation de produits chinois comme le thé ou la soie en Grande-Bretagne a sans cesse augmenté, tandis que l'exportation de produits industriels britanniques est restée stationnaire dans l'ensemble... » (Marx « Le traité anglo-chinois » *New-York Daily Tribune*, 5 octobre 1858).

Marx a montré cette évolution jusqu'en 1857. Mais nous pouvons compléter ce tableau avec des chiffres plus récents pour examiner les tendances du commerce extérieur chinois à la veille du partage du pays en sphères d'influence et du passage du capitalisme à son « stade suprême » : l'impérialisme. Ainsi, l'*Histoire moderne de la Chine* de Fan Wen-lang (T. I Ch. 5) nous fournit des chiffres qui ont l'avantage d'exclure les importations d'opium :

Commerce extérieur chinois (en milliers de liangs)

Années	Importations	Exportations	Excédent
1864	51.293	54.006	+ 2.713
1870	69.290	61.682	— 7.508
1876	70.269	80.850	+ 10.581
1887	102.263	85.860	— 16.403
1890	127.093	87.144	— 39.949
1894	162.110	128.997	— 33.223

Négligeable avant 1880 le déficit de la balance commerciale chinoise s'aggravera rapidement après cette date. Mais jusque là nous pouvons considérer avec Marx que « l'ouverture » du marché chinois n'a pas justifié les espoirs de l'Angleterre victorienne. Dans un nouvel article publié en Décembre 1859 vers la fin de la seconde guerre de l'opium, Marx tirait les conclusions de son étude :

« A une époque où avaient cours les opinions les plus absurdes sur l'impulsion que le commerce américain et britannique aurait dû recevoir de l'ouverture, comme on disait alors, des portes du Céleste Empire, nous avons montré, par une analyse minutieuse du commerce extérieur de la Chine depuis le début du siècle, que ces prévisions optimistes n'avaient aucune base solide.

En dehors du trafic de l'opium qui augmente, comme nous l'avons montré, en raison inverse des ventes de produits manufacturés d'Occident, nous avons découvert que l'obstacle principal à un rapide accroissement des importations en Chine réside dans la structure économique de cette société basée sur la combinaison de la petite agriculture et de l'industrie domestique...

Cette même combinaison de l'agriculture et de l'industrie domestique a longtemps été et reste encore un obstacle à l'exportation de marchandises britanniques aux Indes Orientales : mais là cette combinaison était basée sur un régime de propriété que les Anglais, comme propriétaires suprêmes du sol, ont pu saper et détruire, transformant par la force une partie des communautés indiennes en farms pures et simples produisant opium, coton, indigo, chanvre et autres matières premières en échange des marchandises britanniques. En Chine, les Anglais n'ont pas encore un tel pouvoir et il est peu probable qu'ils l'aient jamais » (Marx : « Le commerce avec la Chine », New-York Daily Tribune, 3 décembre 1859).

Cette dernière prévision de Marx s'est entièrement vérifiée : la Chine n'est pas entrée dans l'histoire comme colonie de l'Angleterre, mais comme « colonie de tout le monde » selon l'expression de Sun Yat-sen. Les difficultés de l'Angleterre à conquérir le marché chinois ne furent surmontées ni par le trafic de l'opium, ni par la « politique de la canonnière », ni par la multiplication des « traités inégaux ». Il fallut que la première phase d'expansion coloniale en Asie débouche sur l'impérialisme, qu'à l'exportation des marchandises succède celle des capitaux, pour que la résistance du vieux mode asiatique de production s'effrite et laisse la place à ce que les historiens maoïstes appellent la « voie du développement indépendant » de la Chine.

Nous reviendrons sur cette comparaison de l'Inde et de la Chine, sur la place particulière qu'occupe cette dernière à la limite de deux époques dans l'histoire coloniale. Relevons simplement combien les préoccupations

de Marx et son analyse du développement économique chinois tournent le dos à celles de l'école maoïste. Si le trafic de l'opium, nécessaire pour forcer les portes du Céleste Empire, est devenu un obstacle à l'élargissement du marché chinois, Marx n'y voit pas le frein essentiel à l'essor d'une économie de marché. Il ne se met pas, comme nos historiens maoïstes, en quête d'une voie nationale au capitalisme. Il en montre au contraire les difficultés : la résistance des vieilles structures économiques et l'absence d'un pouvoir national ou colonial (l'Inde) susceptible d'impulser par la force l'accumulation du capital. La révolte des Taïpings fut incapable de créer un tel pouvoir. La bourgeoisie compradore n'a fait qu'en jeter les bases. Seule, la démocratie populaire a pu solidement l'établir en Chine. On comprendra que les nouveaux mandarins refassent à leur manière l'histoire de la Chine !

Il faut encore souligner de quel point de vue, non pas national, mais internationaliste, Marx considère les limites objectives du marché chinois. Il ne nourrit pas l'espoir « ultra-impérialiste » d'une aide au développement industriel de la Chine ; il ne prêche pas davantage la version petite bourgeoise de ce programme : un commerce « égal » et « réciproquement avantageux ». Marx attend seulement de la contraction du marché chinois une crise révolutionnaire en Europe ; et il redoute sans plus de l'élargissement de ce marché un retard de la révolution prolétarienne en Occident. Qu'on en juge d'après cette lettre à Engels du 8 octobre 1858 :

« On ne peut nier que la société bourgeoise ait vécu une seconde fois son dix-septième siècle, un dix-septième siècle qui, je l'espère, sonnera son glas comme le premier l'a appelée à la vie. La vraie tâche de la société bourgeoise est de créer le marché mondial, au moins dans ses grandes lignes, ainsi qu'une production basée sur ce marché. Comme la terre est ronde, il semble qu'avec la colonisation de la Californie et de l'Australie, l'ouverture de la Chine et du Japon, cette tâche soit achevée. La question difficile pour nous est la suivante : sur le continent (européen), la révolution est proche et prendra immédiatement un caractère socialiste. Mais ne sera-t-elle pas inévitablement brisée sur ce petit coin de terre, si dans une aire beaucoup plus vaste la société bourgeoise poursuit encore un mouvement ascendant ? »

Marx répond à cette question par la négative. Tout comme Lénine répondra à Kautsky. Tout comme nous répondons aujourd'hui aux différents Khrouchtchev, Mao Tsé-toung et autres propagandistes du « mouvement ascendant » de la société bourgeoise. Dans sa lettre à Engels, Marx s'appuie sur son étude du marché chinois pour montrer les contradictions de ce « mouvement ascendant ».

Dans sa réponse à Kautsky, Lénine met l'accent sur les contradictions encore plus graves déchaînées par l'impérialisme triomphant dans les pays arriérés, et il cite en particulier l'exemple de la Chine divisée

en sphères d'influence pour la plus grande efficacité des exportations de capitaux. Dans notre réponse d'aujourd'hui aux « progressistes » bourgeois, nous pouvons reprendre l'histoire des crises économiques et des antagonismes sociaux en Asie ; nous pouvons jeter à la face des renégats les glorieuses batailles des prolétariats russe et chinois ; mais nous devons affirmer que si les ouvriers de l'Orient ont été vaincus, si la société bourgeoise a poursuivi dans cette aire géographique son « mouvement ascendant », c'est parce que les prolétaires d'Occident n'ont pas accompli leur devoir de classe en s'emparant des forteresses traditionnelles du capital. Seule, la victoire du prolétariat européen au cours des guerres et des crises impérialistes du XX^e siècle n'était pas « inévitable ». Par contre, faute de cette victoire, l'accumulation du capital en Russie ou en Chine devenait une nécessité pour le développement du marché mondial.

A cause de sa situation politique et économique, la Chine fut le premier pays colonial où se manifestèrent les tendances de l'impérialisme moderne. Le renversement de la balance commerciale aux environs de 1880 reflète en partie ce changement. On se mit à cultiver l'opium en Chine et le thé en Inde, de sorte que ces produits perdirent beaucoup de leur importance dans le commerce extérieur chinois. Par ailleurs, le déficit croissant des échanges fut provoqué par des achats de biens d'équipement ou de matières premières pour l'industrie nationale ou pour les entreprises construites dans les concessions par les capitalistes étrangers.

L'école de Mao s'efforce de minimiser le rôle de la bourgeoisie compradore comme pionnier du capitalisme national. Elle désire aussi présenter la Chine du début de ce siècle comme un simple réservoir de matières premières pour l'impérialisme mondial et un marché pour les produits manufacturés de l'Occident. L'histoire des rapports entre l'impérialisme et la bourgeoisie compradore ne colle pas du tout à cette conception du patriotisme petit - bourgeois. Et les apologistes du « capitalisme national » ont souvent du mal à camoufler la réalité. Il en est ainsi du recueil statistique publié à Pékin en 1955 sous le titre « *Histoire du développement économique de la Chine* » (1840-1948).

Dans la troisième section de cette étude, nous trouvons différents tableaux illustrant cette tendance, en dépit de trucs grossiers qui nous empêchent de saisir les changements survenus dans la structure du commerce extérieur chinois.

Nous reproduisons le tableau 55 sur les achats et les ventes de coton brut et de cotonnade dans la page suivante.

COTON ET COTONNADES DANS LE COMMERCE EXTERIEUR CHINOIS (1873-1947)

	1873	1883	1893	1903	1910	1920	1930	1936	1947
COTON BRUT (milliers de quintaux)									
Exportations	15	13	348	459	754	227	499	368	—
Importations	122	127	32	35	124	1.017	2.090	406	1212
Excéd. des exportations (+) ou des importations (—) ..	—107	—114	+316	+424	+630	—790	—1.591	—38	—1212

FILES DE COTON
(milliers de quintaux)

Exportations	—	—	—	—	—	42	199	89	34
Importations	41	137	593	1.656	1.380	801	98	6	—
Excéd. des exportations (+) ou des importations (—) ..	—41	—137	—593	—1.656	—1.380	—759	+101	+83	+34

TISSUS DE COTON
(milliers de dollars)

Exportations	58	153	1.005	1.497	3.006	7.711	15.258	8.969	—
Importations	24.716	25.256	39.720	92.783	99.497	251.624	202.165	12.089	—
Excéd. des exportations (+) ou des importations (—) ..	—24.658	—25.103	—38.715	—91.286	—96.491	—243.913	—186.907	—3.120	—

Sauf entre 1893 et la première guerre mondiale, nous voyons un ex-
.edent régulier des importations de coton brut à l'usage de l'industrie
textile chinoise. Parallèlement, les importations de filés de coton qui vont
croissant jusqu'en 1903 baissent ensuite régulièrement au point que la
Chine devient exportatrice dès 1930. La tendance est identique bien que
moins nette pour les tissus de coton.

Les tableaux 48 et 49 du même recueil seraient encore plus significa-
tifs si en présentant la part de différents produits dans le commerce ex-
térieur chinois de 1871 à 1947 ils ne laissaient une rubrique mystérieuse
intitulée « Autres marchandises » et dont le pourcentage passe de 21,9
pour cent en 1871 - 1873 à 63 pour cent en 1936. Cette rubrique ne com-
prend-elle pas les biens d'équipement importés par la bourgeoisie com-
pradore et par les entreprises des capitalistes étrangers ? Nous sommes
tentés de le croire. Toujours est-il que dans le chapitre des importations
la part de l'opium est passée de 37,7 pour cent en 1871-1873 à 0,05 pour
cent en 1919-1921 ; celle des tissus de coton est passée de 30,2 pour cent à
18,4 pour cent pendant la même période pour décroître encore jusqu'en
1947.

Comment interpréter ces données ? Les obstacles au développement
du marché chinois que Marx avait décelés au milieu du XIX^e siècle ont
été surmontés quelques décennies plus tard. De quelle manière ? Par la
substitution à la vente des produits manufacturés de l'exportation de ca-
pitaux, ou mieux, par l'exportation pure et simple du mode de produc-
tion capitaliste dans les pays arriérés.

L'IMPERIALISME ET LA BOURGEOISIE COMPRADORE

Lorsqu'il était encore marxiste K. Kautsky sut faire une analyse ri-
goureuse de l'impérialisme qui contraste d'une façon saisissante avec ses
affirmations ultérieures et avec les conclusions politiques qu'il en a tirées
à l'époque de la III^e Internationale, conclusions qui sont devenues celles
du stalinisme russe ou chinois.

Dans sa brochure « *Le chemin du pouvoir* » publiée à Berlin en
1910, Kautsky écrivait :

*« Pendant longtemps l'expansion du capitalisme n'avait presque pas
apporté de changements à l'état de choses existant. Dans les régions situées
hors de la civilisation européenne (à laquelle il faut rattacher aujourd'hui
l'Amérique et l'Australie), les capitalistes n'exportaient d'abord que les pro-
duits du mode de production capitaliste et non la production capitaliste
elle-même. De plus ils se limitaient aux régions proches des voies fluviales
et des côtes. Mais au cours des dernières décades et en particulier ces vingt
dernières années, un brusque revirement s'est produit. Une nouvelle ère a
commencé dans la politique des conquêtes d'outre-mer, et l'exportation des
produits par les Etats industriels dans les pays arriérés s'est transformée
en une exportation des moyens de production et des moyens de transport
de l'industrie moderne.*

*Nous avons vu combien s'est rapidement développée pendant cette
période la construction des voies ferrées surtout en Orient (y compris la
Russie). Tout aussi vite s'y est développée une industrie capitaliste : tex-
tile, métallurgique et minière... Dans la première moitié des années 1880,*

l'industrie capitaliste semblait incapable de progresser et cela se vérifiait dans le domaine de l'exportation des produits industriels. Mais l'exportation des moyens de production, prémisses d'un nouvel et brillant essor, ne fut possible que parce qu'elle assurait le développement du mode de production capitaliste dans des pays se trouvant hors de la sphère de la civilisation européenne et parce qu'elle y avait rapidement détruit les rapports économiques hérités du passé ».

Ces tendances se sont particulièrement affirmées dans les pays que le capitalisme européen n'avait pas encore réussi à transformer en colonies constituant une chasse gardée pour la métropole. Tels furent l'Amérique du Sud et surtout la Russie tsariste et la Chine. Il a fallu la fin de la seconde guerre mondiale et les « grandes victoires du socialisme » moscovite pour que les vieilles colonies européennes d'Afrique et d'Asie puissent accéder à part entière à la politique bénie de l'impérialisme russo-américain : l'exportation des capitaux et du mode capitaliste de production. Mais on jugera du caractère explosif des contradictions accumulées dans ces régions par ce qu'on appelle le « néocolonialisme », si on les étudie à la lumière des expériences russe et chinoise qui les ont précédées. Ce n'est pas par hasard que la Russie et la Chine se sont trouvées, au début du siècle, au centre des plus puissantes irruptions révolutionnaires. Elles ont été alors la terre d'élection des capitaux de l'Occident, l'Eden des « plans de développement ». Montrer comment tous ces « plans » se sont effondrés, c'est déjà illustrer les futures crises dans les pays récemment annexés à l'impérialisme mondial.

Après la seconde guerre de l'opium et la révolte des Taïpings, une fraction de la classe dirigeante chinoise comprit la nécessité de réformes. La même révélation avait frappé le tsarisme, lors de sa défaite de 1855, dans la guerre de Crimée. En Chine, l'initiative du mouvement qui porte le nom d'« occidentalisme » et qui s'inspira du mot d'ordre « La Chine forte par elle-même », revient aux seigneurs de la guerre Tseng Kouo-fan et Li Hong-tchang.

Leur but était d'abord de doter la Chine d'une armée moderne en imitant celles de l'Occident. Li Hong-tchang fit construire des arsenaux et des chantiers navals en utilisant du matériel étranger et des capitaux de l'État. Mais rapidement cette politique s'étendit à toute une série d'activités : services publics, industries mécaniques et textiles, etc.

« Ces seigneurs de la guerre, nous dit l'Histoire générale de la Chine (p. 117), mirent la main également sur la navigation et l'industrie minière ; l'entreprise la plus célèbre de ce genre fut la China Merchant Steam Navigation Co, fondée par Li Hong-tchang en 1872. Cette compagnie, bien qu'elle eût absorbé aussi des actions privées à côté du capital fourni par le gouvernement, était complètement contrôlée par les seigneurs de la guerre et les compradores, tandis que les actionnaires ordinaires étaient en réalité dépourvus de voix délibérative dans l'administration de la société... »

Dans toutes ces entreprises le contrôle de l'État était strictement observé. Mais avec quelle compassion les historiens maoïstes s'arrêtent sur le sort des « actionnaires ordinaires » auxquels le Fils du Ciel n'accordait même pas de voix délibérative dans les premières sociétés capitalistes chinoises ! Nos auteurs ne respirent visiblement mieux que lorsqu'ils voient naître et prospérer le capitaliste individuel :

« Pendant la décade de 1870 à 1880, des capitalistes privés commencèrent à fonder individuellement de petites usines de travail des métaux, des papeteries, des fabriques d'allumettes et des filatures de soie à Shanghai, Hankéou, Woutchang, etc. Ce qui représente la nouvelle industrie capitaliste nationale, la première de ce genre en Chine » (Ibid. p. 117-118).

Voilà la marque du « socialisme » chinois : la fabrique d'allumettes du capitaliste individuel, l'aire du petit paysan, ça c'est le « progrès », le « capitalisme national » et la « démocratie nouvelle » ! Mais les arsenaux de Li Hong-tchang avec du matériel américain, des capitaux d'Etat et des ouvriers salariés, c'est la « réaction », le « capitalisme bureaucratique », la négation même de toute « voie nationale » au capitalisme !

L'« Histoire du développement économique de la Chine » que nous avons déjà citée nous donne une série d'indications sur la corrélation entre capitaux privés, publics et étrangers dans la phase initiale de l'accumulation capitaliste. Du tableau 62 nous tirons les chiffres suivants :

Entreprises créées en Chine entre 1872 et 1911 avec un capital égal ou supérieur à 10.000 yuans :

Périodes	Entrepr. privées		Entrepr. d'Etat ou mixtes		Entrépr. avec particip. de capit. étrang.	
	Nomb.	Capital 1.000 yuans	Nomb.	Capital (1.000 yuans)	Nomb.	Capital 1.000 yua
1872 - 1894	54	4.805	19	16.003	1	629
1895 - 1911	345	76.840	47	27.574	30	25.432

Aussi limitées que soient ces indications (elles ne concernent que les industries minières et de transformation), nous y voyons nettement que le capitalisme industriel chinois est né étatique et a grandi, à partir de 1895, avec l'aide des capitaux privés et de l'impérialisme mondial. Comme nous l'avons déjà dit, l'entrée en force des capitaux étrangers en Chine peut être datée assez précisément. Jusqu'en 1895, la majorité des entreprises occidentales ou japonaises situées dans les grands ports chinois bornaient leurs activités aux services requis par les nécessités du commerce extérieur : constructions et réparations navales, industries de luxe dans les concessions. Avec le traité de Simonoseki, le Japon obtint un privilège qui s'étendra bientôt aux autres grandes puissances. Il s'agit du droit pour les étrangers d'installer des usines en Chine et d'importer librement des machines de toute sorte. Cette clause du traité sino-japonais de 1895 marque une nouvelle phase dans « l'ouverture » de la Chine : le passage de l'exportation de produits manufacturés à l'exportation des capitaux.

Une nouvelle série de « traités inégaux » ajoute aux avantages conquis à l'époque des guerres de l'opium ceux qui découlent de la domination impérialiste. C'est ainsi que J. Chesneaux a pu écrire dans « *Le mouvement ouvrier chinois de 1919 à 1927* » que :

« Certains de ces privilèges, les plus anciens, correspondent aux nécessités de l'ère commerciale et ne cherchent qu'à garantir le mouvement des marchandises et celui des négociants (concessions, exterritorialité, limitation des tarifs douaniers), alors qu'une seconde série de privilèges (contrôle des finances, territoires à bail) reflètent à partir du break-up le souci des Puissances de garantir leurs investissements sur le sol chinois et de les protéger ».

Pour mieux comprendre les rapports entre le capitalisme national chinois et l'impérialisme étranger ainsi que le rôle de la bourgeoisie comprador, examinons quelques-unes des réalisations d'avant-garde de la période qui s'est ouverte pour la Chine avec le traité de Simonoseki. Et tout d'abord les constructions de voies ferrées.

Comme l'on sait, celles-ci occupent une place importante dans la soumission de la Chine au capital étranger, dans l'aggravation des rivalités impérialistes et dans le partage du pays en sphères d'influence et en concessions et territoires à bail. Elles n'en représentent pas moins un jalon indispensable à la création du marché national. Dans son « Plan industriel » Sun Yat-sen posait comme une tâche urgente du développement économique chinois l'ouverture de 100.000 milles de voies ferrées. La démocratie maoïste est encore fort loin de réaliser un tel programme. Il est vrai que Sun Yat-sen ne le croyait pas non plus réalisable par les seuls moyens nationaux chinois. On ne s'étonnera donc pas, dans la statistique publiée ci-dessous, de voir que la Chine « socialiste » n'a pas battu les records du capital bureaucratique lors des deux grandes phases d'expansion ferroviaire : 1895 - 1911 et surtout 1932 - 1937.

Longueur des voies ferrées construites entre 1876 et 1958 (en km) :

Années	Longueur totale	Longueur par période	Longueur moyen, par an
1876	15	—	—
1877 - 1894	864	364	20
1895 - 1911	9.618	9.253	544
1912 - 1927	13.040	3.422	214
1928 - 1931	14.239	1.198	299
1932 - 1937	21.036	6.797	1.133
1938 - 1948	24.945	3.909	355
1949 - 1958	31.193	7.157	715

L'histoire du réseau ferré chinois illustre fort bien la faiblesse de la bourgeoisie nationale. Les périodes d'essor (1895 - 1911 et 1932 - 1937) furent pour le « capitalisme national » des périodes de défaite ou de stagnation (l'écrasement des Boxers et l'occupation japonaise). Inversement, entre 1912 et 1927, lors du plus grand développement des entreprises privées de la bourgeoisie nationale, la Chine n'a construit que 214 km de voies ferrées par an.

Mais la faiblesse de cette bourgeoisie apparaît encore plus, si l'on considère la masse des emprunts souscrits par l'État pour la construc-

tableaux 75,80 et 88 du manuel de statistiques chinois nous donne les chiffres suivants :

Années	Charbon (1)		Fer (1)	
	Product. totale (en millions T.)	Sous contrôle étranger (%)	Product. totale (en millions T.)	Sous contrôle étranger (%)
1912	9,1	52,4	0,2	100
1913	12,9	55,4	0,4	100
1914	14,2	50,4	0,5	100
1915	13,5	56,5	0,6	100
1916	16,0	47,6	0,6	100
1917	17,0	49,0	0,6	100
1918	18,4	46,6	1,0	100
1919	20,1	48,1	1,3	100
1920	20,1	50,9	1,3	100
1921	20,5	49,4	1,0	100
1922	21,1	52,2	0,9	100
1923	24,5	54,8	1,2	100
1924	25,8	54,8	1,3	100
1925	24,2	54,2	1,0	100
1926	23,0	53,1	1,0	99,0
1927	24,2	56,0	1,2	99,3
1928	28,0	56,1	1,5	99,3
1929	25,4	57,7	2,0	99,7
1930	26,0	57,8	1,8	99,7
1931	27,2	53,5	1,8	99,4
1932	26,4	59,0	1,8	99,3
1933	28,4	64,9	1,9	99,1
1934	32,7	62,8	2,1	99,2
1935	36,0	56,0	2,9	99,4
1936	39,9	55,7	2,9	99,2
1937	37,2	61,1	3,4	99,7
1938 (2)	27,4	—	—	—
1939	36,6	—	4,5	—
1940	44,5	—	5,3	—
1941	56,3	—	7,5	—
1942	59,2	—	9,9	—
1943	50,1	—	10,6	—
1944	48,3	—	7,9	—
1945	23,9	—	0,4	—

1) Pour le fer, la statistique ne porte que sur la production mécanisée. Pour le charbon, elle comprend aussi la petite production artisanale, ce qui en réduit le pourcentage sous contrôle étranger.

2) A partir de 1938, les chiffres cités ne comprennent que ceux des quatre provinces du nord-est occupées par les Japonais (Tab. 88).

Ce tableau des faiblesses de la bourgeoisie chinoise reléguée aux industries de transformation, dépendant des capitaux et des matières premières aux mains de l'impérialisme, ne serait pas complet si l'on ne mentionnait aussi les différentes mesures de contrôle direct dans le domaine financier et politique. En 1854, la direction des douanes chinoises fut livrée à un inspecteur général anglais ; avec l'accroissement des emprunts extérieurs la Chine a pratiquement hypothéqué ses douanes à l'étranger qui a pris l'habitude d'y voir une garantie à ses prêteurs. Inutile de dire dans quelles conditions s'est trouvée l'industrie nationale face à la concurrence étrangère. Circonstance aggravante : une douane intérieure, créée à l'époque de la révolte des Taïpings vint en plus frapper les marchandises chinoises circulant d'une province à l'autre. Cet impôt (le likin), qui s'élevait à l'origine à 1 pour cent, est passé dans certaines provinces à 5 et même 20 pour cent. Dans les « *Trois principes du peuple* », datant de 1924 Sun Yat-sen définit en ces termes la situation des douanes chinoises :

« Dernièrement, on a commencé à se servir de coton chinois et de machines européennes pour filer et pour tisser. Ainsi, à Shanghai, il y a de très grandes filatures et de grands tissages. En fait, avec ces filatures et ces tissages on pourrait faire échec aux marchandises européennes. Mais, parce que les douanes sont encore entre les mains des Etrangers, ceux-ci perçoivent encore de lourds droits sur notre toile indigène. Et non seulement les douanes maritimes perçoivent de lourds droits, mais quand une marchandise entre à l'intérieur des terres, on perçoit encore le likin. Donc, non seulement la Chine n'a pas de tarif protecteur, mais les droits qui pèsent sur les marchandises indigènes vont protéger les marchandises européennes ».

Dans les années qui suivirent la première guerre mondiale, ces contradictions entre la bourgeoisie « nationale » et l'impérialisme éclatèrent avec force. En l'absence d'une puissante concurrence étrangère pendant les hostilités, les entreprises chinoises connurent un certain essor : entre 1914 et 1921 le nombre des filatures de coton appartenant à des Chinois est passé de 7 à 23 pour un total de broches allant de 160.900 à 508.746. Mais ce progrès, toujours limité à l'industrie légère, s'est vite heurté à un retour des capitaux européens et à un renforcement considérable des positions japonaises qui s'est exprimé, dès 1915, par les « Vingt et une demandes » du Japon au gouvernement chinois.

Ainsi, nous avons vu comment l'impérialisme s'est développé tendant à substituer à l'exportation des produits manufacturés des métropoles l'exportation des capitaux et du mode de production capitaliste lui-même. Nous avons montré en même temps les contradictions de ce développement et ses limites : faiblesse de la bourgeoisie nationale malgré l'essor de la grande industrie et l'extension d'un réseau moderne de voies de communication, difficultés à constituer un marché national dues aussi bien aux pressions extérieures qu'à la stagnation de la petite agriculture, enfin, croissance rapide d'un prolétariat indigène fortement concentré et prenant très tôt conscience de ses buts spécifiques de classe. Nous reviendrons ultérieurement sur ce dernier point.

Avant d'examiner les forces du prolétariat chinois, il s'agit de dénoncer deux conceptions aujourd'hui triomphantes qui ont pour seul objectif d'embellir le rôle de l'impérialisme et de la bourgeoisie nationale en niant les contradictions du développement capitaliste dans les pays arriérés. Apparemment opposées, ces conceptions se rejoignent dans une même négation des tâches révolutionnaires du prolétariat et de son indépendance de classe. La première de ces conceptions porte le nom de Kautsky et répand l'illusion d'un développement harmonieux et sans crise de l'impérialisme dans les pays arriérés ; la seconde, formulée par Sun Yat-sen dès le début du siècle, en est la version « sous-développée » et recherche dans l'État, dans les nationalisations, dans la création d'un marché national unique, non seulement le gage d'un rapide développement capitaliste, mais encore la meilleure garantie qu'un peuple arriéré puisse apporter à l'exportation des capitaux par les puissances impérialistes.

L'une et l'autre de ces théories prétendent faussement s'inspirer du socialisme ; l'une et l'autre ont été depuis longtemps démenties par l'histoire et ne doivent qu'à la contre-révolution mondiale de traîner une misérable existence dans les rangs clairsemés du prolétariat.

(A suivre)

Hegel, Staline et...

les machines à coudre

MARX RENVERSE HEGEL

En août 1843, abandonnant la direction de la "Gazette Rhénane" et se retirant pour quelques mois à Kreuznach, Marx réglait définitivement son compte à la *Philosophie du droit* de Hegel. Il y a donc 122 ans que Marx démontrait comment pour Hegel, la famille et la société civile, de producteurs de l'Etat devenaient produits de l'Etat ou mieux de l'idée de l'Etat.

« Le conditionnant est pris pour le conditionné, le déterminant pour le déterminé, le producteur pour le produit de son produit ». (Werke, édit. Dietz, 1961, vol. 1, p. 207).

Contre Hegel, Marx démontra en 1843, que "famille et société civile s'érigent elles-mêmes en Etat", alors qu'en 1821 Hegel définissait de la façon suivante les rapports entre *Etat* et *société* :

« En face des sphères du droit privé et de l'intérêt particulier, de la famille et de la société civile, l'Etat est, d'une part une nécessité externe et une puissance plus élevée ; à sa nature sont subordonnés leurs lois et leurs intérêts, qui en dépendent, mais, d'autre part, il est leur but immanent et a sa force dans l'unité de son but final et des intérêts particuliers de l'individu, unité qui s'exprime par le fait qu'ils ont des devoirs envers lui dans la mesure où ils ont en même temps des droits ».

Marx commence sa "Critique de la philosophie du droit de Hegel" par l'étude de ce paragraphe ; il explique que l'Etat ne peut être une nécessité *externe* et un *but immanent* à la fois. En démontrant que la *société civile* est la *base* d'où naît l'Etat, nécessité externe, il prouve que celui-ci ne pourrait se développer et se séparer de la *société civile* pour la dominer et l'opprimer si elle n'était déchirée par des antagonismes de classe ; il prouve aussi que l'Etat moderne est l'appareil de domination de la classe qui constitue l'essence de la société civile : la bourgeoisie ; et dans la société civile se forme "une classe de la société civile qui n'est pas une classe de la société civile."

Marx pose ainsi le problème de la formation de cette classe, le prolétariat :

« Où est donc la possibilité positive de l'émancipation allemande ? Réponse : dans la formation d'une classe liée par des chaînes radicales, d'une classe de la société civile qui n'est pas une classe de la société civile, d'un état qui est la dissolution de tous les états, d'une sphère qui possède un caractère universel dû son universelle souffrance. Cette sphère ne prétend à aucun droit particulier parce qu'elle ne reçoit aucune injustice particulière, mais l'injustice tout court ; elle ne peut plus faire appel à un titre historique, mais seulement à un titre humain ; elle ne se trouve pas en opposition unilatérale avec les conséquences de la situation politique allemande, mais en opposition universelle avec ses prémisses. Enfin, cette sphère ne peut s'émanciper sans s'émanciper de toutes les sphères de la société et sans, par cela, émanciper toutes les sphères restantes de la société ; elle est la perte totale de l'homme et ne peut donc se reconquérir que par la reconquête complète de l'homme. Cette dissolution de la société, concentrée en un état particulier, est le prolétariat » (Werke, éd. Dietz, p. 390).

Ainsi Marx démontrait, en 1844, que la domination du prolétariat, portait avec elle la dissolution de l'Etat et de la société civile. et donnait naissance à une *société sans classe et sans Etat*.

L'ETAT RATIONNEL DE STALINE

En 1943, cent ans après la réfutation définitive de la philosophie du droit de Hegel par Marx, parut en U.R.S.S. un article collectif d'économistes russes intitulé : « La pensée économique et l'enseignement de l'économie politique en U.R.S.S. » (Cahiers de l'économie soviétique, 1946, n° 4).

Les économistes russes y affirment catégoriquement ce qui sera le dogme stalinien : 1) *on construit* en U.R.S.S. une économie socialiste ; 2) en économie socialiste subsiste la loi de la valeur ; cependant « *la loi de la valeur dans une économie socialiste n'est plus une force qui domine la production sociale, mais la production sociale fonctionne suivant un plan* ».

La *loi de la valeur* est la *loi suprême* de la classe qui constitue l'essence de la société civile : la *bourgeoisie*. Si l'ouvrier qui nous suit trouve ceci difficile qu'il pense à la minutie de son patron pour lui réduire le salaire ou le jeter sur le pavé, afin d'augmenter ou de sauver ses profits ; qu'il songe à la conscience avec laquelle son propriétaire le congédie s'il ne paie pas son loyer, ou au soin que le commerçant met dans sa tromperie quotidienne ; eh ! bien, ce monde de trafic, de commerce, de fraudes légales est le monde où domine la *loi de la valeur*.

Marx a consacré son œuvre maîtresse, le *Capital*, à pénétrer l'essence de ce monde bouleversé où domine la loi de la valeur. Il n'a pas montré comment s'échangent les valeurs, phénomène intéressant au plus haut point les bourgeois dont il constitue la principale activité ; mais il a montré comment *est produite* la valeur, et cela intéresse au plus haut point les ouvriers car c'est justement *leur travail qui produit toute la valeur*. Dans le *Capital*, Marx démontre : — que là où *s'échangent des valeurs, la valeur se valorise par l'exploitation et l'accroissement de la misère des ouvriers* ; — que *l'extorsion de plus-value* aux ouvriers, principe de la *société civile et de la loi de la valeur*, est protégée, perpétuée et rendue possible par la *force de l'Etat bourgeois*. De tout ceci Marx a tiré la conclusion révolutionnaire que le prolétariat doit d'abord abattre l'Etat bourgeois par la force, lui substituer son *propre Etat* : qu'il doit donc *se constituer en classe dominante*. Marx démontre ensuite que le prolétariat ne peut se constituer en *classe dominante* que pour mettre fin à l'extorsion de plus-value et par conséquent, à l'échange de valeurs, à la loi de la valeur. Une fois remplie cette fonction, l'Etat prolétarien se dissoudra et aussi la société civile déchirée par les antagonismes de classe. A sa place se développera une société sans classe et sans Etat où l'espèce humaine, pour la première fois de son histoire, dominera la nature externe et sa propre nature, humanisera la nature et rendra l'homme naturel.

Marx, en renversant la philosophie hégélienne du droit, a donc conduit à son terme ultime l'analyse de la société civile ; et voilà que, cent ans après, les économistes russes "découvrent" qu'en U.R.S.S. on construit une économie "socialiste" où subsiste la *loi de la valeur*, et qu'en outre, « la loi de valeur... n'est plus une force qui domine la production sociale ; mais la production sociale fonctionne suivant un plan. »

A la question : « quelle force impose le plan, qui, à son tour, domine la loi de la valeur ? » les économistes russes répondaient, en 1943 par un *seul mot* : l'Etat. En fait, "en régime socialiste, la nécessité objective, bien connue des dirigeants de la société, l'Etat soviétique, s'exprime à travers la conscience et la volonté de l'homme".

Ainsi en 1943, l'Etat de Staline se présentait comme l'Etat rationnel parfait de Hegel, en mesure de dominer et d'utiliser la loi essentielle de la société civile : la loi de la valeur.

En 1821 le vieil Hegel avait déjà défini les *illusions du social-nationalisme russe, du socialisme d'Etat stalinien* :

« Mais les règles qui concernent la propriété privée peuvent devoir être subordonnées à des sphères plus élevées du droit, à un être collectif, l'Etat. Pourtant de telles exceptions ne peuvent être fondées sur le hasard, sur la fantaisie individuelle ou l'utilité privée, mais sur l'organisation rationnelle de l'Etat »

L'ANARCHIE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, BASE REELLE DE L' « ETAT RATIONNEL » DE STALINE

Les bourgeois déclarés, les soi-disant communistes pro-russes, et enfin tout le monde, posent la question russe de la façon suivante : Marx avait prévu que la crise de la société capitaliste pousserait le prolétariat à se donner une organisation politique toujours plus homogène et à détruire l'Etat bourgeois pour instaurer sa propre dictature. En octobre 1917, tout cela s'est vérifié en Russie. Mais Marx avait prévu que l'Etat prolétarien s'éteindrait, donnant naissance à une société sans classe et sans Etat, à une économie non capitaliste, c'est-à-dire non salariale, non marchande, non monétaire. Or, tout cela ne s'est pas vérifié en Russie. En Russie, l'Etat subsiste, de même que le salaire, l'argent, le marché, les marchandises, le capital, le profit, l'intérêt, la rente ; donc, la société russe actuelle ne correspond pas aux prévisions énoncées par le marxisme. Tous, amis ou ennemis déclarés de l'U.R.S.S., le disent et le reconnaissent ; *sauf nous*.

Ce que rabâchent les ennemis, il est parfaitement inutile de le citer : les ouvriers l'entendent du matin au soir ; mais voici ce qu'écrivent les meilleurs amis de l'U.R.S.S., ses propres économistes :

« Les propositions du camarade Staline, apportent de nombreuses nouveautés, qui n'auraient pu être prévues ni par Marx ni par Lénine. » (p. 18, *op. cit.*)

« Dans la Critique du programme de Gotha, Marx part de la supposition que dans la première phase du communisme, il n'y aurait ni commerce, ni monnaie, et que le producteur recevrait un bon de travail de la société : « il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcation faite du travail effectué pour les fonds collectifs) et avec ce bon, il retire des stocks sociaux d'objets de consommation autant que coûte une quantité égale de son travail. » Cette prévision ne s'est pas réalisée... Staline a démontré que le commerce et la monnaie ne peuvent être dépassés au stade du socialisme. » (K. Ostrovitianov, « le manifeste des Communistes et la construction du communisme en U.R.S.S. » in *Voprosy Ekonomiki*, n° 4, avril 1948).

Donc, tous reconnaissent que la société russe actuelle n'a rien à voir avec le socialisme prévu par Marx. Qu'est donc la Russie ? Quelle originalité la distingue des autres pays où domine le vieux capitalisme de tous les jours, connu, banal ? Même dans la réponse à cette question, amis et ennemis déclarés de l'U.R.S.S. se retrouvent et s'embrassent ; car, répondent-ils tous, en Russie, les usines sont à l'Etat. Et l'Etat, dans une certaine mesure, fait donc ce qu'il veut : l'Etat planifie la production.

C'est ce qu'affirment, en 1943, les meilleurs amis de l'U.R.S.S., ses propres économistes :

« la loi de la valeur dans une économie socialiste n'est plus une force qui domine la production sociale, mais la production sociale fonctionne suivant un plan », du moment qu'en « régime socialiste, la nécessité objective, bien connue des dirigeants de la société, l'Etat soviétique, s'exprime à travers la conscience et la volonté des hommes. »

C'est ce qu'affirmèrent aussi, en 1940, les ennemis déclarés de l'U.R.S.S., les sociaux-démocrates, par leur théoricien officiel, Rudolf Hilferding :

« Quand l'Etat devient le seul propriétaire des moyens de production, le fonctionnement d'une économie capitaliste est rendu impossible par la destruction du mécanisme qui fait circuler la lymphe vitale dans ce système », (R. Hilferding « Capitalisme d'Etat ou économie de l'Etat totalitaire » in « Courrier Socialiste » revue antisoviétique de langue russe ; mai 1940).

En bref, amis et ennemis déclarés sont d'accord pour reconnaître qu'en Russie, *l'Etat conditionne, détermine et produit la société civile*.

Parvenus à ce point, les *ennemis* de l'U.R.S.S. déclarent que cela est mal et revendiquent *liberté et démocratie* ; les *amis* de l'U.R.S.S. affirment que cela est bien. Mais nous, nous rappelons que ce n'est rien d'autre que le vieux dogme hégélien détruit par Marx en 1843 : le conditionnant est pris pour le conditionné, le déterminant pour le déterminé, le producteur pour le produit de son produit.

Contre Hegel, Marx démontra que la *société civile conditionne, détermine et produit l'Etat*. Nous, marxistes révolutionnaires, avons défendu et continuons à défendre cette thèse qui, si elle était fautive, entraînerait l'écroulement de la théorie marxiste et ruinerait toute perspective révolutionnaire pour le prolétariat.

Mais alors, encore une fois, qu'est-ce que la Russie ? Nous avons carrément nié, il y a des années, que l'Etat de Staline puisse déterminer la société civile : c'est-à-dire que l'Etat planificateur russe se serve de la loi de la valeur ; nous avons nié que l'absence de titres de propriété privée signifiait absence de profit privé. Au contraire, il y a des années, nous avons affirmé carrément que la *société civile produisait l'Etat de Staline, c'est-à-dire que la loi de la valeur imposait sa force à l'Etat planificateur russe ; nous avons affirmé que l'Etat-patron ne diminuait pas, mais augmentait considérablement, en Russie, l'appropriation privée du profit*.

Nous avons donc soutenu, il y a des années, et nous le soutenons encore, que la société russe n'a rien à voir avec le *socialisme prévu par Marx*, fait évident, reconnu et admis par tout le monde : en outre nous soutenons que la société russe est *capitaliste*, que l'économie russe est *capitaliste*, que l'Etat russe est *capitaliste* et que le *capitalisme russe* ne diffère en rien *qualitativement* du vieux capitalisme connu, banal, de tous les jours et de tous les pays.

Et aujourd'hui, en 1965, plus de vingt ans après que l'Etat russe se soit présenté au monde comme *l'Etat rationnel parfait*, ses représentants, sans le savoir ni le vouloir, avouent que la *base de l'Etat russe est constituée par l'anarchie de la société civile* ; ils avouent aussi que depuis plus de vingt ans les « *dirigeants de la société* » russe combattent entre eux pour s'emparer des rênes de l'Etat.

Aujourd'hui, ce grand sépulcre blanchi que fut l'Etat rationnel de Staline, n'est plus qu'un sépulcre profané. Sur les cadavres des « *guides de la société* » marchent les Mikoyan, les Brejnev, les Kossyguine, *instruments du capitalisme russe*.

LA REALITE DE LA PLANIFICATION STALINIENNE

Voici un cas exposé par la « Pravda » : une usine de machines à coudre de Podolsk rencontre des difficultés dans sa production. 1.200.000 machines, sorties de l'usine, restent invendues et les organisations commerciales, en bonne logique, ne veulent plus rien savoir pour acheter ce type de machines... Mais il y a pire... Les organisations commerciales ont conseillé à l'usine de ne fabriquer que 750.000 machines cette année, alors qu'elle peut en produire 3 millions. Cependant, le ministère de la planification a fixé le chiffre d'un million.

L'entreprise de Podolsk est la plus grande usine de machines à coudre de l'U.R.S.S. : plus des deux tiers de sa production ne peuvent être absorbés par le marché.

Et pourtant, l'usine de Podolsk est propriété d'Etat. Mais, *l'Etat planificateur ne peut empêcher les crises de surproduction.*

La « Pravda » du 23 décembre 1964 écrivait : « Il serait facile de convertir une partie de la production ; mais l'intérêt du sovnarkhose est de maintenir le niveau de production défini par les calculs précédents, et de remplir les magasins de machines à coudre inutiles, que nul ne veut acheter ». Comment font les bureaucrates du sovnarkhose pour maintenir les statistiques de la production ? Dévoilons les artifices des planificateurs : la machine à coudre coûte à la fabrique 16 roubles (environ 91 francs) ; la mallette de bois coûte 50 roubles : donc 66 roubles en tout. Les coûts de production calculés par le sovnarkhose sont très différents : aux 66 r. fixés par l'usine, s'ajoutent sur le papier les 50 r. du menuisier pour la mallette ; total 116 r. La « Pravda » continue : « Cela semble un paradoxe, mais même les machines non vendues sont une affaire pour tous : pour les usines, le sovnarkhose et les banques qui financent les investissements ». De cette façon, tous réussissent à prouver que le plan a été accompli. Pour tous, l'important est de verser à l'Etat les 25 roubles prévus par le plan pour chaque machine. Quant aux usines, les trucs pour couvrir le plan peuvent être divers. L'enquête de la « Pravda » a établi que, pour 1965, le menuisier réduira sa production de moitié, tout en portant le volume de ses affaires de 8 à 11 millions de roubles : on fabriquera des mallettes en bois de prix, non demandées par le consommateur.

En U.R.S.S., les usines sont *propriétés de l'Etat*. Mais la « Pravda » reconnaît qu'en U.R.S.S., la production de machines à coudre par exemple « *représente une affaire pour tous* » *sauf pour l'Etat qui, juridiquement est le patron*. L'unique différence entre le capitalisme russe et le capitalisme occidental, est dans le fait que cela se réalise, en U.R.S.S., *même si les machines ne sont pas vendues*.

Et en fait, l'usine calcule le coût de la machine : 16 r., le menuisier celui de la mallette : 50 r. et le sovnarkhose ajoute 50 autres roubles. Au total : 116 roubles. Pour chaque machine l'Etat reçoit 25 r. Il reste donc 91 r. qui sont pris, captés, dans la sphère des banques et des entreprises. L'Etat vend les machines à coudre 116 r. Il réalise sur le marché la plus-value contenue dans les marchandises et la *redistribue* dans la *sphère des banques* et des *entreprises*, à travers le *processus compliqué* que nous avons vu fonctionner.

Et cependant, *l'Etat est patron* ; la *banque* est à l'Etat, la *fabrique* et le *sovnarkhose* sont à l'Etat. Cela *formellement*. Mais quelle est la *fonction réelle de l'Etat* ? Nous l'avons vu, nous l'avons entendu avouer par la « Pravda » : *L'Etat accumule l'argent qu'il distribue aux entreprises, l'Etat intervient dans l'économie pour garantir l'appropriation privée de plus-value.*

LE TOURNANT COMMERCIAL

Maintenant rien ne va plus. La « Pravda », à laquelle fait écho la presse bourgeoise internationale, affirme que la planification stalinienne est dépassée. Elle dénonce le scandale de la plus grande usine de machines à coudre de l'U.R.S.S., dont la capacité productive est de trois millions alors que 2.250.000 restent invendues.

Quel est donc le remède pour empêcher de semblables aventures ?

Au début décembre, Kossyguine, président du Conseil des Ministres, a précisé que dorénavant les entreprises devront tenir compte des conjonctures du marché et des changements intervenus dans la demande.

Comment donc fonctionnera la nouvelle usine russe ?

Présentant l'Établissement textile « Bolchevitchka » de Moscou, le quotidien italien « Il Giorno » du 9 décembre 1964 écrivait :

« Il s'agit d'une entreprise dont le directeur général, Piotr K. Noskov, cherchera à tirer profit et dont il dressera personnellement les plans de production... Noskov se fonde, dans sa nouvelle économie de gestion, sur les ordres et les commandes reçus des grands magasins où la marchandise est placée... Piotr K. Noskov a mis en lumière les divers aspects de sa position nouvelle de dirigeant d'entreprise, en notant qu'il doit fixer personnellement les salaires, établir les prix, décider où acheter les matières premières... »

Cet établissement ne restera pas isolé. L'« Unità », quotidien du P.C. italien, note le 24 décembre :

« Une seconde mesure, confirmée par Kossyguine, est l'extension à des centaines d'autres entreprises de l'industrie légère, de l'expérience faite par les deux usines de Moscou et de Gorki ; en 1965, ces usines devront donc organiser leur production d'après la demande des magasins et des organisations commerciales. »

Ce n'est pas tout. Cette même « Unità » du 24 décembre nous informe qu'il y a

« des magasins ouverts dans la capitale par quelques sovkhoses pour écouler directement les surplus agricoles non absorbés par les stocks de l'Etat ».

Et La « Pravda » du 15 décembre :

« Un vaste champ d'action s'ouvre à l'initiative créatrice des kolkhoziens, auxquels le Parti et le Gouvernement ont accordé le droit de planifier leur propre production. Qui sait mieux que le paysan quelle culture doit être programmée ? »

LA SIGNIFICATION DU "TOURNANT"

Ce qui se vérifie en U.R.S.S. ne peut s'expliquer que d'une seule façon : *l'industrie capitaliste russe est définitivement entrée sur le marché mondial*. Ce fait a posé au capitalisme russe les problèmes de la concurrence qui règne sur ce marché mondial. Il s'est aperçu que le système stalinien de planification centralisée, *accroissait*, par rapport aux capitalismes européen et américain, *l'appropriation privée et parasitaire du profit*. Les récentes réformes qui sanctionnent *l'autonomie de l'entreprise*, représentent donc la tentative de contraindre la bourgeoisie parasitaire russe à réinvestir le profit.

Marx, une fois pour toutes, a défini le problème qui préoccupe la bourgeoisie russe et mondiale en ces termes :

« Si la formation de capital devenait le monopole exclusif d'un petit nombre de gros capitaux arrivés à maturité, pour lesquels la masse du profit l'emporterait sur son taux, le feu vivifiant de la production s'éteindrait définitivement. Celle-ci tomberait en sommeil. Le taux de profit est la force motrice de la production capitaliste, et on n'y produit que ce qui peut être produit avec profit et pour autant que cela peut être produit avec profit. D'où l'angoisse des économistes anglais au sujet de la baisse du taux de profit » (Le Capital, livre III, ch. III, p. 271).

D'où l'angoisse des économistes russes et occidentaux devant la chute des rythmes d'accroissement de la production industrielle, en Russie comme dans le monde. Il s'agit donc de vivifier, de ranimer l'accumulation de capital, donc les investissements : mais pour que cela se produise, pour que la plus-value ne soit pas parasitairement gaspillée, mais accumulée, réinvestie, il faut sanctionner le

principe suprême du capital : « on ne produit que ce qui peut être produit avec profit, et pour autant que cela peut être produit avec profit ».

Ceci est le *principe suprême* que les héritiers de Khrouchtchev ont proclamé de Moscou en 1965. Mais ainsi, ils n'ont pas seulement avoué ce que, nous, *marxistes révolutionnaires*, avons toujours affirmé : *l'économie russe est capitaliste*. Ils ont également, en s'efforçant de *vivifier l'accumulation du capital*, annoncé au monde qu'une *crise catastrophique* du capitalisme mondial se prépare. En tout et pour tout, ils sont devenus *des apprentis sorciers*, incapables de dominer ni de comprendre les forces qu'ils ont suscitées.

QU'EST-CE QUE LE SOCIALISME ?

La presse bourgeoise internationale a salué par des cris de joie les récentes réformes de l'industrie russe, et affirmé qu'elles sont la *faillite du socialisme*.

Ceci est un mensonge éhonté ! Ni l'économie stalinienne, ni l'économie khrouchtchéviennne n'ont jamais été socialistes.

Face aux mensonges des bourgeois et de leurs valets opportunistes, ouvrez les pages de L'Etat et la Révolution, de Lénine, où il décrit le fonctionnement d'une économie socialiste :

« Les moyens de production ne sont déjà plus la propriété privée d'individus. Ils appartiennent à toute la société. Chaque membre de la société, accomplissant une certaine part du travail socialement nécessaire, reçoit de la société un bon constatant la quantité de travail fourni. Avec ce bon, il retire des magasins publics d'objets de consommation une quantité correspondante de produits. Une fois défalquée la quantité de travail versée au fonds social, chaque ouvrier reçoit donc de la société autant qu'il lui a donné ».

Cela, et cela seulement, est le socialisme. Mais il ne peut être réalisé qu'à l'échelle internationale, à la condition que tous les ouvriers du monde s'unissent en une seule organisation politique internationale et détruisent le pouvoir de la bourgeoisie dans tous les pays.

Lénine le savait bien, de même qu'il savait et affirmait que jamais le prolétariat russe n'atteindrait le socialisme dans la Russie isolée, si le prolétariat international ne lui venait en aide. Et pour cela, pour hâter la révolution prolétarienne dans le reste du monde, il fonda à Moscou, en mars 1919, l'Internationale Communiste.

L'Internationale Communiste, fondée par Lénine, a été détruite par Staline et les staliniens sous prétexte de « construction du socialisme dans un seul pays ». Il est clair aujourd'hui, qu'en Russie on n'a jamais construit le socialisme, mais bien le *capitalisme*.

Le socialisme de Lénine et de Marx, but que le prolétariat doit poursuivre pour réaliser sa propre émancipation, reste donc encore aujourd'hui le seul but pour lequel il vaille la peine de lutter. Il reste encore aujourd'hui, *le programme véritable et unique qui caractérise l'émancipation des esclaves salariés, le programme que le Parti Communiste International a toujours défendu et continue à défendre.*

C'est le programme pour lequel la lutte doit recommencer !

Organisation et discipline communistes

L'article suivant a été publié le 15 mai 1924 dans le numéro 5 de Prometeo, organe du Parti Communiste d'Italie. Il avait été suscité par la discussion sur la question d'organisation au sein du Parti communiste russe à laquelle Léon Trotsky avait contribué par sa brochure « Cours nouveau » (1923) et qui s'était conclue par une résolution du Comité Central condamnant l'« ancien cours », mais ne donnant pas satisfaction à la gauche révolutionnaire. En réalité, son intérêt déborde largement l'épisode qui l'a suscité et il peut aujourd'hui encore aider les jeunes communistes à ne pas tomber dans le piège des explications purement formelles et abstraites de la dégénérescence de la III^e Internationale dont les effets se font toujours sentir. Son originalité et sa portée consistent en effet dans le refus de traiter la question d'organisation comme une question « en soi » se réglant par un banal ralliement au « principe » de la démocratie ou au contraire du centralisme mécanique, et même simplement de considérer les rapports internes de l'organisation communiste autrement que comme un résultat de son mode de formation et de sa pratique réels qui n'étaient pas exempts de tout reproche, alors que généralement (Trotsky lui-même n'échappa pas à la règle) on considérerait leur normalisation comme un moyen infaillible d'atteindre les buts recherchés sans se préoccuper autrement des conditions d'une telle normalisation. Ces conditions, la Gauche communiste d'Italie les formule en parfaite cohérence avec les Thèses sur la Tactique (dites Thèses de Rome) adoptées à son deuxième Congrès national en 1922 ; c'est la stricte limitation des possibilités "tactiques" laissées au centre dirigeant en fonction des buts révolutionnaires du mouvement, de son programme, de son appréciation critique de la réalité historique. On ne saurait mieux résumer cette contribution de la Gauche au débat que dans cette formule qui renversait le problème pour le poser dans ses termes réels et qu'on trouvera ci-dessous. Le problème n'est pas de savoir quelle règle organisationnelle assurera la discipline du parti à l'égard des directives du centre, mais quelles directives politiques sont de nature à ne susciter aucune indiscipline dans un parti d'origine et de fonction révolutionnaires

PREMISSE DE LA QUESTION

L'importante discussion qui se déroule depuis peu au sein du Parti Communiste russe donne une brûlante actualité aux problèmes concernant la vie intérieure des partis révolutionnaires. Ils ressurgissent d'ailleurs dans toutes les polémiques des communistes contre les autres mouvements qui se réclament du prolétariat et dans tous les débats intérieurs de l'Internationale communiste sur les points de désaccord et les crises particulières existant en son sein.

C'est poser la question de manière fautive que de mettre en opposition, comme c'est le plus souvent le cas, les deux critères de l'obéissance automatique : du point de vue marxiste, il n'existe aucun "principe", pas plus centraliste que démocratique, dont on devrait obligatoirement partir pour

résoudre le problème. Nous avons déjà démontré (1) qu'il n'existait pas de "principe démocratique" régissant l'État ou les organisations politiques et syndicales, mais seulement un mécanisme de démocratie numérique et majoritaire qu'il peut ou non convenir d'utiliser pour certaines organisations et dans certaines situations historiques.

L'illusion démocratique veut que la majorité indique toujours la voie juste et que dans le vote, tous les individus aient le même poids et la même influence. La critique de cette conception est implicite dans la pensée marxiste, et elle aboutit à repousser non seulement la tromperie monumentale du parlementarisme bourgeois, mais même l'application du principe majoritaire au fonctionnement de l'État révolutionnaire, des organisations économiques du prolétariat et de notre parti lui-même, à moins qu'on ne soit pratiquement obligé de s'en servir par manque d'une meilleure invention organisationnelle. Nul ne reconnaît en effet mieux que nous marxistes l'importance des minorités organisées et la nécessité absolue pour la classe prolétarienne et le parti qui la dirige d'agir sous l'étroite direction de leur organisation et dans la plus stricte discipline. Mais si nous sommes ainsi libérés de tout préjugé égalitaire et démocratique, cela ne doit nullement nous conduire à mettre à la base de notre action un nouveau préjugé qui serait la négation formaliste et métaphysique du premier (2).

L'expression en usage dans les textes de l'Internationale, "le centralisme démocratique" indique suffisamment que dans la pratique les règles de fonctionnement des partis communistes sont pour ainsi dire intermédiaires entre le centralisme absolu et la démocratie absolue, et le camarade Trotsky l'a opportunément rappelé dans une lettre bien connue (3) qui a suscité de grandes discussions parmi les camarades russes.

- (1) *Dans l'article "Le Principe démocratique" paru en février 1922 dans Rassegna Comunista, organe théorique du Parti communiste d'Italie. La traduction en a été publiée dans le numéro 23 (avril-juin 1963) de Programme Communiste.*
- (2) *L'article fait ici allusion à un article paru sur la « Question nationale » dans le numéro 4 du journal Prometeo qui traitait la méthode à employer pour étudier les grands problèmes du communisme. Cet article n'a pas encore été traduit en français à ce jour.*
- (3) *L'article fait ici allusion à la lettre envoyée par Trotsky à une assemblée du Parti communiste russe le 8 décembre 1923 et publiée avec deux jours de retard dans la Pravda avec un post-scriptum de son auteur écartant les appréhensions de ceux qui "craignaient" qu'elle ne dresse la nouvelle génération contre la "vieille garde". Le passage concerné est le suivant : « Dans les débats et les articles de ces derniers temps, on a souligné que la démocratie "pure", "entière", "idéale" est irréalisable et que, pour nous, elle n'est pas une fin en soi. C'est incontestable. Mais on peut avec autant de raison affirmer que le centralisme pur, absolu, est irréalisable et incompatible avec la nature d'un parti de masse et qu'il ne saurait, non plus que l'appareil du parti, représenter une fin en soi. La démocratie et le centralisme sont deux faces de l'organisation du parti. Il s'agit de les accorder de la façon la plus juste, c'est-à-dire correspondant le mieux à la situation ». (Cf. L. Trotsky : De la Révolution (Editions de Minuit, 1963, dans "Appendices" à Cours nouveau, p. 64). On verra plus bas la critique de la Gauche italienne à cette façon de poser le problème, par delà sa solidarité avec le révolutionnaire qu'était Trotsky.*

Disons cependant tout de suite que si nous ne croyons pas pouvoir demander la solution des problèmes révolutionnaires aux principes abstraits traditionnels de la **liberté** ou de l'**autorité**, nous ne trouvons pas davantage satisfaisant l'expédient qui consiste à la chercher dans un mélange des deux. Selon nous, la position communiste dans les problèmes d'organisation et de discipline est beaucoup plus complexe, originale et satisfaisante. Pour la définir brièvement, nous avons depuis longtemps choisi l'expression de "centralisme organique" qui indique clairement que nous sommes adversaires de tout fédéralisme autonomiste et que nous acceptons le terme de centralisme dans la mesure où il signifie **synthèse** et **unité** en opposition à l'association presque accidentelle et "libérale" des initiatives les plus disparates (1).

Exiger à tout moment la consultation de la majorité, ou au contraire donner raison dans tous les cas aux organes suprêmes des partis sont deux solutions aussi simplistes l'une que l'autre, et pour éviter de tomber dans un tel simplisme, il faut se référer à l'histoire. C'est en effet seulement par une voie réelle et dialectique qu'on sortira des cruels dilemmes auxquels les problèmes disciplinaires conduisent souvent dans la pratique.

Si l'on se reporte à l'histoire des partis socialistes traditionnels de la II^e Internationale, on constate que les groupes opportunistes qui en avaient pris la direction s'abritaient précisément derrière les principes bourgeois de la démocratie et de l'autonomie des différents organes du parti. Cela ne les empêchait pas d'invoquer largement le respect de la discipline à l'égard de la majorité et des chefs contre les éléments de gauche qui combattaient leur révisionnisme et leur opportunisme. Ce fut même le principal expédient qui permit aux partis socialistes de remplir leur fonction d'instruments de mobilisation idéologique et politique de la classe ouvrière au profit de la bourgeoisie, surtout lors de l'éclatement de la guerre. De cette façon, une véritable dictature des éléments de droite s'institua dans les partis socialistes. Les révolutionnaires durent la combattre parce qu'elle représentait réellement une influence anti-prolétarienne et anti-révolutionnaire, et non pas parce que les principes immanents de la démocratie intérieure avaient été violés ou par opposition à la centralisation dans le parti, que la gauche marxiste revendiquait au contraire.

Dans ces partis, la formation de fractions d'opposition aux groupes dirigeants, la critique impitoyable de leur action se justifiaient donc pleinement, et c'est la scission avec eux qui permit de fonder les partis communistes actuels. Il est donc évident que, dans certaines situations, ce sont les contre-révolutionnaires qui adoptent le critère de la discipline pour la discipline et que celui-ci leur sert à freiner le développement conduisant à la formation du véritable parti révolutionnaire de classe.

(1) *L'article annonce ici que cette conclusion serait très probablement développée dans des textes de la Gauche italienne susceptibles d'être discutés au V^e Congrès de l'Internationale. Il rappelle en outre que le problème esquissé ici avait été partiellement étudié déjà dans les thèses tactiques présentées par la Gauche italienne au IV^e Congrès mondial.*

L'exemple le plus glorieux de la façon dont il faut savoir mépriser la démagogie de tels sophismes nous a été donné précisément par Lénine qui fut cent fois accusé de conduire le parti à la dissolution et d'en violer les règles, mais qui continua imperturbablement dans la voie qu'il s'était tracée et qui, en parfaite logique, fut le premier à revendiquer les sains critères marxistes de la centralisation organique dans l'Etat et le parti de la révolution. Inversement, en votant "par discipline" les crédits de guerre, le 4 août 1914, Karl Liebknecht a donné l'exemple le plus malheureux d'une application formaliste et bureaucratique de la discipline de parti.

Ces exemples prouvent qu'à un certain moment et dans une certaine situation, l'orientation révolutionnaire se manifeste par une rupture de la discipline à l'égard du vieux parti et une centralisation de la fraction révolutionnaire : il faudra étudier de plus près comment cela peut se produire et si cela ne pourrait pas se reproduire encore.

Il n'en va pas autrement au sein des organisations syndicales dont beaucoup sont dirigées par des groupes contre-révolutionnaires. Dans ce cas également, les dirigeants ont des sympathies pour la démocratie et la liberté bourgeoises et repoussent avec horreur les thèses communistes sur la violence et la dictature révolutionnaires. Néanmoins, les communistes qui luttent dans ces organisations doivent continuellement dénoncer les procédés dictatoriaux de la bureaucratie dirigeante ; concrètement, la meilleure méthode pour tenter de la défenestrer est de revendiquer l'application d'une pratique démocratique dans les assemblées et dans les votes. Cela ne signifie pourtant pas que nous devions ériger en dogme la démocratie statutaire dans les syndicats : il n'est nullement exclu que dans certaines situations il faille prendre la direction de ces organisations par un coup de main. Ni l'obéissance formelle et constante aux chefs officiels, ni même le respect absolu de toutes les formalités de la consultation électorale ne peuvent donc être une garantie de continuité révolutionnaire. La méthode qui conduit à notre solution communiste est bien différente et très supérieure.

Si nous abordons maintenant la vie intérieure des partis et de l'Internationale communistes, le problème devient plus difficile et délicat. Nous sommes séparés par tout un processus historique de la situation qui nous obligea à constituer au sein de la vieille Internationale des fractions qui étaient autant de partis dans le parti, et souvent à rompre systématiquement la discipline avant de procéder à une scission féconde par ses conséquences révolutionnaires.

Notre opinion sur ce problème est qu'on ne peut pas résoudre la question de l'organisation et de la discipline au sein du mouvement communiste sans la relier étroitement aux questions de théorie, de programme et de tactique.

Nous pouvons nous proposer comme but à atteindre un modèle idéal de parti révolutionnaire et tracer le schéma de sa constitution interne et de ses règles d'organisation. Nous arriverons alors facilement à la conclusion que dans un tel parti on ne saurait admettre de luttes fractionnelles

ni de désaccords avec les directives du centre. Nous n'aurions pourtant rien résolu si nous appliquions **sic et simpliciter** ces conclusions à la vie de nos partis et de notre Internationale, non certes qu'une telle application ne soit pas désirable, mais parce que pratiquement nous ne nous en rapprochons nullement. La réalité nous oblige en effet à reconnaître que la division des partis communistes en fractions, les divergences dégénéralant parfois en conflits entre ces partis et l'Internationale ne sont pas l'exception mais la règle. Malheureusement la solution n'est pas tellement facile. Il faut reconnaître que l'Internationale ne fonctionne pas encore comme un parti communiste mondial unique. Elle est sans doute sur la voie menant à ce but, et elle a fait d'immenses pas en avant par rapport à la vieille Internationale ; mais pour s'assurer qu'elle procède effectivement et de la meilleure façon possible dans cette direction, il ne suffit pas d'avoir foi dans la nature et la capacité révolutionnaires de notre glorieuse **organisation mondiale** ; il faut associer à cette foi un contrôle continu et une appréciation rationnelle de son orientation politique et des événements qui se produisent en son sein.

C'est renverser de façon assez sophistiquée le problème sur la tête que de considérer la discipline totale et parfaite qui résulterait d'un accord général sur tous les problèmes du mouvement non point comme un **résultat**, mais comme un moyen infaillible de résoudre tous les problèmes, en disant tout court : l'Internationale est le parti communiste mondial. Pour commencer notre analyse propre de la question, nous devons rappeler que les partis communistes sont des organisations auxquelles on adhère « volontairement ». Cela ne découle d'aucun "principe" ou "modèle" : c'est un fait inhérent à la nature historique des partis. Nous ne pouvons obliger personne à prendre la carte de notre parti ; nous ne pouvons faire une mobilisation de communistes, ni frapper personnellement ceux qui ne se conforment pas à la discipline intérieure : tout adhérent est matériellement libre de nous quitter quand il veut. Que ce soit ou non souhaitable, il en est ainsi, et nous n'avons pas le moyen d'y rien changer. Par conséquent, nous ne pouvons adopter la formule de l'obéissance absolue aux ordres venus d'en haut, aussi pleine d'avantages qu'elle puisse être.

Les ordres provenant des organes centraux ne sont pas le point de départ, mais le résultat de la vie du mouvement considéré dans son ensemble. L'affirmation ne doit pas être comprise dans un sens sottement démocratique et juridique, mais réaliste et historique : nous ne défendons nullement un "droit" de la masse des communistes à élaborer des directives que les dirigeants devraient respecter ; nous constatons simplement que c'est ainsi que se forme le parti de classe et que c'est sur cette base que nous devons étudier le problème.

Nos conclusions en la matière sont les suivantes. Il n'existe pas de discipline automatique assurant l'exécution des ordres venus d'en haut « quels qu'ils soient » ; il existe un ensemble d'ordres et de directives qui, par nature, garantissent le maximum de discipline, c'est-à-dire d'action unitaire, de toute l'organisation parce qu'ils correspondent aux origines réelles du mouvement tandis qu'il en est d'autres qui, bien que prove-

nant du centre, peuvent compromettre la discipline et la solidité du parti. Il s'agit donc de tracer leurs tâches aux organes dirigeants. Qui le fera ? Tout le parti, toute l'organisation, non pas parce qu'ils auraient le "droit" d'être consultés sur le "mandat" à donner aux chefs élus et sur les limites de celui-ci, mais parce que la tradition, la préparation révolutionnaire, la continuité réelle de pensée et d'action de notre mouvement l'exige. Notre conclusion n'a donc pas une signification parlementaire banale, mais un sens dialectique. C'est précisément parce que nous sommes anti-démocratiques que nous pensons qu'une minorité peut avoir des vues correspondant mieux aux intérêts révolutionnaires que celles de la majorité. Certes, cela n'arrive qu'exceptionnellement, et quand ce renversement se produit, il est extrêmement grave : c'est ce qui s'est passé dans la vieille Internationale et il est évidemment souhaitable que cela ne se reproduise pas dans nos rangs ; mais même sans penser à ce cas extrême, il est des situations moins aiguës et critiques dans lesquelles il est utile et même indispensable que des groupes demandent que les directives à donner au centre dirigeant soient bien précisées.

En résumé, il faut étudier la question de la discipline et de l'organisation en tenant compte de la véritable nature historique du parti qui est une organisation exprimant la tendance de toutes les luttes sociales particulières à s'unifier dans un but commun, une organisation à laquelle on adhère volontairement. En résumant ainsi notre thèse, nous croyons être fidèles à la dialectique marxiste : l'action que le parti mène et la tactique qu'il applique, c'est-à-dire la façon dont il agit à l'extérieur, ont une influence sur son organisation et sa vie intérieures. Quiconque prétend, au nom d'une discipline illimitée, disposer du parti pour toute action, toute tactique, toute manœuvre quelles qu'elles soient, c'est-à-dire sans limites définies et connues de tous les militants, compromet fatalement l'organisation.

On ne parviendra réellement au maximum désirable d'unité et de discipline qu'en affrontant le problème sur cette base, et non pas en prétendant qu'il est déjà résolu par une règle banale d'obéissance automatique.

"Histoire de la gauche communiste"

Le lecteur se référera aux numéros 28 et 29 de cette revue pour le début de cette étude qui remonte à la fondation de la Première Internationale (1864).

LE DERNIER CONGRES SOCIALISTE AVANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

Le dernier Congrès de l'avant-guerre se tint à Ancône du 26 au 29 avril 1914. L'attitude nouvelle du Parti et la combativité de son journal l'« Avanti ! » avaient reçu de la part du prolétariat italien l'adhésion la plus enthousiaste, et celui-ci avait réagi à la guerre impérialiste de Lybie par une vigoureuse action de classe. En octobre-novembre 1913, le Parti avait pris part aux élections politiques non pour défendre un programme parlementaire, mais pour faire une vigoureuse agitation socialiste. 53 socialistes furent élus, contre 26 réformistes seulement (1).

A Ancône, c'est Lazzari qui rapporta pour la direction du Parti. Il défendit une fois de plus la position qui était la sienne depuis trente ans : le but des socialistes est l'expropriation économique et politique de la classe dominante ; dans toutes leurs actions, ils doivent battre en brèche « le régime politique qui maintient **l'ordre constitué de la Propriété et du Capital** ». La formule était exacte, mais ne contenait pas la notion ni le programme de la dictature du prolétariat, organe de la transformation sociale. Son rapport fut suivi de celui de Mussolini sur le quotidien l'« **Avanti !** » dont le tirage avait triplé depuis Reggio, le nombre des membres du Parti passant simultanément à 50.000.

Dans le débat qui suivit, on assista à un heurt entre les divers courants de la section napolitaine du Parti qui était un foyer d'opportunisme en dépit de la lutte qu'y menaient les jeunes militants de l'extrême-gauche. La grave situation de cette section est un des points sur lesquels porta l'attention du Congrès. La gauche napolitaine combattait la position de droite selon laquelle, même si dans le reste du pays le seul ennemi à abat-

(1) La scission de Reggio Emilia en 1912 avait réduit le groupe parlementaire socialiste de 33 à 26 députés, sept de ses membres s'étant solidarisés avec les expulsés et étant passés au parti réformiste, dit « Parti du Travail ».

tre était l'Etat central, il fallait appliquer dans le Sud une méthode socialiste « spéciale ». La gauche affirmait que si l'Etat bourgeois de Rome était le principal ennemi à abattre, non seulement la méthode devait être la même partout, mais elle devait être encore plus intransigeante là où les conditions sociales locales semblaient, comme en Italie du Sud, réclamer une nouvelle phase de libéralisme. Les députés du Sud formaient la masse de manœuvre de la bourgeoisie italienne au Parlement et le fait que dans cette région le Parti n'avait pas une position de classe constituait son arme principale pour briser l'énergie des mouvements ouvriers dans les régions plus riches.

Les rapports furent approuvés par acclamations et les passages qui attribuaient les succès du Parti à la méthode révolutionnaire furent adoptés à une grande majorité après les critiques restées presque sans écho de Trèves contre le prétendu **néo-idéalisme** du courant de gauche.

Les réunions de la fraction majoritaire à Ancône furent importantes parce qu'on y vota une résolution d'expulsion des francs-maçons du Parti. La résolution qui se bornait à constater l'**incompatibilité de doctrine** entre franc-maçonnerie et socialisme ne recueillit que 2.296 voix contre 27.378 à la résolution révolutionnaire réclamant l'expulsion ; 2.185 voix se portèrent sur la résolution de « neutralité » et seulement 1.819 sur celle qui concluait à la **comptabilité**. Mussolini fit sur cette question un discours très clair qui mérite d'être rappelé : « Le socialisme est un problème de classe. C'est même le seul, l'unique problème d'une seule et unique classe, le prolétariat. C'est seulement dans ce sens que Marx a pu dire que le socialisme est aussi un problème humain : la classe ouvrière représente toute l'humanité et, par son triomphe, elle abolit les classes. Mais on ne peut confondre notre humanisme avec l'humanisme élastique, creux et illogique de la franc-maçonnerie ». Il souligna de même la différence entre l'anti-cléricalisme de classe propre au Parti et l'anti-cléricalisme rationaliste de la franc-maçonnerie. Ainsi, après de nombreuses années d'intrigues, le Parti se débarrassait enfin de la lèpre franc-maçonne (2).

La seconde décision importante fut de mettre fin aux blocs électoraux dans les élections administratives. La gauche napolitaine prit énergiquement parti pour l'intransigeance dans cette question, rejetant une nouvelle fois l'idée qu'il faille faire une exception pour l'Italie du Sud. Elle condamna également la « question morale » continuellement soulevée par les opportunistes à l'occasion des élections administratives et frauduleusement introduite dans le parti : « Ce serait dénaturer notre propagande que de nous en prendre seulement aux bourgeois malhonnêtes, et faire oublier au prolétariat qu'il est quotidiennement victime d'un vol bien plus grave que ceux qui peuvent se produire dans les administrations locales : l'exploitation de son travail. Quand on soulève la question morale, elle éclipse bien vite toutes les autres et **elle conduit à la solidarité des**

(2) Il faut noter que les purs turatiens avaient toujours condamné la franc-maçonnerie.

honnêtes gens de tous les partis et de toutes les classes... Nous n'avons pas à reconstruire patiemment la société actuelle en pleine décomposition, mais à la démolir entièrement ». Finalement, la résolution en faveur de l'intransigeance absolue l'emporta avec 22.591 voix, celle qui admettait certaines « dérogations » n'en recueillant que 8.584.

Ces deux luttes absorbèrent toute l'énergie du Congrès qui ne put s'occuper des autres points à l'ordre du jour : l'attitude de la Confédération générale du travail et l'antimilitarisme.

Bien que mise en accusation par le Parti aux congrès précédents, la Confédération générale du travail n'en avait pas moins continué, après la guerre de Lybie, à agir indépendamment de ses directives sans que, sous prétexte d'« unité », la direction la rappelle pourtant à l'ordre. La gauche de la fraction intransigeante s'était maintes fois insurgée contre ce fait et il faut citer à ce propos un article de l'« Avanti » d'août 1913 publié sous le titre : « **L'Unité prolétarienne** » qui disait :

« Le vote de Reggio Emilia n'a pas représenté une simple sanction contre quelques hommes, mais la critique d'une méthode encouragée et voulue par tous ceux qui ont donné au prolétariat une âme réformiste et typiquement égoïste... Personne ne nie que les socialistes doivent favoriser le développement du mouvement de **résistance** (des salariés) ni que la force de ce dernier dépende de l'accroissement de ses effectifs. Mais tout en favorisant le développement des organisations économiques, nous ne devons jamais, nous socialistes, les considérer comme des fins en soi, mais comme des moyens de propager et plus tard de **réaliser** le socialisme. Voilà pourquoi notre point de vue ne peut pas coïncider avec celui des dirigeants et des organisateurs du mouvement ouvrier qui, tout comme les syndicalistes, considèrent le syndicat comme un but en soi et qui, ne se **préoccupant que de son développement** et de sa **conservation**, ne sont pas disposés à le compromettre dans des luttes dépassant les objectifs immédiats des différentes catégories ».

En ce qui concerne l'anti-militarisme, personne ne pressentit que quelques mois plus tard il deviendrait d'une tragique actualité. On se contenta de souhaiter que le problème de la guerre et de la patrie soit traité dans un prochain congrès et qu'il lui soit donné une solution marxiste aussi radicale qu'à ceux qui avaient été tranchés à Ancône. La Fédération des Jeunesses vota un ordre du jour qui contenait une condamnation de l'impérialisme, mais abordait mal la question de la défense de la patrie à propos de l'abolition de l'armée permanente. Mais au lieu du Congrès ce fut la guerre qui vint.

VERS LA GUERRE EN EUROPE :

Après le Congrès, le parti se préparait à une épreuve de force sur un terrain purement légal, celui des élections administratives de juin, mais les événements de la lutte de classe allèrent plus vite que la lutte

légale. Le 7 juin 1914, l'Italie "bourgeoise" célébrait la fête annuelle du Statut. Les militants de l'extrême gauche convoquèrent une série de meetings dirigés contre le militarisme et les fameux bataillons disciplinaires que la Fédération des Jeunesses combattait depuis des années. A Ancône, pendant la manifestation, le républicain Nenni et l'anarchiste Enrico Malatesta avaient parlé à la foule sans aucun ménagement pour les institutions. Après les discours, alors que la foule regagnait le centre de la ville, les carabinieri ouvrirent le feu : trois jeunes ouvriers furent tués et de nombreuses personnes blessées. A cette nouvelle, une vague d'indignation se répandit spontanément par toute l'Italie. Avant même que les organisations ouvrières aient pu donner le mot d'ordre de grève, les ouvriers descendirent dans la rue, surtout dans les Marches et en Romagne. Des républiques locales provisoires furent naïvement proclamées, comme à Spello di Perugia. A Turin, à Milan, à Parme, à Naples, à Florence, et dans d'autres grandes villes, la foule se battit sans reculer devant les coups de feu de la police. Ce fut la formidable "semaine rouge".

L' "Avanti !" fut le premier à y participer. En commentant les assassinats périodiques de prolétaires qui ont toujours caractérisé l'Italie démocratique, le journal socialiste avait écrit plusieurs fois : **au prochain assassinat, grève générale nationale !** Mais après la fusillade d'Ancône, le prolétariat n'eut pas besoin de mots d'ordre : il passa à l'action. Les chefs de la Confédération Générale du Travail (qui avait tenu en mai un congrès dont les réformistes étaient sortis vainqueurs) furent bien obligés de proclamer la grève générale nationale : mais le 12 juin, alors que les autorités et la bourgeoisie perdaient la tête, ils leur rendirent un nouveau service en décidant la reprise du travail. Des polémiques violentes au sein du parti suivirent cette trahison : puisqu'il s'agissait d'un mouvement essentiellement politique, seul le parti était habilité à lancer le mot d'ordre de grève et éventuellement de reprise du travail. Cependant les idées n'étaient pas claires dans le parti non plus, ce qui met en évidence la nécessité d'une véritable théorie révolutionnaire. La tradition anarchiste et syndicaliste selon laquelle le syndicat a pour fonction de mener l'action directe violente et le parti, l'action légale, restait vivace. La confusion des mots d'ordre trompa la classe ouvrière italienne qui avait pourtant fait preuve de tant de générosité et de courage.

En même temps que le communiqué de la Confédération syndicale qu'il qualifiait justement de "félonie", Mussolini publia sous le titre "**Trêve d'armes**" un article qui provoqua un immense enthousiasme. Il y formula justement une thèse capitale du marxisme : la révolution prolétarienne a pour tâche l'attaque, et non pas la défense, et c'est une trahison que de maquiller l'offensive de classe en défense de "conquêtes historiques" dépourvues de réalité, puisque le prolétariat est, comme Marx l'indique, la classe qui n'a encore rien conquis et donc tout est à conquérir en détruisant non seulement toutes les institutions existantes,

mais sa propre nature de classe et la servitude à laquelle il est réduit. Analysant le mouvement de la "semaine rouge", il en soulignait le caractère offensif, l'ampleur et l'intensité ; les campagnes comme les villes, les ouvriers industriels qualifiés comme les paysans et les salariés agricoles y avaient pris part avec la même combativité, faisant le coup de feu avec la police, pillant les magasins d'armes, allumant même des incendies, criant partout : au Quirinal ! au Quirinal ! Il reprochait à la Confédération générale du Travail d'avoir décidé arbitrairement et à l'insu de la direction du parti la cessation de la grève au bout des quarante-huit heures sacramentelles et condamnait l'attitude des cheminots qui n'avaient pas fait grève (leur syndicat était autonome et faisait le jeu de la droite confédérale) ce qui aurait pourtant permis d'empêcher les déplacements des forces de l'ordre. L'article se terminait par une attaque contre la gauche bourgeoise "ennemie de demain" et un engagement à profiter de la "trêve d'armes" avec la bourgeoisie pour le travail de préparation révolutionnaire du prolétariat. Même si personnellement Mussolini trahit cet engagement, cinq mois plus tard, il était bon que le journal du parti ait publiquement annoncé que la lutte armée entre le prolétariat et la bourgeoisie n'était pas terminée, mais seulement suspendue.

Dans les élections administratives qui eurent lieu après la "semaine rouge", le parti ne perdit pas de voix, bien qu'il ait énergiquement repoussé toute alliance avec les partis de la gauche populaire. A Milan, par exemple, le révolutionnaire Mussolini ne fut battu que par 353 voix, recueillant 34.523 votes contre 34.876 au candidat qui l'emporta. Une telle "défaite" était en réalité une victoire pour le Parti, et pour la méthode intransigeante, ce qui ne retire rien à la justesse de la position de la gauche communiste qui plus tard devait préconiser l'abstention du parti dans la lutte électorale, contre l'avis de Lénine lui-même. Au plus fort des luttes électorales de 1914, les nuages s'amoncelaient sur l'Europe et la guerre qui en sortit aurait pu mettre à l'ordre du jour la lutte armée du prolétariat à la place de cette lutte légale. L'occasion a malheureusement été manquée, et le nœud qui serrait la classe ouvrière mondiale à la gorge s'est serré davantage encore. L'exemple de la bourgeoisie, de ses insurrections et de ses guerres, ne nous avait rien appris.

LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

Les dix premières années du XX^e siècle avaient été marquées par des événements qui annonçaient la fin de la stabilité des décennies précédentes, tels les conflits impérialistes pour l'expansion en Méditerranée occidentale momentanément dénoués à la conférence d'Algésiras, les rivalités entre la Grande-Bretagne et la Russie au Moyen-Orient et en Asie et la sanglante guerre russo-japonaise de 1905 qui devait provoquer la première révolution russe. En attaquant la Turquie en 1911, l'Italie avait rompu l'équilibre balkanique péniblement institué par le congrès de Berlin après la guerre russo-turque de 1878. Aussi l'année 1912 fut-elle marquée par deux guerres balkaniques. La première opposa

à la Turquie féodale les Etats qui étaient ses vassaux ; la seconde, visant à arracher à la Bulgarie la part du lion qu'elle s'était taillée, dressa les vainqueurs de la Turquie les uns contre les autres.

Tous ces conflits tenaient dangereusement en alerte les Grandes Puissances, la Triple Alliance, l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie s'opposant à l'alliance franco-russe. Même au sein de ces alliances, les oppositions d'intérêts étaient très complexes, l'enjeu étant la conquête des marchés et le partage des sphères d'influence dans les colonies où l'Angleterre et la France prédominaient. L'Angleterre était toujours restée ostensiblement à l'écart des alliances continentales dans son fameux "splendide isolement", mais en 1904, après la liquidation de vieux conflits coloniaux et particulièrement africains, elle se lia à la France par l'Entente Cordiale. Bien qu'engagée dans la Triple Alliance avec les Empires centraux, l'Italie manifeste bien vite d'étranges sympathies pour cette Entente, les partis populaires et la franc-maçonnerie ayant une prédilection marquée pour la brillante politique extérieure que la grande presse présentait au public comme un simple "tour de valse" tel qu'en font même les dames qui n'en sont pas encore à tromper leur mari.

La menace de guerre générale était évidente pour tous et en particulier pour les socialistes des différents pays. En novembre 1912, à l'occasion des guerres balkaniques qui tenaient la Russie et l'Autriche sur un pied de guerre permanent, le Congrès international de Bâle lança un manifeste mémorable contre la guerre. Etant donnés les principes établis à Stuttgart en 1908, il n'avait pas besoin de formuler "l'interdiction aux socialistes d'appuyer la guerre nationale", mais il invitait la classe ouvrière et les sections de l'Internationale à faire tous leurs efforts pour empêcher l'éclatement du conflit et, au cas où il éclaterait quand même, à agir de façon à le faire cesser, "mettant à profit la crise économique et politique provoquée par la guerre pour agiter les plus larges couches populaires et **précipiter la chute de la domination capitaliste**". La formulation théorique aurait pu être meilleure, mais la notion de la prise du pouvoir apparaît ici très clairement : on ne peut abattre le capitalisme sans renverser la domination politique de la bourgeoisie. C'est déjà vrai en temps de paix et non seulement cela le reste en temps de guerre, mais c'est la guerre qui constitue la condition la plus favorable pour atteindre ce but révolutionnaire. Comme Lénine le souligna en 1915, le Manifeste de Bâle donnait deux preuves historiques de cette affirmation : les insurrections prolétariennes de la Commune de Paris en 1871 et de la révolution russe de 1905 à la suite des défaites militaires de l'Etat national (notion historique de **défaitisme** prolétarien). Notons que jamais dans les Congrès de la Seconde Internationale la formule insidieuse selon laquelle l'action des partis socialistes devait être simultanée dans tous les pays en guerre n'était parvenue à prévaloir. C'était celle de la droite, et Lénine l'avait définitivement condamnée comme révisionniste et opportuniste.

En ce qui concerne le parti socialiste italien, il n'était jamais parvenu

à une formulation complète de la tactique du parti en cas de guerre, et surtout de guerre générale, en dépit de la longue lutte du courant révolutionnaire contre la droite. L'agitation anti-militariste avait surtout été le fait des anarchistes et des syndicalistes soréliens qui prenaient d'ailleurs des positions faussement extrémistes en la matière, tel le refus personnel d'obéissance, l'objection de conscience, etc... Le travail des Jeunesses socialistes n'avait pas été parfait, lui non plus, bien qu'elles aient su se distinguer des libertaires et combattre le réformisme quand il dominait encore le parti.

Le drame européen fut déclenché par les coups de revolver que le jeune Prinzip tira le 28 juin 1914, contre l'archiduc François-Ferdinand, héritier de l'Empire auto-hongrois, à Sarajevo, capitale de la Bosnie, province slave sous domination austro-hongroise. Le gouvernement de Vienne attribua l'attentat à une conspiration serbe favorisée par le gouvernement de Belgrade et la dynastie anti-autrichienne des Karageorgevitch. Après des semaines agitées, il soumit (23 juillet) à la Serbie un ultimatum qui lui imposait des conditions très dures. Certaines d'entre elles furent repoussées dans la réponse serbe et en dépit de tentatives d'arbitrage, la situation devint très grave. Ce fut le tsar Nicolas de Russie qui mit fin aux hésitations en ordonnant la mobilisation générale le 30 juillet, pour soutenir la Serbie menacée d'invasion. Le Kaiser suivit son exemple le lendemain et déclara la guerre à la Russie le 1^{er} août. Le même jour, l'Autriche-Hongrie mobilisa à son tour et l'avant-garde de son armée franchit le Danube. Partout, les troupes obéissaient, les réservistes se présentaient dans les casernes, partaient au front et combattaient. L'Europe était glacée d'effroi. Le 3 août, l'Allemagne déclarait la guerre à la France et ordonnait à la Belgique de laisser passer ses troupes. La Belgique mobilisa pour se défendre. Le 4 août est une date historique : la Grande-Bretagne déclara la guerre sous le prétexte que le traité de neutralité protégeant la « petite Belgique » avait été violé. Dans les démarches hypocrites qu'elle faisait encore pour la paix quelques heures auparavant, l'Angleterre avait déclaré à la fois publiquement et sous le sceau du secret diplomatique, qu'elle n'interviendrait pas : si elle avait ouvertement annoncé le contraire, peut-être les autres auraient-ils hésité à faire les premiers pas. Ce moment de l'Histoire nous enseigne qu'il n'est pas besoin de provocateurs pour que les guerres éclatent ; mais si on veut en trouver, c'est parmi les « pacifistes » qu'il faut chercher. Cela s'est vérifié en 1939 comme en 1914, et cela reste valable aujourd'hui.

Le 4 août restera une date mémorable non seulement parce que l'Angleterre déclara inopinément la guerre à l'Allemagne, mais parce que presque partout les socialistes atteignirent des sommets d'infamie. A Vienne, à Berlin, à Paris, à Londres, c'est-à-dire des deux côtés de l'abîme qui s'était creusé sans que les bourgeois eux-mêmes y croient encore, les partis socialistes justifièrent unanimement les déclarations de guerre des gouvernements et votèrent les crédits militaires. Les gouvernements capitalistes eurent ainsi les mains plus libres, en dépit de la

fameuse « tribune élargie de la démocratie », qu'aucun de ces vieux gouvernements absolutistes dans lequel le roi avait le droit de déclarer la guerre sans le consentement ni l'approbation de personne. Les socialistes parlementaires firent pis encore : ils entrèrent dans les gouvernements qui prenaient le nom ignoble d'« union sacrée », tels Vandervelde, secrétaire belge de l'Internationale et les socialistes français, indifférents à l'assassinat de Jaurès, le seul qui mourut assez tôt (31 juillet) pour mourir dignement.

Les exceptions furent rares, mais glorieuses. Parmi les divers groupes de la Douma, la gauche du parti social-démocrate russe (les bolchéviks) prit une attitude courageuse, se livrant à l'agitation contre la guerre dans tout le pays : elle fut envoyée en Sibérie. Seule la pire fraction des droites (menchéviks), des socialistes-révolutionnaires et des populistes, vota les crédits de guerre, tandis que des groupes intermédiaires, sans se compromettre à ce point, adoptaient une attitude ambiguë. En Angleterre, le puissant Labour Party appuya totalement la politique de guerre. Le Parti Socialiste Britannique se comporta mieux, tandis que le Parti Indépendant du Travail (Mac Donald) s'opposait courageusement à la guerre. Les Serbes donnèrent par contre un exemple d'internationalisme conséquent. Dans aucun pays l'argument de la défense nationale n'aurait pu sembler plus justifié, et pourtant l'unique député socialiste Laptchevitch, refusa de voter les crédits de guerre le 1^{er} août. Le parti socialiste bulgare se tint de même dans l'opposition.

En Italie, où la mobilisation n'avait pas eu lieu, tous les partis et les groupes parlementaires s'opposèrent à l'entrée en guerre que réclamaient les diplomates austro-allemands. Le 2 août, le gouvernement Salandra annonça que le **casus foederis** de la Triple alliance n'existant pas, l'Italie resterait neutre. Ni les catholiques, ni les partisans de Giolitti ne firent d'opposition ; mais le jeune mouvement nationaliste qui tout au début était favorable à l'intervention aux côtés des Empires centraux, réclama peu après l'entrée en guerre contre eux. Cela prouve que pour le grand capital industriel qui le finançait, ce qui comptait, était de faire la guerre à tout prix, le camp dans lequel on la ferait étant sans importance.

A peine la menace de guerre s'était-elle dessinée à la fin de juillet, la droite et la gauche du parti socialiste italien se dressèrent comme un seul homme contre le conflit. Pour les révolutionnaires, l'opposition à toute guerre n'était pas discutable ; mais la guerre en Italie aurait été si particulièrement odieuse que même les réformistes et socialistes « modérés » donnèrent une réponse radicale au problème qui ne tarda pas à se poser : **comment empêcher la guerre, si par fidélité à ses engagements le gouvernement la déclare et mobilise pour attaquer la France dans les Alpes ?** Les droites elles-mêmes répondirent : en donnant le mot d'ordre d'insurrection armée ! Turati qui avait théorisé mille fois l'action prolétarienne pacifique, déclara qu'il serait le premier à prendre un fusil et à descendre dans la rue, quoique déjà âgé, pour inviter les citoyens et les soldats mobilisés à la désobéissance et à l'insurrection. Il était incontestablement sin-

cère, mais on s'aperçut vite que rien de tout cela ne serait nécessaire. Les droites d'alors avaient, tout comme celles d'aujourd'hui, pour devise qu'à chaque situation **concrète** il fallait une solution **concrète** ; jamais le parti ne devait, selon eux, se poser ce problème inutilement **abstrait** : si la situation était autre, quelle serait la réponse ?

De telles questions mettent les grands chefs politiques très mal à leur aise (pourquoi se donner le mal d'imaginer un déplacement de toutes les forces en jeu et une transformatoir des amis d'aujourd'hui en ennemis ?). Elles sont donc dédaigneusement repoussées comme une manifestation de **doctrinarisme**. A cette époque, il leur semblait qu'il n'y avait aucun sens de dire : « Si nous savons que faire dans le cas d'une guerre contre la France, nous devons également savoir que faire dans le cas d'une guerre contre l'Autriche. Ceux qui pensent comme nous que les deux cas se valent ont le droit de donner une réponse unique ; mais ceux qui voient entre les deux d'énormes différences **pratiques** ont le devoir de préparer **deux réponses** s'ils ne veulent pas tromper leur parti et leur classe ». C'est ainsi pourtant que s'est toujours posée et se posera toujours la fameuse « question de tactique ». Or, c'est ainsi que l'extrême-gauche du Parti posait déjà la question.

En fait, entre août 1914 et mai 1915, la situation changea du tout au tout, et si au début on avait discuté la question de la guerre contre la France, on en vint à discuter celle de la guerre contre l'Autriche. Ceux qui avaient posé dès le début le problème tactique en tant que tel n'avaient donc pas pêché par doctrinarisme, mais simplement fait preuve d'une meilleure vision historique des faits pratiques. D'ailleurs, si être doctrinaire signifie comprendre les faits non seulement au moment où ils se produisent ou après coup, mais avant, vivent les doctrinaires !

Le 26 juillet, Mussolini avait remplacé le mot d'ordre : **A bas la guerre ! par celui de : Si vous mobilisez, nous recourrons à la force !** Le 29 juillet, après un vote de l'avant-veille auquel participait le groupe parlementaire, la Direction avait lancé un manifeste aux travailleurs qui, faisant allusion à la récente grève générale, invitait le prolétariat italien à se préparer à de nouvelles épreuves de force. En réalité, si le traité d'alliance avec les Empires centraux avait joué, Mussolini, Turati et les socialistes en général n'auraient pas été les seuls à prendre la tête de la rébellion. D'autres chefs politique en auraient fait tout autant. Les premiers à révéler leurs intentions furent ceux du parti réformiste né de la scission de 1912, mais un échange de lettres du 2 août entre Bissoleti et Bonomi montra que s'ils avaient exigé alors la neutralité, ils visaient en réalité à la guerre contre l'Autriche. D'autres groupes et partis dont nous reparlerons se plaçaient sur le même terrain : des républicains, des radicaux, des francs-maçons, de nombreux transfuges du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarchisme, mais aussi, dans un beau pêle-mêle, des nationalistes exaltés, des fascistes avant la lettre. Il était évident que si de semblables erreurs n'étaient pas dissipées, la fermeté du Parti

socialiste dans la lutte contre la guerre pouvait être compromise : il fallait donc discuter ouvertement deux perspectives opposées, et ceci d'autant plus que le danger d'une guerre aux côtés de l'Autriche avait disparu dès les premiers jours d'août.

L'EXTREME-GAUCHE ET LA GUERRE

Ce souci d'aborder la question de la guerre dans le fond, et non point de façon contingente, s'exprime nettement dans un article dû à l'extrême-gauche du parti et écrit dix jours après l'éclatement de la conflagration générale : "**A notre poste !**", que Mussolini, directeur de l'« Avanti » publia avec un chapeau qui soutenait des position tout à fait opposées, tout en se déclarant d'accord avec son contenu. Nous citerons ici cet article, premier d'une série qui sera publiée entre août 1914 et mai 1915, parce qu'il témoigne de l'existence d'une extrême-gauche dans le Parti socialiste italien qui, sans connaître alors Lénine, prit immédiatement une position analogue à la sienne sur les causes de la guerre et la condamnation de tout défensisme.

*
**

A Notre poste !

« Puisque nous, socialistes italiens, nous nous sommes trouvés, à l'éclatement de la guerre européenne dans la situation plus ou moins transitoire de spectateurs, l'appréciation que nous pouvons donner des événements, même au travers des nouvelles tronquées et tendancieuses que nous en avons, doit sans aucun doute nous guider dans l'action d'aujourd'hui et de demain même si la discussion sur ce qui s'est passé dans les autres pays a actuellement un certain air d'académisme.

Dans l'aspiration commune à une neutralité de l'Italie certains courants dangereux se sont développés dans notre mouvement qu'ils pourraient compromettre. De nombreux camarades expriment et répandent un sentiment de vive sympathie pour la Triple Entente et non seulement **justifient**, mais **exaltent** l'attitude des socialistes français, allant jusqu'à prétendre que les socialistes italiens devraient voler au secours de la France. De là à soutenir que l'Italie ne doit pas sortir de la neutralité en faveur de l'Autriche et de l'Allemagne, mais qu'elle pourrait le faire en faveur de la France, il n'y a qu'un pas. Une telle attitude ne répond pas au principe socialiste en théorie, et en pratique, elle fait le jeu du gouvernement et de la bourgeoisie italienne qui brûle d'intervenir dans le conflit. Voyons-en les raisons.

On dit que face à des événements aussi gigantesques que ceux auxquels nous assistons et qui renversent de façon imprévue toutes les valeurs politiques et sociales, il faut sortir des schémas et se débarrasser des "formules" pour s'inspirer d'un critère réel dans le choix d'une position. Rélégant dans l'arrière-boutique des affirmations platoniques l'antimilitarisme et l'internationalisme socialistes... il faudrait se rendre compte

qu'en cette heure historique, ce sont les conquêtes sociales représentées par la liberté et la démocratie qui sont en jeu. On les croyait à tout jamais affermies, mais elles seraient menacées par la victoire du militarisme austro-allemand qui voudrait, paraît-il, répéter l'époque historique des invasions barbares, attaquant brutalement les nations les plus libérales, les plus civilisées, les plus pacifiques.

Dans cette conception, on ne devrait repenser au socialisme qu'après le cataclysme ; pour le moment, il faudrait défendre la cause de la civilisation, en s'opposant à la dévastation de la France et de ses alliés par les "Teutons".

Penser ainsi, nous dit-on, cela signifie sortir courageusement des "formules". Mais ces formules étaient bonnes **en temps de paix** pour les déclamations de meetings et comme condiment des exhibitions électorales ; et personne n'avertissait les naïfs auditeurs qu'on s'en serait débarassé au moment critique. Alors les "schémas" étaient des convictions inébranlables, des idéaux auxquels on aurait sacrifié même la vie, des reconstructions fidèles de la réalité sociale inspirées par une foi qui ne se serait jamais démentie. Pour la vérité, pour la sincérité, pour l'honnêteté du socialisme, ceux qui le considéraient comme un schéma vide, un ensemble de formules inutiles n'auraient pas dû attendre la sinistre épreuve actuelle pour le jeter au feu.

Sans fermer les yeux sur ce qui se passe pour cultiver des illusions obstinées dans la solitude de notre conscience, nous, socialistes, nous pouvons et nous devons **soutenir que le socialisme n'est pas mort** et que nous continuerons à agir dans la situation actuelle en nous inspirant des directives que nous avons toujours suivies.

Ceux qui croient sortir de **nos** vieilles formules ne voient pas qu'ils ne font que retomber dans des formules étrangères et accepter des directives qu'ils ont toujours considérées comme fausses. Dans les grandes crises historiques, il arrive que les partis reculent et s'appuient sur des principes moins avancés... C'est l'indice de l'immaturation des partis de l'avenir. Peut-être le socialisme manque-t-il encore de maturité et ses forces retournent-elles en arrière, pour défendre les principes démocratiques et nationaux que nous avons théoriquement dépassés ? C'est possible. Mais en Italie, on peut encore aujourd'hui **agir en socialistes**... Nous avons encore une bataille à livrer, et il ne faut pas la compromettre, il ne faut pas la salir. Le parti socialiste peut **peut-être** éviter que le massacre s'étende aux travailleurs italiens, que **plusieurs centaines de milliers** d'êtres humains viennent grossir le nombre des massacreurs et des sacrés pour des intérêts qui ne sont pas les leurs. Nous sommes donc toujours sur le solide terrain du socialisme qui ne cède pas encore sous nos pieds.

C'est donc une erreur de nous arrêter au sentimentalisme francophile qui ne correspond nullement aux dernières exigences du moment, mais

constitue le vieux bagage scolastique de la démocratie italienne. Conser-
vons notre plate-forme. Si le nationalisme se renie lui-même au point de
faire des œillades à l'Autriche, si les démocrates deviennent lâches au
point de commander au peuple de se taire et de suivre aveuglément le
gouvernement, ce n'est pas une raison pour que nous oublions le socialisme
et que nous allions remplir les vides laissés par les patriotes et les démoc-
rates professionnels.

**Nous devons donc et nous pouvons rester à notre poste, contre toute
les guerres, et pour la défense du prolétariat qui a tout à y perdre, rien
à y gagner, rien à conserver.**

...Pour échapper aux conséquences concrètes des affirmations abs-
traites, on a toujours eu recours aux **distinctions**. C'est ainsi qu'aujour-
d'hui, on nous sert la distinction entre guerre offensive et guerre défensive,
entre l'invasion de la patrie d'autrui et la protection du territoire national.
Les anti-patriotes d'hier s'écrivent des lettres qui réduisent à néant dix
ouvrages, mille discours, mille articles (3) avant de courir aux remparts.
La politique socialiste serait donc, elle aussi, le culte des beaux gestes
plutôt que des véritables sacrifices ? La France a été attaquée et se défend
contre le danger allemand, nous dit-on. Mais avez-vous lu les déclara-
tions du député allemand Haase au Reichstag ? L'Allemagne se défend
contre le danger russe. **Toutes** les patries sont en danger du moment
qu'elles se ruent les unes sur les autres. En réalité, voilà ce qui se passe :
dans tous les pays la classe dominante réussit à faire croire au prolétariat
qu'elle est animée de sentiments pacifiques, qu'elle a été **entraînée** dans
la guerre pour défendre la patrie et ses intérêts suprêmes ; en réalité, la
bourgeoisie de tous les pays est également responsable de l'éclatement
du conflit, ou mieux, c'est le régime capitaliste qui en est responsable
du fait de son besoin d'expansion qui a engendré la course aux arme-
ments et la paix armée auxquelles succède aujourd'hui la crise que nous
vivons.

La thèse selon laquelle c'est le militarisme austro-allemand qui a
voulu et préparé la guerre est purement formelle et scolastique. Il est
tout à fait superficiel de rattacher le caractère militariste des deux empi-
res à des traditions de l'époque féodale. Les grands armements de l'Alle-
magne correspondent au développement de son industrie et aux très
modernes exigences de son commerce. Arrivée aux premiers rangs dans
le monde capitaliste grâce à la qualité et l'intensité de sa production,
l'Allemagne moderne qui a réalisé son unité nationale **longtemps après**
ses rivales n'a pu, comme l'Angleterre et la France, se tailler un vaste
empire colonial. C'est donc par nécessité qu'elle s'est lancée dans une
préparation militaire susceptible de lui assurer une bonne position dans
le monde. Ecrasée au siècle précédent par la domination napoléonienne
justement parce que le militarisme moderne de la France démocratique
était beaucoup plus fort que toutes les armées d'ancien régime de tous

(3) Allusion à l'échange de lettres entre Bonomi et Bissolati plus haut évoqué.

les barons allemands réunis, l'Allemagne bourgeoise s'est redressée en se débarrassant des survivances médiévales de l'impérialisme autrichien et en se lançant dans les voies de l'impérialisme capitaliste et on pourrait même dire : démocratique. En 1866, le patriotisme italien ne dépeignait pas le militarisme allemand sous des couleurs si sombres et il ne traitait pas de descendants d'Attila ceux qui épargnèrent à l'Italie les conséquences des défaites de Lissa et Custoza !

Les Etats modernes tendent au militarisme non seulement afin de se disputer l'hégémonie commerciale, mais aussi pour des raisons de politique intérieure qui sont en contraste direct avec les intérêts de la classe ouvrière et ses aspirations au socialisme. Que ce soit l'une ou l'autre des bourgeoisies nationales qui exerce la suprématie est une chose qui n'intéresse guère le prolétariat qui traverse toujours plus fréquemment les frontières nationales selon les exigences du marché du travail.

Qu'on ne nous accuse donc pas de dogmatisme si, face au grand drame européen, nous remontons aux conflits intérieurs et de classe et si nous ne croyons pas que la guerre soit l'effet d'un caprice de François-Joseph ou des goûts de Guillaume II.

L'Autriche bourgeoise marchait à grands pas vers une décomposition due non seulement à l'action du prolétariat, mais également et peut-être davantage encore aux haines nationales qui la déchiraient. C'est pour des raisons de conservation politique qu'elle a attaqué la Serbie : il est stupide de penser qu'un Etat accepte sa propre dissolution sans se servir des forces armées dont il dispose. Or, l'Autriche pouvait espérer qu'une guerre, en exaltant le sentiment national, ferait passer au second plan les luttes intestines et lui rendrait une certaine cohésion. Cela a déchaîné l'incendie sur l'Europe. Etant donné le système des alliances en vigueur, l'Allemagne devait entrer en lutte contre les trois colosses qui l'encerclaient. Quelle importance cela a-t-il de discuter et d'établir qui a lancé la première pierre ? Il est vrai que l'on fait remonter la responsabilité du système d'alliances à Bismarck. Nous ne croyons déjà pas à l'influence des vivants sur les événements, à plus forte raison nions-nous celle des morts.

Pour appuyer la thèse de l'agression allemande, on met en avant la violation de la neutralité du Luxembourg et de la Belgique et du même coup du droit international. Naïveté ou ironie ? Que peut bien valoir un droit qu'aucune autorité ne peut garantir dans le déchaînement sauvage d'une guerre sans précédent ? L'état-major français aurait-il eu scrupule à violer la neutralité suisse si cela avait répondu à ses plans ?

Quelle comédie jouent les gouvernements ! Après avoir préparé la guerre par la course aux armements, l'excitation des rivalités nationales, les tromperies diplomatiques réciproques, l'espionnage et la corruption, ils affectent aujourd'hui la candeur et demandent au prolétariat de courir **aux armes parce que d'autres ont violé le « droit des gens »** et les ont traitreusement attaqués.

On recourt également à l'autre argument fameux de la **démocratie en danger**. On déclare que la victoire allemande serait un « retour à la barbarie » parce que la civilisation moderne est née en France. Il est facile de démontrer que cette thèse est vide et spécifiquement anti-socialiste. Nous n'admettons pas la notion de civilisation au sens d'un rayonnement **progressif d'idées, de conceptions et de tendances** : nous la laissons aux anticléricaux dans la fleur de leur innocence. Dans le développement historique, nous voyons une succession de dominations de classe due à une succession des formes sociales, qui prend la forme non d'évolution pacifique mais de crises successives. Les saturnales militaires auxquelles l'Europe se livre aujourd'hui ne sont-elles pas une de ces grandes crises ? Il ne dépend pas de la victoire des uns ou des autres qu'il en sorte la « civilisation » ou la « barbarie » : cela dépend exclusivement des conséquences de la crise pour les rapports des classes sociales entre elles et pour l'économie mondiale. D'ailleurs, la civilisation germanique n'a rien à envier à la civilisation française. Il faut vraiment « sortir de ces formules » empruntées à l'interprétation la plus vulgaire des faits. L'industrie, le commerce et la culture de l'Allemagne interdisent des parallèles aussi stupides avec les hordes barbares. Le militarisme n'est pas une survivance d'autres époques, mais un phénomène très moderne, comme nous avons essayé de le démontrer. Si nous allons vers la barbarie militaire, c'est que les contradictions intimes de la civilisation bourgeoise et démocratique ont préparé cette solution qui nous apparaît faussement comme une marche en arrière de l'histoire. D'ailleurs la France démocratique n'est-elle pas l'alliée de la Russie tsariste ?

En conclusion, les principes théoriques du socialisme ne nous entraînent nullement en dehors de la réalité... La guerre contre l'Autriche est dans l'air : la bourgeoisie italienne la désire et l'encourage, elle voudrait prendre les armes, c'est-à-dire les faire prendre aux prolétaires, aux côtés de la Triple Entente. Cette tendance mûrit dans l'ombre. Si le gouvernement veut faire la guerre aux Allemands, elle se manifestera au grand jour... Ne faisons-nous pas le jeu de Salandra en criant « Vive la France ! » pour conjurer la guerre contre elle ? Le gouvernement pourrait se sentir les mains libres, inventer une provocation allemande, brandir le drapeau de la « patrie en danger » et nous entraîner à la guerre sur la frontière orientale. Demain, l'état de siège étant instauré, nous verrons répandre par le monde cet autre mensonge officiel qu'en Italie non plus, il n'y a plus de partis, mais unanimité nationale.

A notre poste donc, pour le socialisme ! »

*
**

L'Avanti se déclara « pleinement d'accord », comme nous l'avons vu, avec cet article qui posait à la fois la question de principe (quelles sont les tâches des socialistes ?) et la question historique (que va faire la bourgeoisie ?), soumettait à l'impitoyable critique marxiste les prétextes de

la guerre (distinction arbitraire entre guerre offensive et défensive - théorie du « militarisme féodal » des empires centraux) mais jetait en même temps un cri d'alarme « pratique » contre la psychose anti-autrichienne qui gagnait déjà. En réalité, il faisait des « restrictions » qui étaient une condamnation pure et simple de la position d'extrême-gauche exprimée. Il faut, affirmait Mussolini, distinguer entre le socialisme logique qui, de certaines prémisses théoriques tire certaines conséquences pratiques et le socialisme **historique** qui, lui, ne reste « pas étranger aux influences ambiantes » et dans lequel « la logique ne résiste pas toujours à la passion ». Or, si aux yeux du « socialisme logique », l'attitude des socialistes français était condamnable, à ceux du « socialisme historique », elle cessait de l'être : « il faut comprendre avant de condamner ». Son « socialisme historique » n'était donc rien d'autre que le « socialisme » des transfuges de l'internationalisme prolétarien, de ceux auxquels la « passion » chauvine déchaînée par la bourgeoisie avait fait oublier tous les principes défendus en temps de paix. La palinodie n'avait qu'un seul but : montrer qu'il était « logique » d'affirmer que la position socialiste resterait la même que la guerre soit faite contre la France ou contre l'Autriche, mais qu'« historiquement » la première était tout autre chose que la seconde !

La désertion de Mussolini et sa collusion future avec les « socialistes » français d'Union sacrée est déjà lisible dans cette conclusion de son « chapeau » à l'article de la gauche : « L'auteur de l'article voudra bien admettre qu'entre le régime des Junker et celui de la démocratie française, la différence n'est pas précisément négligeable. Par ailleurs, il est hors de doute que la guerre déclenchée par l'Allemagne est une guerre agressive ». C'est précisément ce que très peu de socialistes en Europe avaient eu la lucidité et le courage de nier, et l'extrême-gauche du parti socialiste en était.

(A suivre)

Enseignements de la scission de Tours

Dans notre numéro 28, analysant l'ouvrage d'A. Kriegel sur le Congrès de Tours, nous avons montré que l'auteur restait prisonnière de la superstition qui veut que le P.C.F. actuel et le mouvement international, patronné par Moscou, soient les héritiers légitimes de Lénine et de la III^e Internationale. Nous avons montré que l'« Ecole Cachin » ne représentait nullement le courant prolétarien et révolutionnaire du mouvement ouvrier français, mais la fraction la plus opportuniste de la social-démocratie, celle qui s'était rapprochée de la III^e Internationale avec des arrière-pensées inavouables et à qui seule la dégénérescence de cette dernière permit de triompher dans le P.C.F. Nous nous étions engagés à le démontrer à l'aide des matériaux rassemblés par A. Kriegel elle-même. C'est ce que nous allons faire maintenant.

AUJOURD'HUI ET HIER

Si aujourd'hui le parti de feu Thorez n'a plus avec la S.F.I.O. aucune des divergences qui opposaient en 1920 partisans et adversaires de la III^{me} Internationale, ce n'est certes pas parce que les communistes ont ravi aux réformistes l'influence qu'ils exerçaient sur la classe ouvrière, mais bien parce que le réformisme est devenu maître du parti communiste. Aux yeux des « intellectuels de gauche », ce dénouement est heureux, puisque le farouche communisme des bolchéviks s'est ainsi mué en bon et rassurant **démocratisme**. Aux yeux des communistes internationalistes que nous sommes, il résulte de la défaite et de la trahison qui ont réduit le prolétariat français et international à une impuissance durable dans la précaire « prospérité » d'aujourd'hui.

Le **Congrès de Tours** n'a pas été seulement une bataille qui devait décider de l'avenir de la section française du mouvement communiste international. C'est en raccourci tout le drame de l'Internationale Communiste, c'est-à-dire la projection dans l'impasse de la situation française de toutes les contradictions du mouvement né de la révolution d'octobre, la révélation de la faiblesse du courant révolutionnaire en Occident et du vertige d'une génération politique brutalement placée à un tournant historique décisif. Le rapport de forces entre courant révolutionnaire et courant réformiste qui se dessine dans les débats du Congrès de 1920 contenait déjà la menace d'une défaite de classe. Mais c'est la rapide dégénérescence de l'Internationale qui a transformé cette défaite en déroute. Non seulement la « bataille de Russie » a été perdue, mais elle l'a été en abandonnant armes et bagages à l'ennemi, c'est-à-dire tous les principes et le programme initiaux du mouvement.

AU CONGRES DE TOURS : SEMBAT ET LE SPECTRE DE LA COMMUNE

Avant même que le Congrès ait commencé, la partie était déjà jouée : il était certain que la majorité se prononcerait pour l'adhésion à la III^{me} Internationale. La ligne de rupture devant obligatoirement passer par le centre de

la vieille S.F.I.O., la seule question du Congrès était la suivante : qui rentrerait dans l'Internationale communiste ? Qui resterait dehors ? Pour beaucoup, dominés par la préoccupation phillistine du « nombre », la question devenait : le nouveau parti sera-t-il un « parti de masses » ou une « secte » ?

En fait, l'abîme séparant le vieux « socialisme français » du marxisme révolutionnaire restauré par Moscou n'apparaît pas seulement dans les discours des adversaires de l'I.C., mais aussi dans ceux de ses partisans. Ces derniers se cantonnent, en effet, dans les limites que les Paul Faure et les Longuet ont données aux débats sur la tactique des communistes au Parlement, la défense nationale, la question syndicale, les statuts et l'organisation du partis etc... et qui sont celles des conséquences pratiques de positions de l'I.C. qu'ils jugent pour leur part désastreuses, ce que Frossard et Cachin par exemple n'ont. Le débat ne s'élève à la hauteur des principes et ne pose franchement la question cruciale : **réforme ou révolution** ? que dans les discours des représentants de la droite, c'est-à-dire de Sembat et de Blum.

La position de Sembat est ouvertement défaitiste. Il existe dans le vieux parti socialiste « un grand courant d'enthousiasme » en faveur de l'adhésion à l'I.C. ? Oui, mais « le sentiment d'enthousiasme n'est pas toujours une garantie de réflexion ». Contre l'adhésion à l'I.C., son principal argument est que « la bourgeoisie française et ses dirigeants ne voient désormais... qu'un seul espoir : **c'est de faire éclater avec le prolétariat un conflit violent** (souligné par nous)... La bourgeoisie en général, le capitalisme en général, mais plus spécialement la bourgeoisie française se sent perdue parce qu'elle est prise à la gorge en ce moment par une crise financière et industrielle dont vous commencez, vous, à mesurer la profondeur, mais dont elle-même voit **beaucoup mieux que vous la gravité terrible** (souligné par nous) ». Sembat ne cache pas ses sentiments : « J'ai peur, j'ai atrocement peur... La bourgeoisie française veut un Versailles sans la Commune, une repression sanglante qui lui livrera pour dix ou quinze ans un prolétariat assoupli, maté, assagi, adouci ».

Placé devant cette perspective réelle du **choc violent des classes**, le « socialiste de gouvernement » qu'est Sembat formule tout naturellement la théorie qui est la quintessence même de la vision réformiste : la « théorie de la provocation ». Du fait qu'il ne reconnaît pas les buts révolutionnaires du prolétariat, le réformisme ne peut pas admettre que la lutte de classe puisse être offensive : sans buts définis, qu'est-ce qu'une offensive, sinon une aventure ? Faute d'admettre que le but est de prendre révolutionnairement le pouvoir, le réformisme ne peut donc considérer l'offensive de classe du prolétariat que comme une aventure, une **provocation** gratuite de l'ennemi, de la bourgeoisie, ce qui implique que le prolétariat a **quelque chose à défendre au sein de la société bourgeoise**. Cette position de Sembat fera plus tard une fortune éclatante en tant que position caractéristique de tous les ennemis de la révolution communiste lorsque les... communistes eux-mêmes en arriveront à remplacer le but de la **dictature du prolétariat par la défense de la démocratie contre le fascisme**, dans l'espoir insensé de disposer la bourgeoisie à plus de conciliation à l'égard des travailleurs. Le père spirituel de cet « antifascisme » défaitiste n'est-il pas de toute évidence le Sembat du Congrès de Tours et sa « théorie de la provocation » ? A quoi répond en effet cet « antifascisme » sinon à la croyance stupide que la renonciation du prolétariat à l'**offensive** révolutionnaire **désarmerait** la contre-offensive bourgeoise au lieu de l'**encourager**, comme la victoire du fascisme sur ses lâches adversaires a historiquement prouvé qu'elle fit ? Et qu'implique-t-il sinon que tout n'est pas à détruire dans l'ordre en vigueur, qu'on **peut** et qu'on **doit** faire un « choix » parmi les « possibilités » abstraitement offertes par le

développement capitaliste ? En choisissant la **démocratie** contre le **fascisme**, les communistes dégénérés s'imaginaient « choisir » une certaine « neutralité » de la bourgeoisie à l'égard de la classe ouvrière, tout comme si la démocratie n'avait pas été inéluctablement condamnée à laisser place à une forme plus rigide encore de cette dictature. Mais n'est-ce pas exactement la même réaction que celle de Sembat qui, en 1920, « choisit » aussi la « neutralité » de la bourgeoisie, croyant pouvoir l'obtenir par la renonciation à l'organisation d'une Internationale communiste, en d'autres termes à la lutte révolutionnaire du prolétariat ?

A l'appui de sa « théorie de la provocation », Sembat invoque, il est vrai, un argument d'apparence « marxiste » : le poids réactionnaire de la petite paysannerie française : « J'ai peur, dit-il, qu'une grande majorité de paysans soient plus soucieux de défendre les gros gains qu'ont fait aujourd'hui en vendant le cochon et la volaille et que vous ne retrouviez demain contre vous aux élections (sic !) leurs votes et dans la rue leurs fusils ». De l'arriération relative de la société française, alourdie du poids de la petite bourgeoisie paysanne, Sembat concluait... que le prolétariat ne **devait pas s'organiser** en parti révolutionnaire ce qui revenait à **capituler**. Mais par la suite, les « communistes » dégénérés ont fait bien pis : ils ont conclu que le parti prolétarien **devait défendre** la petite propriété paysanne et conquérir les **voix** des paysans, méritant mille fois plus que le parti socialiste de 1896 les reproches sévères qu'Engels avait adressés à son programme agraire.

La conclusion de Sembat est qu'en France « étant donné notre état économique et moral, nous sommes plus proches du mouvement anglais et plus capables de l'imiter que d'imiter le mouvement russe ». Au bolchévisme, il oppose le travaillisme anglais. Mais que font d'autre en substance les « communistes » d'aujourd'hui quand ils découvrent que la révolution d'octobre 1917 est un cas « spécifique » dû aux « conditions spéciales » de la Russie de l'époque et qu'on peut « changer de l'intérieur » la « nature de classe de l'Etat » (testament Togliatti) ? Dans la conception exposée à Tours par Sembat, le but était d'arriver à une forme **d'opposition parlementaire** de type labouriste que veulent d'autre les communistes français d'aujourd'hui quand ils se défendent d'être quoi que ce soit d'autre que des **démocrates** auprès de leurs alliés bourgeois ou pseudo-socialistes ? La différence, c'est que formé à l'école de Lénine, de révolution d'octobre, de l'opposition internationaliste aux ministres « socialistes » de l'Union sacrée de 1914, ils sont mille fois plus ignobles que la droite de 1920, eux qui ne sont arrivés à leur **travaillisme** actuel qu'au travers de l'Union sacrée de la seconde guerre impérialiste mondiale, mille fois pire encore que celle de première !

CENTRISTES. DE GAUCHE ET DE DROITE

A la tribune du Congrès, c'est Cachin, type parfait de ces social-patriotes détestés par Lénine, qui succède à Sembat. Jusqu'au Congrès de 1919, il a été pour la guerre, la défense nationale, la politique de la majorité "socialiste" des partisans de l'Union sacrée. Pourtant, il défend l'adhésion à la III^{me} Internationale parce que la révolution russe a réveillé, comme il dit, son « vieux fond de guesdisme » et surtout parce qu'il admire dans cette révolution à la fois anti-féodale et anti-capitaliste son aspect iacobin, bref ce qui lui rappelle le passé révolutionnaire de la France plutôt que ce qui annonce l'avenir révolutionnaire du prolétariat mondial.

Opportuniste sincère (Engels notait justement que c'était la pire sorte), il se débarrasse sans peine de son encombrant passé récent de social-patriote : « Chacun sait que durant la guerre, je fis partie de la majorité du parti et que j'apportai à la défense de mes idées toute l'ardeur de mon tempérament. Mais ce qui importe à l'heure où nous sommes, c'est **beaucoup moins le retour sur le passé que l'examen de la situation présente** ». La réponse que Vaillant-Couturier avait faite à l'ex-ministre Sembat et au courant de droite se serait adressée tout aussi justement au centriste Cachin qui revendiquait l'adhésion à la III^e Internationale tout en refusant de condamner le social-patriotisme : « Entre cette conception ministérialiste et réformiste et la conception qui allait sortir de la guerre, il y avait un fossé toujours plus profond où s'entassaient les camarades qui tombaient avec la complicité, non pas seulement des ministérialistes, mais de ceux qui votaient jusqu'à la fin les crédits de guerre ».

La « situation présente », comment se définit-elle aux yeux de Cachin ? Par le fait que le capitalisme est obligé de compter avec le pouvoir des Soviets, que la bourgeoisie « prend conscience chaque jour plus clairement de l'impossibilité de subsister **dans une Europe d'où serait exclue la Russie et son marché immense** (sic) ». Ce qui séduit Cachin dans la Russie nouvelle, c'est qu'elle est « une grande nation » ; à ses yeux, la principale cause de la scission — il le dira à la fin du congrès — ne réside pas dans l'opposition des principes et des perspectives, mais dans la sous-estimation de la puissance de la révolution d'Octobre et de l'Etat soviétique. Que cet Etat soit **au service** du prolétariat révolutionnaire mondial ou plutôt que telle soit sa véritable portée historique, c'est ce que Cachin ne peut comprendre, lui qui refuse de liquider le vieux social-patriotisme.

Après Cachin, c'est un autre centriste tout aussi décidé à ne rien renier de son opportunisme qui monte à la tribune du Congrès pour déclarer : « On nous dit : on ne vous exclut pas..., vous aurez trois mois... Pourquoi faire ? Pour demander excuse et pardon ? **Nous ne renions rien de nous-mêmes** ». Seulement, c'est Paul Faure, qui, lui, est adversaire de l'entrée dans l'Internationale communiste, et qui développe la même « théorie de la provocation » que le droitier Sembat : « Cette bourgeoisie que vous avertissez tous les jours que vous allez faire la révolution s'amuse de vous et vous amènera dans des guets-apens »... « toutes ces organisations se préparent contre la classe ouvrière et tout soulèvement éventuel... non plus seulement avec le fusil — cette période est dépassée — mais avec les mitrailleuses..., les gaz asphyxiants ». L'Internationale communiste n'a pas admis dans ses rangs les centristes de droite du type de ce Paul Faure. Mais on voit de quels « communistes » elle a hérité en admettant par contre les Cachin et les Frossard qui suppliaient les Paul Faure et consorts de les suivre dans le nouveau parti !

BLUM, THEORICIEN « MARXISTE » DE L'ANTI-MARXISME

Comme nous le disions plus haut, il faut attendre le discours de Blum pour voir le débat se porter sur le terrain des principes. Ce que Blum rejette, c'est la conception centrale du communisme : la **dictature du prolétariat**, et c'est pour cette raison de principe qu'il repousse l'adhésion à l'Internationale communiste. A ceux qui espèrent pouvoir s'accommoder des 21 conditions posées par Moscou, quitte à les tourner, il donne cette leçon : « Vous êtes en présence d'un tout, d'un ensemble doctrinal. Si vous l'acceptez avec quelques réserves de détail, peu importe. **On ne chicane pas avec une doctrine comme celle-là**. Mais si vous contestez des parties essentielles, alors vraiment vous n'avez pas le droit d'adhérer avec des réticences, des arrières-pensées ou des restrictions mentales ». Les choses sont claires, ici : le « socialisme » de Blum exclut la révolution socialiste et

done l'organisation du prolétariat en parti révolutionnaire. Quand il le déclare franchement incompatible avec le marxisme radical restauré par les bolchéviks, il sait de quoi il parle. Comment serait-il donc possible que les faux communistes d'aujourd'hui qui concluent exactement comme lui soient les fidèles continuateurs de Lénine ?

Le bolchévisme, le communisme affirme le Blum de 1920 est « un socialisme neuf ; à notre avis, il repose sur des idées erronées en elles-mêmes et contraires aux principes essentiels et invariables du socialisme marxiste. Il repose d'autre part sur une espèce de vaste erreur de fait qui a consisté à **généraliser pour l'ensemble du socialisme international un certain nombre de notions tirées d'une expérience particulière et locale, l'expérience de la révolution russe** ». Mais qui donc aujourd'hui défend l'idée qu'il ne faut pas « généraliser » l'expérience « particulière » de la Russie révolutionnaire de 1917, sinon les « communistes » eux-mêmes, devenus partisans des « voies nationales » — c'est-à-dire parlementaires — au socialisme ? Suffit-il qu'ils le disent quarante ans et plus après le « ministériel » Blum de 1920 pour dissimuler que cette position est l'exact opposé de celle de Lénine, pour lequel les principes appliqués et mis à l'épreuve dans la révolution d'Octobre 1917 avaient une valeur universelle et s'ils étaient valables dans un pays arriéré, l'étaient à **plus forte raison** dans des pays avancés qui n'avaient plus d'autre révolution à accomplir que la révolution anti-capitaliste et communiste.

Selon Blum, le parti doit rester ce qu'il était avant 1914 « un parti de **recrutement aussi large que possible... un parti de liberté de pensée** ». Pour lui « sont socialistes tous ceux qui veulent travailler à la **substitution d'un régime économique à un autre** ». « A l'intérieur de ce crédo, toutes les variétés, toutes les nuances de l'opinion sont tolérées. Les uns imaginent qu'on aboutira par tels moyens et dans tels temps, les autres par tels autres moyens et dans tels autres temps : toutes ces contrariétés de tendances sont permises et nous ne pouvons les interdire sans ruiner notre but ».

En ce qui concerne le « but » lui-même, Blum qui vient de refuser au prolétariat révolutionnaire le **droit de s'organiser en parti distinct** peut se permettre toutes les audaces : c'est la dictature du prolétariat, « nous en sommes partisans. Nous n'avons peur ni du mot, ni de la chose ». Mille fois moins timoré que nos « communistes » d'aujourd'hui qui viennent de condamner « le parti unique comme condition obligatoire du passage du capitalisme au socialisme », il admet même que « la dictature ne doit pas forcément être démocratique, car l'essence même d'une dictature est la suppression de toute forme préalable et de toute prescription constitutionnelle ». Il n'a même aucune objection contre le fait que cette dictature « soit exercée par un parti ». Où est alors la divergence avec les bolchéviks ? « La dictature peut être exercée par un parti, oui, **mais par un parti organisé comme le nôtre et non comme le vôtre** ». C'est ce qui s'appelle aller à l'essentiel ! Bien entendu, la différence entre un parti « comme le nôtre » et « comme le vôtre » — entre un parti « de recrutement le plus large possible et de libre pensée » comme le parti socialiste d'avant 1914 et un parti sélectionné au cours de grands événements historiques comme les révolutions et les guerres impérialistes, — n'est pas une simple différence de « forme d'organisation ». C'est une différence de substance, de **programme**. Que le parti de « libre pensée socialistes » parvienne au pouvoir, fût-ce au cours d'une « crise préalable du pouvoir politique » comme disait Blum pour tenter de distinguer sa conception de celle du réformisme, les chances du capitalisme restent intactes. Mais que ce soit un parti de type bolchévik, le capitalisme est perdu. Voilà tout le secret des audaces de Blum. Il est partisan de la « dictature du prolétariat », et même d'une dicta-

ture « non démocratique », d'une « dictature de parti », mais à une condition : que le **parti ne soit pas sélectionné** selon les **principes communistes** qui consistent non seulement à embrasser un programme de transformation socialiste, mais à exclure les « voies » et les méthodes dont l'expérience historique a démontré qu'elles ne pouvaient servir que la conservation sociale. Le corollaire fatal de cette négation du parti de classe, c'est la négation de la **nécessité de briser l'appareil d'Etat bourgeois**. Chez Blum, elle s'exprime de deux façons. Tout d'abord il reproche à Lénine d'avoir réduit **tout** le socialisme à la destruction de l'Etat bourgeois, « sans être sûr que cette prise du pouvoir puisse aboutir à la transformation sociale » et même « en ne pensant pas le moins du monde que les conditions de la transformation révolutionnaire totale soient réalisées en Russie ». L'objection pourrait passer pour un rappel de la différence entre marxisme et blanquisme si Lénine avait jamais dit que la prise révolutionnaire du pouvoir en Russie **suffisait** à assurer le développement du socialisme dans ce pays et si, par ailleurs, Blum reconnaissait la nécessité de détruire l'Etat bourgeois dans les pays avancés pour pouvoir réaliser la « transformation socialiste ». Mais premièrement Lénine a toujours affirmé — et Blum le sait fort bien — **que sans la révolution européenne** la dictature révolutionnaire ne saurait en Russie prendre de mesures tant soit peu socialistes, si bien que l'objection de Blum se réduit à celle des menchéviks : dans une révolution bourgeoise, la direction doit être laissée à la bourgeoisie. Et deuxièmement, pour les pays avancés, Blum ne reconnaît pas davantage la nécessité de la **révolution politique** : « Si vous estimez que le but c'est la transformation, **que c'est la transformation qui est la révolution**, alors tout ce qui, même dans le cadre de la société bourgeoise, peut préparer cette transformation devient travail révolutionnaire. Si là est la révolution, l'effort quotidien de propagande qu'accomplit le militant, c'est la révolution avançant un peu chaque jour. Tout ce qui est organisation et propagande socialiste, tout ce qui est **extension** à l'intérieur de la société capitaliste... tout cela est révolutionnaire. Et les réformes, elles-mêmes... si elles servent à consolider les emprises de la classe ouvrière sur la société capitaliste... sont révolutionnaires. »

Blum, qui défendait avec clarté et courage ses positions **réformistes**, refusait logiquement l'adhésion à l'Internationale communiste, et l'Internationale communiste dénonçait tout les Blum de France et d'Europe. **Mais que disent donc d'autre** les prétendus « communistes » d'aujourd'hui, les prétendus continuateurs de l'I. C. ? Ne considèrent-ils pas les réformes — par exemple les nationalisations — comme une « emprise de la classe ouvrière sur la société capitaliste » ? N'ont-ils pas définitivement banni la perspective de révolution, sous le prétexte que c'est « la transformation qui est la révolution » ? Encore sont-ils mille fois au-dessous du Blum de 1920, dans la mesure où bien loin de reconnaître que « la dictature est la prescription de toute forme constitutionnelle », ils sont eux-mêmes des **constitutionnalistes**, dans la mesure où contrairement à Blum, il ne se réclament pas du « **socialisme** », mais de la pure **démocratie**, dans la mesure enfin où ils **excluent** les partisans de la révolution et de la lutte de classe que Blum acceptait — ou feignait d'accepter — dans son parti.

Que cette droite du Congrès de Tours ait été mille fois plus respectable et en tout cas moins dangereuse que le « centre » dont est sorti le « communisme » dégénéré d'aujourd'hui, c'est ce qui apparaît clairement dans la question de la défense nationale. Dans cette question dit Blum, le **centriste Cachin n'a pas répondu clairement**. Trotsky avait établi que n'avait pas droit de cité dans l'Internationale communiste ceux qui répondaient par **oui** à la question : **êtes-vous pour la défense nationale** ? Cachin qui veut adhérer à l'Internationale communiste a répondu qu'il n'était pas pour la défense nationale « dans l'état actuel des choses ». Blum relève justement qu'il « **ne s'agit pas de l'état actuel, mais de la**

question en général ». C'est bien entendu pour nier que le refus de la défense nationale soit un devoir inconditionnel pour les socialistes, pour affirmer que « même en régime capitaliste, le devoir de défense nationale existe pour les socialistes » ; mais il a raison de souligner l'**incompatibilité entre la position communiste et celle des centristes** qui refusent de poser la question de la défense nationale **en général**. L'I. C. est morte de n'avoir pas su affirmer **pratiquement** cette incompatibilité en refusant aux centristes l'entrée dans ses rangs. Quand quinze ans après Tours, les Cachin et les Blum se retrouveront d'accord avec les « exigences de la défense nationale » dans les circonstances de la « guerre antifasciste », ils seront logiques avec eux-mêmes puisqu'ils ne l'auront jamais repoussée **en principe**. Le seul illogisme aura été celui de Moscou qui aura mis ces gens-là en condition de parler au nom du « communisme » même quand ils retombaient dans la trahison des vieux partis socialistes !

FROSSARD OU LE « VER DANS LE FRUIT »

La scission qui suivit le Congrès de Tours se fit très à droite puisqu'elle n'empêcha pas un Frossard d'entrer dans le nouveau Parti qui perdit ensuite deux ou trois ans dans le marasme et la confusion avant de l'éliminer, au moment même où se livraient les dernières batailles décisives du communisme international. Or, le discours de Frossard au congrès même, prouve qu'il ne fut jamais un communiste et que son seul souci, au moment même où il pressait les centristes du genre P. Faure et Longuet d'adhérer à l'Internationale, était d'« amender les conditions d'admission » à celle-ci : « Même s'il y avait quelque témérité dans nos formules, dit-il en particulier, la vie, en nous entraînant dans son tourbillon, **assouplira** nos doctrines et nos méthodes (sic) »... « Le respect de la tradition socialiste ne peut nous condamner à nous figer **dans l'immobilité du dogme** » (langage stalinien, khrouchtchevien et post-khrouchtchevien avant la lettre !). Aux yeux de Frossard, il faut conserver dans le nouveau parti le plus possible d'éléments de droite, et pour cela les rassurer sur les exigences de Moscou. Pour cela, il n'hésite pas à se référer à Zinoviev qui, au Congrès de Bâle, « a déclaré qu'après tout il s'agissait bien moins d'appliquer les 21 conditions d'admission à l'I.C. dans leur esprit et dans leur lettre que de faire en sorte que notre parti, demain, devienne un **grand parti** d'action et de préparation révolutionnaires ». Notre courant — la gauche marxiste italienne — était le seul à l'époque qui dénonçât les dangers mortels d'une trop grande tolérance à l'égard des candidats à l'entrée dans l'Internationale communiste, mais l'usage qu'un Frossard faisait ainsi de cette tolérance suffit à prouver combien l'avertissement était fondé.

Un des points les plus combattus par les adversaires de l'Internationale communiste était celui qui prévoyait le passage éventuel des partis à une activité illégale conduite par des centres clandestins. En réalité, ce n'est pas tant de la clandestinité qu'ils avaient peur que de l'action révolutionnaire et ils le prouveront amplement plus tard dans la... clandestinité patriotique et bourgeoise de la Résistance. Frossard, qui n'avait aucun principe, croyait facile de contourner cet obstacle comme d'ailleurs tous ceux que les statuts de l'Internationale opposaient à l'entrée des opportunistes. « Est-ce que vous pensez sérieusement qu'en France nos militants, dont **vous connaissez le tempérament**, accepteraient de se laisser diriger par des comités occultes ? » : c'est ainsi qu'il liquide la question de l'activité clandestine, sous le prétexte de définir « une juste moyenne » (autre cheval de bataille classique de tout opportunisme) entre... la conception révolutionnaire de Lénine et l'état de division et d'impuissance de la vieille SFIO.

Sur la question capitale de la **défense nationale** — et donc du défaitisme révolutionnaire donc l'I.C. fait un devoir à ses membres — Frossard n'éprouve aucune gêne à défendre une position radicalement opposée à celle des communistes :

« J'ai été pendant la guerre partisan de la défense nationale, dit-il, on le sait et je ne m'en suis jamais caché. J'ai voulu essayer d'unir ma conception de la défense nationale à la préoccupation internationaliste qui est au fond du cœur de tous les socialistes. Ce que j'ai dit et écrit pendant la guerre je ne veux pas le renier aujourd'hui »... « Aujourd'hui, le problème de la défense nationale se présente à nouveau devant les consciences socialistes..., mais il y a au cœur de ceux qui sont entrés dans la grande tourmente **trop d'amertume** pour que ce problème puisse être évoqué en toute sérénité ». En conséquence, « la question se présente à nous de façon **nouvelle** »... « Le parti avait toujours dans le passé affirmé qu'il était un parti de défense nationale. On lui a parfois opposé la parole de Marx : « **les prolétaires n'ont pas de patrie** ». Mais on l'avait prise à contresens. Ce que Marx voulait dire, c'est que la patrie des prolétaires leur est volée par la bourgeoisie capitaliste et qu'ils ont à la lui faire restituer ». Ainsi Frossard refuse d'admettre que la guerre qui vient de s'achever était une guerre impérialiste, une guerre du **capital**. La seule chose qu'en bon opportuniste il reconnaisse, c'est qu'on ne peut plus la justifier sans provoquer la colère des militants prolétariens. Et il ne craint pas de falsifier Marx en lui attribuant l'idée absurde selon laquelle la bourgeoisie aurait « volé » sa patrie à la classe révolutionnaire, alors qu'il montrait tout le contraire, à savoir que cette classe était révolutionnaire précisément parce qu'elle ne **possédait rien**, et surtout pas de « patrie ».

Non content de cela, Frossard ira jusqu'à salir la mémoire du pur internationaliste qu'était le camarade Lefebvre, disparu au large d'Arkhangelsk, en le transformant en patriote qui s'ignore : « Au fond de tout ce qu'écrivait Lefebvre sur la défense nationale, ne sentez-vous pas **l'amour le plus profond de notre pays** ? C'est précisément parce qu'il était attaché à toute sa tradition et pénétré de sa culture jusque dans ses fibres les plus profondes qu'il voulait lui éviter pour demain les horreurs de la guerre... C'est cette pensée qui nous réunit les uns et les autres. Ce que nous voulons sauver, par une opposition irréductible à la guerre, ce ne sont **pas seulement** les possibilités d'affranchissement de notre classe, c'est **toute cette civilisation** qui résulte de siècles de labeur et de sacrifices. Notre défense nationale, je la résume d'un mot : **c'est la paix !** » Et « la paix », c'est une forme de la « défense nationale », comme l'a prouvé l'immanquable **défensisme** d'une série de générations de **pacifistes**, des partisans de Jaurès à ceux de Staline ou de Khrouchtchev et de ses successeurs. Par cette formule, Frossard s'opposait donc ouvertement à la position clairement **anti-pacifiste** et **défaitiste** de Lénine et de tous les communistes. C'est d'autant plus évident qu'il reprenait à son compte la distinction entre **agresseur** et **agressé** dont Lénine, dès 1915, avait bien montré l'hypocrisie et le mensonge : « Si la guerre vient, d'accord avec la formule de Cachin (belle référence !) je demanderai au prolétariat de mon pays de se dresser contre le gouvernement **qui l'aura déclenchée** ». Mais la guerre qui suivit, comme celle de 1914, montra que « quand la guerre vient », tous les opportunistes se hâtent de montrer que ce n'est pas « le gouvernement de leur pays », mais celui du pays d'en face qui en est responsable. Le marxisme, lui, montre que ce n'est pas tel ou tel gouvernement national, mais la classe bourgeoise, le mode capitaliste de production qui porte la « responsabilité » des guerres impérialistes modernes.

Frossard quittera le P.C.F. deux ans après Tours, mais vingt ans plus tard, ceux qui lui avaient succédé à la tête du parti reprendront mot pour mot sa position, appelant les prolétaires français à « se dresser » contre l'agresseur du moment, l'Allemagne hitlérienne, anéantissant pour des dizaines et des dizaines années la grande œuvre révolutionnaire et internationaliste de Lénine.

CONCLUSION

Il convient d'arrêter notre étude à ce moment du Congrès de Tours où retentit le discours significatif de Frossard. Non pas que la bataille soit alors achevée entre partisans et adversaires de la III^{me} Internationale, mais ses péripéties ne nous apprennent plus rien. En dépit des efforts de Frossard et Cachin, Longuet et P. Faure seront rejetés du nouveau parti grâce au télégramme de l'I.C. les dénonçant comme « des agents déterminés de l'influence bourgeoise sur le prolétariat ». Cachin, que la crainte du grotesque n'arrête certes pas, essaiera d'en minimiser la portée en disant que ces « expressions brutales » sont « familières aux Russes » et qu'il ne faut pas « trop s'y attacher ». Mais la critique cinglante du télégramme de Moscou fera se cabrer les « exclus-par-avance » et, dans une confusion extrême, l'adhésion à l'I. C. l'emportera par une majorité de 3/4 des voix.

Frossard fut le principal artisan de la manœuvre qui consistait à amener dans le nouveau parti la fraction la plus large du centre. Mais derrière Frossard il y avait Cachin. Cachin qui, deux ans plus tard, lorsque Frossard, démasqué, fut contraint de démissionner, ne se désolidarisa de son compère de la veille et ne devint à l'égard de Moscou cet instrument qu'il est depuis resté, que parce que l'I.C., en compensation de cette fidélité de fraîche date, lui donna la direction de « L'Humanité », laquelle, en toute justice, aurait dû revenir aux éléments de la gauche qui la réclamaient.

Il serait puéril de penser que Lénine et surtout Trotsky, « spécialiste » de la « question française », se méprenaient sur la valeur et l'honnêteté politiques des hommes auxquels ils avaient confié la direction du P.C.F. Ne se faisant aucune illusion à leur égard, ils ne comptaient sur eux que pour amener au communisme le plus grand nombre possible de militants ouvriers. En un premier temps, ce résultat fut atteint, puisque le jeune P.C.F., avec ses 110.000 membres issus du Congrès de Tours, était numériquement bien supérieur à la vieille S.F.I.O. Mais outre que ce chiffre s'amenuisa assez rapidement, les difficultés commencèrent dès les lendemains du Congrès de 1920. La gauche, la seule tendance sincèrement attachée à l'Internationale, y fut sévèrement brimée par le centre qui faisait sournoisement le jeu d'une droite ouvertement hostile aux bolcheviks : Frossard protégeait personnellement des journalistes comme Fabre qui, dans sa feuille, attaquait trivialement l'I.C. et la Russie ; il encourageait également certains anarchistes du parti qui adoptaient à l'égard des Soviets une attitude analogue, désavouant notamment l'Armée rouge et la dictature prolétarienne. Il fallut deux ans d'escarmouches entre la direction du P.C.F. et l'Exécutif de l'I.C. pour que ces éléments soient épurés et Frossard lui-même contraint d'abattre son jeu, ce qui provoqua sa démission. Mais, à ce moment-là, c'est-à-dire alors que le P.C. faisait quelques pas vers sa transformation en véritable parti communiste, se préparait déjà la « bolchevisation », une manœuvre qui, sous couvert d'éliminer des P.C. les séquelles du social-démocratisme, frappait tous les éléments révolutionnaires, en particulier ceux qui étaient favorables à Trotsky, contre lequel les successeurs de Lénine commençaient leur guerre à mort. A travers crises et ruptures, dans une atmosphère d'infecte délation, de violence et de calomnies, se forgea alors cet appareil docile et irresponsable qui pactisa avec le stalinisme et devint agent et complice de toutes ses ignominies.

Le Congrès de Tours était loin alors et pourtant les germes de cette déchéance étaient déjà contenus dans les résultats politiques des assises de 1920. Ce n'est sans doute pas la section française de l'I.C. qui fut la cause de la dégénérescence de la III^e Internationale, elle-même emportée par la bourrasque de la contre-révolution triomphante ; mais elle donna à cette dégénérescence un de ses aspects les plus abjects, celui d'une *capitulation sur le terrain des principes* dont la menace perceait déjà dans les discours des Frossard, Cachin et autres transfuges du social-patriotisme. L'I.C. croyait en la possibilité de créer rapidement de forts partis communistes de masse. Elle courut le risque de les constituer sur des bases politiques pourries. Elle joua le tout pour le tout en misant sur l'amplification d'une vague de révolte sociale déjà en reflux. Elle perdit tout : les batailles engagées, la masse, le programme du parti. Elle se perdit elle-même dans un opportunisme croissant qui devait la conduire à son auto-liquidation formelle au cours de la seconde guerre impérialiste mondiale. Avec sa disparition une page d'histoire a été tournée. Voilà les leçons qu'on a aujourd'hui le devoir de tirer de cette expérience et qui deviennent parfaitement claires si on garde les yeux portés sur cet exemple typique de manœuvre opportuniste que représente le Congrès de Tours : on ne force pas les situations historiques, on ne construit pas un parti révolutionnaire sous l'égide de politiciens opportunistes, on ne risque pas le programme prolétarien payé par de longues décennies d'épreuves sanglantes sur un coup de dé, on n'instaure pas les principes communistes d'organisation à l'aide de pures formules statutaires, à plus forte raison lorsqu'on en confie la réalisation aux renégats avérés du socialisme.

Le parti de demain du prolétariat renaitra lorsque cet enseignement sera passé dans la conscience des militants sincères de la classe ouvrière. Traduit en termes de règles organisationnelles, de notion tactique et de principe de base du futur parti, il constituera la condition essentielle et primordiale de son recrutement à l'exclusion de toute considération portant sur la *popularité*, la *personnalité* et autres caractères dont les protagonistes du Congrès de Tours étaient surabondamment pourvus, mais au détriment d'une « conscience socialiste » invoquée à tout propos et démentie par leur passé.

NOS PUBLICATIONS

EN LANGUE FRANÇAISE :

- Dialogue avec Staline (numéro spécial de Programme communiste, 56 pages) 2,— F
- Dialogue avec les morts (critique du XX^e Congrès du P.C.U.S., 159 pages) 4,— F
- L'économie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours, ainsi que Le Marxisme et la Russie (148 pages) 4,— F
- Sur le Texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme (le gauchisme) » 2,— F
- Programme Communiste : un numéro 2,50 F
- Abonnement annuel 9,— F
- Abonnement de soutien 20,— F
- Le Prolétaire : mensuel ;
- Un numéro 0,40 F
- Abonnement annuel 4,— F
- Abonnement combiné avec Programme Communiste 12,— F

EN LANGUE ITALIENNE :

- Storia della sinistra comunista (1^{er} vol., 415 pages) 25,— F
- La sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin (110 pages) 7,— F
- 1917 Insegnamenti dell'ottobre. Leon Trotsky 4,— F
- Il Programma Comunista : journal bimensuel ;
- Abonnement annuel 10,— F
- Un numéro 0,40 F
- Spartaco (supplément syndical, servi gratuitement aux abonnés de Programma Comunista) ;
- Un numéro 0,20 F
- Documents ronéotypés :
- 1) Partito e classe — Il principio democratico — Partito e azione di classe — Il rovesciamento della prassi — Partito rivoluzionario et azione economica 3,50 F
- 2) Tracciato d'impostazione - Tesi caratteristiche del Partito 3,50 F
- 3) Forza, violenza, dittatura nella lotta di classe 3,50 F
- 4) I fondamenti del comunismo rivoluzionario 3,50 F
- 5) La successione delle forme di produzione nella teoria marxista en réimpression
- 6) L'abaco dell'economia marxista en réimpression
- 7) Lezioni della controrivoluzioni - Appello per la riorganizzazione internazionale del movimento rivoluzionario marxista 3,50 F

EN LANGUE ALLEMANDE :

- Der Faden der Zeit : Der II. Kongress der III. Internationale und die italienische Linke. 2,— F
- Der Faden der Zeit : Der. I. Weltkrieg und die marxistische Linke. 2,— F

EN LANGUE HOLLANDAISE :

- Documentatie Materiaal 0,25 F

le prolétaire

notre organe mensuel

paraît désormais sur quatre pages imprimées

LECTEUR, SYMPATHISANT

ABONNE-TOI, SOUSCRIS,

AIDE NOTRE DIFFUSION

Le numéro du **Prolétaire** est en vente au prix de 0,40 F (4 francs belges) ;
abonnement annuel 4 F (40 FB) ; abonnement combiné **Le Prolétaire** et
Programme Communiste 12 F

La souscription permanente paraît maintenant dans **Le Prolétaire**.
Adresser tous versements à « Programme Communiste » C.C.P. 2202-22
Marseille.

DIRECTEUR - GERANT

F. GAMBINI

adresser toute correspondance à :

« **PROGRAMME COMMUNISTE** », Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert
ou Boîte Postale n° 24 PARIS 19°

C.C.P. Programme communiste 2202-22 Marseille

Imp. "LINO-IMP" 1, 3 et 5 Bd Desplaces Marseille (X°) Tél : 77.92.48

Dépôt légal n° 28-688, novembre 1963.